

وڪڙا من لکي ٿو

« Le Monde des livres »

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14728 - 6 F

VENDREDI 5 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## La Chine trois ans après

L'OUBLI ne viendra-t-il jamais de la répression qui a meurtri Pékin le 3 juin 1989? C'est ce que, d'évidences agacées, semblent se demander les autorités chinoises. L'anniversaire de la nuit fatale les hante, comme en témoigne le luxe de précautions prises ces jours-ci place Tiananmen contre les journalistes étrangers, et à l'université Beida contre les étudiants tous réputés dissidents virtuels.

Les gérantes qui ont ordonné le massacre gageaient que le temps ferait son office. Et ils ont, de fait, enregistré bien des satisfactions. Ainsi, pour maintes observateurs de cette partie du monde, la relance au début de l'année, par un Deng Xiaoping remonté en selle de façon tout à fait spectaculaire, d'un programme économique au mot d'ordre presque explicite de « Enrichissez-vous! » peut contribuer à faire passer, un temps au moins, la pilule de la répression politique.

TOUTS les Occidentaux, par ailleurs, ont été désemparés, fût-ce avec des contorsions, renoués les uns avec un pays à qui sa simple masse vaut la réputation d'être « incontournable ». Dernière en date des bonnes nouvelles pour Pékin : l'annonce faite le 2 juin à Washington, que le président Bush entend renouveler au profit de Pékin la clause de la nation la plus favorisée, en dépit des réserves connues du Congrès américain.

La Chine n'en donne pas pour autant l'impression de sortir de la crise. Comment pourrait-il en être autrement, d'ailleurs, dans un pays que son régime d'un autre côté agit aussi violemment, et où la relève des générations s'effectue de façon aussi caricaturale - sans que le quatorzième congrès du PCC, prévu pour novembre, permette d'imaginer des solutions? Les observateurs sont, ainsi, unanimes à considérer que les conservateurs sont loin d'avoir renoncé à entretenir les réformes économiques libérales. Et la dureté manifestée par la police le 3 juin place Tiananmen à l'endroit des journalistes étrangers pourrait bien avoir été inspirée par des éléments du KGB chinois, dans une optique de sabotage.

CE flottement de Pékin est particulièrement sensible en matière internationale. Tout en veillant à sauvegarder ses intérêts, économiques notamment, cette capitale donne l'impression, ces mois-ci, de ne plus trop savoir quelle ligne adopter, entre provocation anti-occidentale et manifestations de respectabilité. Comment comprendre, par exemple, l'explosion mégalomane survenue le 21 mai dans le Lop Nor, en plein territoire nucléaire français? Et comment interpréter la relance, il y a quelques mois, de la querelle relative au très minuscule archipel des Senkaku-Diaoyu, alors que Pékin cherche à approfondir son partenariat économique avec le Japon?

Un temps grande puissance, et aspirant à le redevenir un jour, la Chine échoue de toute évidence à résoudre ce dilemme : comment s'insérer dans le marché international sans pour autant reconnaître la suprématie mondiale des Etats-Unis? Aussi oscille-t-elle. On l'a vue s'efforcer de complaire à Washington, durant cette guerre du Golfe où ses votes à l'ONU ont bien servi la coalition hostile à l'Irak. Et, aujourd'hui, voici Pékin portedrapeau du tiers-monde au Sommet de Rio, pour faire payer les riches pollueurs occidentaux.

Lire page 4 l'article de FRANCIS DERON

M0147 - 0605 0 - 6,00 F



La défection du Danemark et la décision de M. Mitterrand de consulter les Français

## Les Onze excluent de renégocier les accords de Maastricht

Les ministres des affaires étrangères des Douze devaient examiner, jeudi 4 juin, à Oslo, en marge d'une réunion de l'OTAN, les conséquences du refus danois de ratifier le traité de Maastricht. Les partenaires du Danemark, qui excluent une renégociation de ce traité, étudient les aménagements juridiques devant permettre, selon l'expression de M. Roland Dumas, de « faire à onze, ce qui n'a pu être fait à douze ».

La ratification se ferait en France par voie référendaire tend à marquer solennellement l'engagement de Paris en faveur de l'Union politique et monétaire, après la défection de l'un des Douze. Comme la déclaration franco-allemande publiée en même temps marque la volonté des deux pays d'aller de l'avant quelles que soient les réticences de uns et des autres. Ce sont en quelque sorte deux coups d'arrêt préventifs à une éventuelle contagion.

Il ne faut certes pas surestimer la portée de la décision danoise. L'Europe occidentale n'est pas menacée d'éclatement, à l'instar de l'Europe centrale et orientale, en proie aux maladies séculaires du nationalisme.

Lire la suite page 6

## Prévenir la désintégration

par Daniel Vernet

Pour tenter de convaincre - avec l'insuccès que l'on sait - ses compatriotes de conserver une Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev avait coutume d'opposer le processus d'intégration de l'Europe occidentale aux tendances centrifuges à l'œuvre en Europe de l'Est. Les électeurs danois lui auraient-ils définitivement donné tort? Sans doute leur opposition au traité de Maastricht ne signifie-t-elle pas le retrait du royaume du Marché commun, mais les réactions enregistrées chez les partenaires montrent assez que les germes du doute ont été semés. L'annonce immédiate par François Mitterrand, après des mois de suspense,

Lire aussi

- Les Onze adoptent la « stratégie du harcèlement » par PHILIPPE LEMAITRE
- Danemark : David a de nouveau fait vieillir Goliath par CAMILLE OLSEN
- Londres : M. Major s'oppose à un référendum par LAURENT ZECCHINI
- Bonn : une partie de l'opinion s'interroge sur l'opportunité d'une renégociation du traité de Maastricht par HENRI BRESSON
- Les articles de nos correspondants à Berne, Dublin, Bruxelles et Madrid
- Le référendum sur Maastricht peut accélérer la recomposition du paysage politique français par ALAIN ROLLAT
- Le matou et la chauve-souris par PASCALE ROBERT-DIARD
- Les traces dévastatrices des Vikings par ERIC LESER
- La revanche du mark

pages 5 à 8 et 17

## L'attentat contre le DC-10 d'UTA

Principal témoin de l'enquête sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA (171 morts en septembre 1989), M. Bernard Yanga s'est réfugié à l'ambassade de France au Zaïre. Cela devrait permettre de relancer l'enquête conduite par le juge d'instruction parisien, M. Jean-Louis Brugière, enquête qui fait l'objet de deux ouvrages récents.

Lire page 11 l'article de LAURENT GREILSAMER

## La fiscalité des SICAV monétaires alourdie

Le gouvernement veut favoriser l'épargne longue vers les entreprises

page 9

## Les élections en Tchecoslovaquie

Le maintien d'un Etat unitaire, principal enjeu

page 3

## L'alerte nucléaire révisée

La diminution de la tension Est-Ouest a conduit la France à réduire le niveau d'alerte de son dispositif nucléaire

page 24

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34



## J.M.G. Le Clézio Etoile errante

roman

« Un livre que j'ai voulu avant tout écrire pour dire la détresse des victimes devant l'absurdité, la monstruosité de la guerre ; un livre qui rejette la nécessité de la violence. » J.M.G. Le Clézio

nrf

GALLIMARD

## « Wozzeck », musique des corps

Magnifié par l'équipe réunie au Châtelet, l'opéra d'Alban Berg, inoubliable

par Anne Rey

Comme toujours, Patrice Chéreau a déclaré qu'on ne l'y reprendrait plus, que Wozzeck serait sa dernière mise en scène d'opéra. Comme toujours, on n'y croit pas. Mais on se dit qu'à tout prendre, c'est déjà bien comme ça. Que le spectacle que l'on peut voir depuis mercredi 3 juin au Châtelet, ce Wozzeck noir, violent et péremptoire, a pris place à jamais dans nos mémoires, qu'il y servira d'étalon-or pour admirer ce qui est beau et rejeter ce qui est laid, que la perfection existe pour le théâtre chanté : on l'a rencontré.

Mieux que le Ring, plus fort que Lucio Silla et les Contes d'Hoffmann, plus grand, plus impressionnant que Lulu? Com-

plètement différent. Puisqu'il n'y a pas plus trivial, plus banal que cette histoire de soldat qui tue sa femme par jalousie, dans un accès de folie, sous le poids de l'humiliation sociale. Mais rappeler que les grands drames de l'humanité naissent de la misère quotidienne, réveiller notre fraternité, notre conscience politique et morale, c'est ce qu'a fait Berg, relayant Büchner, dans son premier opéra.

C'est ce qu'intensifie Chéreau de manière lancinante et rageuse. Face à ce Wozzeck vrai et violent comme la vie, chancelant et fulgurant comme un fait divers, et pourtant nimbé d'incertitude, toujours prêt à s'évaporer, on ne peut pas s'apitoyer. On est Marie, on est Wozzeck, l'homme et la femme, comme eux misérables.

Lire la suite page 14

## LE MONDE DES LIVRES

- Le roman de la guerre au Liban. ■ Maradona, mon amour.
- Le feuilleton de Michel Braudeau : « Façons de mourir ».
- Histoires littéraires, par François Bont : « Les pantouffles de Lichtenberg ». ■ Bouquet tauromachique. ■ Permanence et métaphores roumaines. ■ Le punch de Crumley. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « L'autre Terre promise ».

pages 25 à 34



## DÉBATS

Justice

# Un système archaïque et barbare

par Daniel Soulez Larivière

La respectable petite réforme de l'instruction qui devrait être présentée un jour prochain, puisque le nouveau garde des sceaux s'y est engagé, au vote du Parlement, risque fort d'être ce qu'on appelle un castré sur une jambe de bois. A partir de 1988 et pendant deux ans, sur demande du gouvernement, la commission Delmas-Marty, composée d'incontestables représentants du barreau, de la magistrature, de l'université et du Conseil d'Etat, a planché pour sortir la meilleure réforme en Europe de la mise en état des affaires pénales. Or la chancellerie, avant de changer de main, a mis ce projet à la corbeille et fait exactement le contraire de ce qui était préconisé par la commission. Encore des aménagements de détail et point de reconstruction d'ensemble.

Comment et pourquoi? Le vice rédhibitoire de notre procédure est la confusion, sur la tête du juge, des fonctions d'instruction et de juri-

diction. Comme le disait joliment Robert Badinter, le juge d'instruction est, à la fois, Meïgor et Salomon. Mais nul ne peut avoir deux têtes dans le même corps et l'instruction française saigne et fait saigner de cette contradiction logique implacable.

La solution, comme dans la plupart des pays démocratiques, consiste à distribuer chaque fonction vers le professionnel compétent pour la remplir. Au parquet qui soutient une accusation de rechercher des charges. A l'avocat de défendre le suspect, de critiquer ces charges et de solliciter des investigations à décharge. Au juge de l'instruction d'arbitrer les conflits entre accusation et défense et de contrôler le développement et les incidents de l'instruction.

Mais les juges d'instruction de s'écarter: «Voilà bien un scandale! vous voulez mettre les investigations entre les mains du parquet, donc du gouvernement.» Voilà bien une

réflexion démagogique. La justice est-elle entre les mains des gouvernements américains, anglais, allemands, italiens et de la plupart des pays nordiques parce que le système judiciaire fonctionne là-bas selon les principes comparables à ceux retenus par la commission Delmas-Marty? De surcroît, comment oser soutenir — puisque les juges du siège à la cour d'appel auront dans ce projet le pouvoir de démettre le parquet et que les victimes peuvent déjà, par la constitution de partie civile, provoquer l'ouverture obligatoire d'une information — que l'investigation sera entre les mains du gouvernement?

### Le conservatisme et le corporatisme

Il faut beaucoup de nœuds pour se satisfaire d'être le seul Etat dans le monde démocratique, en compagnie de la Belgique, du canton de Genève et du Grand Duché de

Luxembourg, à pratiquer un système inquisitoire archaïque et barbare: gardes à vue sans avocat destinés à écrouer le suspect; fonction judiciaire infectée par les servitudes de l'investigation; justiciables transformés en acteurs involontaires d'un spectacle de cirque, faute de bénéficier d'une présomption d'innocence impossible à préserver dans un système où la scène médiatique absorbe la scène judiciaire.

Ces vérités sont accessibles à tout esprit ouvert. Pourquoi alors ne pas avoir demandé à la commission Delmas-Marty de préparer un projet de loi à présenter au Parlement? C'est là que la politique sature en scène. Pour effectuer une réforme sérieuse dans le secteur judiciaire, il faut être politiquement fort ou avoir les moyens d'être convaincant. Aujourd'hui, le lobby des cinq cent soixante-seize juges d'instruction et d'une poignée de policiers, le conservatisme et le corporatisme poisseux du monde judiciaire paralysent toute réforme de l'instruction.

En réalité, on ne peut rien réformer en matière de justice sans un plan global. La politique des petits pas ne donne aucun résultat dans un secteur où la moindre goutte de changement réel se traduit par un océan de protestations. Le pouvoir politique est ainsi condamné soit à faire assassiner ses projets s'ils ont quelque ampleur avant qu'ils ne soient soumis au Parlement, soit à présenter des projets minuscules dont les corporatismes savent qu'ils ne feront qu'une bouchée dès la mise en application. Il est cependant évident qu'il n'est pas possible de faire une réforme contre les gens qui doivent l'appliquer. D'où la nécessité de les convaincre, soit par l'autorité, comme ce fut le cas, par exemple, en 1958 avec les ordonnances portant réforme judiciaire, soit par le choc, ce qui est une méthode plus triviale mais plus démocratique.

Echanger une vraie réforme de l'instruction, du recrutement des juges et de la carte judiciaire, contre des satisfactions comme la réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature et une nécessaire revalorisation de la condition matérielle des magistrats et fonctionnaires de justice est la seule voie possible pour progresser.

Pour être crédible, il faut prendre des risques et montrer de l'ambition. Dans les circonstances actuelles, la vraie sagesse s'identifie désormais à la plus grande audace. Est-il trop tard, à moins d'un an des élections législatives, pour que l'audace et l'ambition, c'est-à-dire la sagesse, l'emportent?

► Jean-Pierre Mignard est avocat au barreau de Paris.

► Daniel Soulez Larivière est avocat au barreau de Paris.

## Sortir de l'immobilisme

par Alain Molla

UNE réforme du code de procédure pénale était à l'horizon lorsque son auteur, M. Michel Sapin, fut appelé à d'autres responsabilités dans le nouveau gouvernement. On nous annonce qu'il reste programmé pour la présente session parlementaire. Nous y verrons, tant l'attente est devenue une triste habitude. Les défenseurs des libertés individuelles, choqués par les déséquilibres instaurés par le code version 1958, espèrent depuis longtemps une réforme dans l'incorruptible mais désespérant. Les obsédés sécuritaires le redoutent, convaincus (ou feignant de l'être) que protéger l'individu revient à désarmer l'Etat.

Le projet de réforme, que nous continuerons de qualifier «Sapin», satisfait-il quelqu'un? Certainement pas ceux, dont nous sommes, qui souhaitent une refonte de la procédure pénale, laquelle se devait de faire disparaître le juge d'instruction, faux juge du siège qui encombre inutilement, voire dangereusement le paysage judiciaire, vilipendé la présomption d'innocence et monopolisant en la maintenant la recherche de la vérité.

### Des conquêtes attendues depuis 1897

Faute d'une réforme historique, s'agit-il pour autant de l'annoncer d'un nouveau «légalisme législatif»? Nous ne le pensons pas et pensons même, à l'heure où une extrême droite arrogante a pris ses marques, laquelle, comme chacun sait, est fort préoccupée des libertés individuelles, que les partisans d'une stratégie de la terre brûlée prennent une lourde responsabilité. Constatons le juge d'instruction à répondre à toutes les demandes de la défense par ordonnances motivées susceptibles d'appel, c'est-à-dire le monopole du juge et faire accéder l'inculpé et sa défense à la recherche de la vérité. Permettre à cette défense, pour participer efficacement à cette recherche, d'accéder à tout moment au dossier et de s'en faire délivrer immédiatement copie, c'est garantir à l'individu un contrôle effectif sur une procédure qui menace sa liberté et son honneur.

Ces éventuelles conquêtes paraissent à ce point légitimes que personne n'en parle, alors qu'elles sont attendues depuis 1897 et signent l'indignité de l'institution actuelle. A la condition que le législateur aille plus

loin en imposant ces dispositions de restauration du contradictoire à peine de nullité absolue, qui peut prétendre qu'il s'agit là d'un raptage? Ajoutons à cela la création d'un nouvel espace de protection de l'individu, celui de la «mise en examen» rendant plus précoce l'intervention de la défense, avant même l'inculpation opportunément baptisée «mise en cause», et l'ombre d'une réforme significative se dessine.

Sauf à laisser penser que la défense a le verger devant les nouvelles responsabilités qui seront les siennes et préfère l'irremplaçable mais flou du «mise en examen» à la mise en cause, au fond trop souvent théâtre d'écrou d'une cause déjà entendue, nul avocat, surtout s'il ne conteste pas l'instruction du juge d'instruction ou s'il accepte qu'elle demeure, ne peut refuser ces avancées.

Des avocats qui, c'est bien vrai, ont à se plaindre d'une provocation gouvernementale: ils restent à la porte des commissariats. Nous osons espérer que l'audace qui manquait à cet égard au précédent ministre sera maintenant au programme.

Si tel n'est le cas, le Parlement, sur l'initiative de tous les hommes de progrès, devra débattre de cette question essentielle. Les débats parlementaires restent ouverts, chacun doit s'en convaincre, sur ce point comme sur d'autres, telle la dramatique impasse faite par les auteurs du projet sur la détention provisoire qui, pour cesser de gangréner notre système pénal qui alimente une inflation carcérale sans précédent, doit être enserrée dans des délais légaux stricts; chacun sait que la recette de la collégialité, pour séduisante qu'elle soit intellectuellement, ne sera malheureusement d'aucun effet sur la détention provisoire, voire même sera un facteur de déresponsabilisation.

Les chemins de la réforme sont perdus. Quels que soient les péripéties éventuelles, ouvrons le débat et sortons de l'immobilisme. Acceptons de prendre les chemins qui vont dans le bon sens, convaincus que rien n'est immuable et que notre procédure pénale, quels que soient les événements détours, ne pourra résister au double courant, séculaire sur les libertés individuelles, de sa constitutionnalisation et de son internationalisation.

► Alain Molla est vice-président du Syndicat des avocats de France.

## La garde à vue et le droit

par Jean-Pierre Mignard

Il est temps de réformer le régime de la garde à vue. Et de le faire sans tomber dans les ornières dogmatiques où tout débat de réforme peut s'enliser, paralysé par le jeu des positions contraires. L'ensemble des réformes du code de procédure pénale, proposé par le précédent garde des sceaux, constitue un progrès en matière de respect du contradictoire, des droits de la défense et, par voie de conséquence, de ceux des personnes. C'est même l'abandon d'une nouvelle cohérence du procès pénal qui est en germe. Mais il faut aller jusqu'au bout, et la réforme, pour être complètement pertinente, doit modifier le régime de la garde à vue, moment et lieu où le fleuve judiciaire prend sa source.

La loi dispose par l'article 63 du code de procédure pénale que toute personne peut être retenue vingt-quatre heures dans les locaux de la police lorsqu'elle est susceptible de fournir des renseignements. Le renouvellement peut être ordonné pour vingt-quatre heures par le procureur de la République. La législation en 1958 de la rétention d'une personne dans les locaux de police n'a pas prévu la possibilité de s'entretenir avec un avocat.

Le projet de loi gouvernemental conforte la situation actuelle en ne prévoyant pas la libre communication d'un conseil avec une personne retenue dans les locaux de police. Certes, la famille de la personne retenue pourra être prévenue

et le médecin se verra offrir un accès plus facile. Mais ces dispositions ne font qu'entériner ce que les usages les plus avancés de la police avaient déjà établi.

La question posée est la suivante: une personne gardée à vue peut-elle se voir informée de ses droits essentiels par un auxiliaire de justice, soumis au secret professionnel imposé par la loi et sa déontologie, sans même qu'il soit nécessaire d'accéder au dossier des faits? Les magistrats contrôlent l'activité de la police et gardent les secrets. Ils n'ont pas reçu de la loi la mission de délivrer des conseils aux personnes dans le respect du secret professionnel.

### La religion de l'aveu

La coexistence dans les mêmes locaux de policiers et d'avocats serait-elle celle de l'eau et du feu, ruinant le nécessaire équilibre entre la considération due aux individus et les intérêts de la société? Pourrait cette coexistence, autrement plus vaste et systématique, n'a pas ruiné la répression de la criminalité aux Etats-Unis. Il s'agit d'un nouveau droit qui contribue à substituer à la religion de l'aveu un système où le droit n'est pas un obstacle mais la condition d'un régime de preuves fondées sur les indices, les faits, l'analyse, et non sur la fatigue, l'exténuation et les nullités de procédure.

Le nier serait insinuer que le droit est un intrus dans le procès judiciaire à son origine même, dès la première heure de garde à vue. L'Espagne, l'Italie, le Portugal, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne ont modifié le système de garde à vue dans un esprit libéral et reconnu le principe du libre conseil, comme celui de la judiciarisation quasi immédiate de l'arrestation. Cette évolution n'est que le prolongement du droit posé par l'article 5 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme qui réclame «l'information de la personne arrêtée, dans les plus courts délais, des raisons de son arrestation» et «sa conduite devant une autorité judiciaire compétente».

Les pharisiens diront que l'idée est bonne mais que l'opinion n'est pas prête. On sait ce que valent ces arguments. Elles justifieraient la maintien actuel de la peine de mort! Quelle crainte le gouvernement pourrait-il légitimement nourrir d'un débat vigoureux sur cette question qui vise rien de moins qu'à renforcer les droits de la personne, à honorer le rôle de la police et à responsabiliser celui de la défense? Certes, les corporatismes y sont, par nature, hostiles. Mais chacun sait qu'ils sont un facteur de division des sociétés alors que le droit est l'outil de leur convergence.

► Jean-Pierre Mignard est avocat au barreau de Paris.

## La leçon des «affaires»

par Alain Vogelweith

Il y a fort à parier que les récents défilés de M. Tapie avec la justice vont inciter notre nouveau garde des sceaux à échanger des cartons de la chancellerie un des multiples projets de réforme du Code de procédure pénale qui se sont succédé depuis une bonne dizaine d'années sans qu'aucun ne parvienne jamais à voir le jour. A moins qu'on en invente encore un! On imagine assez facilement qu'on y parlera principalement de secret de l'instruction et de présomption d'innocence. Il y a tout lieu de craindre que ce projet ne connaisse le même sort que les précédents. Faut-il en déduire que l'institution du juge d'instruction est à ce point puissante que rien ni personne ne puisse la mettre en cause? Peut-être convient-il de constater plus prosaïquement l'absence d'une véritable volonté politique de réformer une institution qui n'offre pas au citoyen toutes les garanties qu'il est en droit d'attendre.

Il est vrai que la tâche n'est pas simple. Comment concevoir une réforme de la procédure pénale de nature à améliorer la réalité quotidienne du fonctionnement de la justice alors que le débat s'organise essentiellement, et parfois même exclusivement, autour des «affaires», certes révélatrices des faiblesses de notre institution, mais ne recouvrant absolument pas l'ensemble du champ judiciaire?

On évoque, par exemple, la difficile question du secret de l'instruction à propos de l'inculpation d'un ministre. Mais la violation du secret de l'instruction, c'est égale-

ment la réalité dramatique d'une foule de «petits» justiciables dont les noms, voire les photos, sont quotidiennement étalés dans la presse locale et régionale, sans que personne ne s'en émeuve. Pour le petit délinquant ou présumé tel, au-delà de la publicité qui peut être faite à son affaire, c'est la source même de l'information qui est en cause: dans la plupart des cas, le commissariat local ou la brigade de gendarmerie.

Il n'est pas de même du ministre, l'avocat ayant pu amplement plaider la cause de son éminent client. Aujourd'hui, aucun lecteur de la presse nationale n'ignore les diverses versions de «l'affaire Toshiba». Certes l'inculpation d'un ministre est nécessairement lourde de conséquences politiques, mais comment imaginer raisonnablement que, dans un pays où les médias occupent une place aussi importante, on puisse taire la mise en cause d'un ministre dans une procédure judiciaire?

### Le droit de regard des citoyens

On voit donc que les intérêts à protéger ne sont évidemment pas de même nature: s'agissant du petit délinquant, la priorité, c'est de faire que, s'il y a publicité, celle-ci ne se fasse pas sur la base d'informations policières, c'est-à-dire nécessairement partiales. Mais pour le ministre comme pour le petit délinquant, la procédure judiciaire doit pouvoir être mise en œuvre dans la transparence minimale exigée par la conception que

nous avons du jeu démocratique. Cessons de jouer les vierges effarouchées et de feindre l'indignation chaque fois — c'est-à-dire presque toujours — qu'on viole ce secret de police qui est devenu le secret de l'instruction. Songeons plutôt à organiser l'interface entre ce qui doit, dans l'intérêt de la justice et celui des parties, demeurer nécessairement confidentiel et ce qui peut être délivré au public, pour respecter le droit de regard des citoyens.

Aucun ministre de la justice n'a cependant jusqu'ici osé s'attaquer à cette vraie question que constitue l'aménagement des relations presse-justice, c'est-à-dire la confrontation de deux logiques obligatoirement contradictoires. Absence de volonté politique? Sans doute. Mais surtout approche erronée des problèmes: on ne dira jamais assez que, si l'on recherche les solutions aux dysfonctionnements de la justice pénale en bâissant des raisonnements exclusivement à partir des «affaires», on risque fort d'occultier tout un pan de la justice au quotidien. Voilà le travers premier de la majeure partie des réformes proposées, à commencer par le projet Sapin.

Outre l'incapacité à mener la réflexion dans le cadre du fonctionnement quotidien de la justice et, par conséquent, dans celui des évolutions sociales, les projets de réforme présentent généralement le défaut majeur de ne jamais restituer la phase de l'instruction préparatoire dans la cohérence globale du procès pénal. La fixation, quasi

obsessionnelle, que chacun fait sur le juge d'instruction est particulièrement symptomatique de cet état d'esprit. Faut-il rappeler que plus de 90 % des affaires pénales sont traitées par une autre voie que celle de l'instruction et que toutes les réformes dont celle-ci a fait l'objet n'ont souvent abouti qu'à inciter le parquet à la court-circuiter davantage au profit de procédures dites «rapides», telles que les comparutions immédiates (anciens flagrants délits) dont on use et abuse au détriment des droits de la défense?

Le projet Sapin présentait, comme ses prédécesseurs, ce même travers à une exception près: le chapitre concernant la garde à vue, qui débordait, de fait, le cadre restreint de l'instruction préparatoire. On ne pouvait évidemment que se féliciter de l'introduction de quelques parcelles de droit dans une phase aussi déterminante du procès pénal. Le récent remaniement ministériel nous avait privés d'un débat parlementaire sur la nécessaire réforme du code de procédure pénale. Les débâcles judiciaires de l'urgence à ce débat. C'est sans doute là le signe de l'absence d'un véritable intérêt politique pour une institution qui, si elle demeure au centre de tous les discours et de toutes les préoccupations, traverse une des crises les plus graves de son histoire.

► Alain Vogelweith est secrétaire général adjoint du Syndicat de la magistrature.

(Publicité)



**NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION**  
**NOUS FORMONS LES MEILLEURS**

Les cours de préparation au diplôme de pilote commercial commencent en décembre 1992 à la NAIA, école agréée par le gouvernement, située en Caroline du Sud.

Qualifications minimales: avoir dix-huit ans, être titulaire du baccalauréat ou équivalent, jouir d'une bonne santé et réussir les tests d'admission, qui se tiendront à Paris en août 1992. Tous les tests seront en anglais.

**C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT PRÉPARER L'AVENIR!**  
A la North American Institute of Aviation, vous ne trouverez pas votre diplôme dans une pochette-surprise! Il faut même réussir un test d'admission pour accéder à notre formation!

**UNE EXPÉRIENCE DE VINGT ANS EN FORMATION DE PILOTES.**  
Vous prenez l'aviation au sérieux, nous aussi!

Les diplômés de la NAIA pilotent sur des lignes aériennes du monde entier:

Aer Lingus	Crossair	Ryanair
Air France	Garuda	SAS
Air Littoral	KLM	Schneider Airways
Aviaco	Martinair	Swedair
British Airways	(and many more!)	Swissair

Ecole agréée par la FAA - C185061Q.  
Habilité à accepter des étudiants du monde entier sur présentation de visa.  
Echanges - Programme visiteur P-4-4759

**VOUS AVEZ LES QUALIFICATIONS?**  
Pour plus d'informations, veuillez écrire à l'adresse suivante:  
NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION  
Conway-Horry County Airport  
PO Box 680  
Conway, South Carolina 29526 USA





# ÉTRANGER

TCHÉCOSLOVAQUIE : les 5 et 6 juin

## Le maintien d'un Etat unitaire principal enjeu des élections législatives

Pour la seconde fois depuis la chute du régime communiste, Tchécoslovaquie et Slovaquie élisent vendredi 5 et samedi 6 juin leurs représentants au Parlement fédéral, au Conseil national tchèque et au Conseil national slovaque. Le maintien d'un Etat unitaire et la poursuite de la transition radicale vers l'économie de marché sont les principaux enjeux du scrutin.

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

Une dernière fois, le président Vaclav Havel, de toute sa hauteur de sage, a conjuré ses compatriotes de rester sur la voie de la raison. Comme il l'avait déjà fait à l'ouverture de la campagne, M. Havel a clos les festivités préélectorales par une solennelle intervention télévisée au soir du mardi 2 juin, suppliant les électeurs de ne pas donner leur voix « à ceux qui ont des tendances dictatoriales, changent trop souvent d'avis, ne sont pas capables de s'entendre avec les autres, à ceux qui proposent des solutions aventureuses et irresponsables et prient le retour à une gestion centralisée ». Il leur a aussi demandé de « montrer que nous sommes capables de vivre ensemble et de devenir un foyer important de stabilité européenne », plutôt que de choisir « le chemin de l'affrontement puis de la séparation ».

De l'autre côté du pays, celui qui sans être nommé était la cible de ces avertissements, M. Václav Klaus, le bouillant leader nationaliste slovaque, lui a renvoyé la balle dès mercredi matin. Le président, a-t-il commenté à Bratislava, « a montré sa sympathie à l'égard des partis de droite. En conséquence, il a refusé de coopérer avec nous et nous en prenons acte ».

**Havel, Klaus, Meciar**  
Pendant ce temps, M. Vaclav Klaus, artisan de la réforme économique radicale tchécoslovaque et très ambitieux chef du Parti démocratique civique (ODS), tenu par un grand meeting à Bratislava une campagne qu'il a menée de manière agressive et professionnelle, avec de gros moyens. Attirer quelque 7 000 personnes en Slovaquie, c'est un petit exploit pour un politicien tchèque, même si M. Klaus partageait l'affiche avec la première d'un film de Jakubisko, un metteur en scène slovaque très populaire.

Havel, Klaus, Meciar : les trois piliers de cette campagne - même si le président est, formellement, resté au-dessus des partis - sont trois personnalités si opposées qu'elles illustrent toutes les fractures de la Tchécoslovaquie post-communiste. Ils ont des positions tranchées sur l'avenir de la fédération et le sort de la « thérapie de choc » économique. Le président Havel, qui doit solliciter du Parlement un nouveau mandat début juillet, aura sans doute après les élections législatives des 5 et 6 juin à se poser en arbitre. Tout en défendant l'idée d'un Etat unitaire, il est conscient qu'il faut revoir le lien entre les deux Républiques et le rôle de la poursuite de la même stratégie économique. Havel, c'est aussi le gardien de l'héritage de la « révolution de velours » dont il défend toujours les valeurs humanistes. Il a donc en ce sens peu d'atomes crochus avec M. Vaclav Klaus - c'est même un euphémisme, disent les amis du président.

L'Impact de l'économie

L'idée du ministre des finances s'appelle Margaret Thatcher. Ses idées sont vantées dans les spots télévisés de l'ODS, parti qui se déclare ouvertement de droite. L'ODS, où les anciens opposants au régime communiste sont pourtant très rares, a été à la pointe de la bataille pour l'épuration. Havel. Sur l'essentiel, Klaus est d'une remarquable intransigence : « parmi des centaines de points, il y en a deux qui ne sont pas négociables, répondait-il mercredi lors d'une conférence de presse à une question sur ses relations avec M. Meciar. Le premier, c'est une fédération rationnelle et efficace et non pas une confédération ou autre formation vague ; le second, c'est la poursuite de la réforme économique, et au même rythme ».

Seul « poids lourd » politique tchèque à avoir fait campagne en territoire slovaque, M. Klaus est aussi le seul à avoir formé une vraie coalition fédérale avec une formation slovaque, le petit Parti démocratique, ce qui a permis à l'ODS tchèque de prendre pied en Slovaquie. Enfin, M. Klaus a réussi un joli coup politique en lançant, en pleine campagne électorale, la privatisation par « coupons », sorte d'actionnariat populaire, sur laquelle se sont vendus huit millions de Tchéques et de Slovaques. Si les résultats économiques de cette opération restent à prouver, l'impact psychologique en est incontestable, y compris en Slovaquie, pourtant plus réticente sur la réforme économique.

M. Klaus a donc le vent en poupe en République tchèque, mais, vu la dispersion probable des votes (41 partis en lice pour l'ensemble du

pays), il devrait logiquement former une coalition après les élections avec les autres partis de la droite et du centre droit. L'une des incertitudes du scrutin est le sort du Mouvement civique (OH) du ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, pourtant l'une des personnalités les plus populaires du pays mais qui paie dans les sondages un manque de clarté dans la formulation de son programme.

Un candidat brutal et charismatique

Quant aux partis de gauche, ils pointeront à eux tous faire un score très honorable, bien que le quarantaine dans laquelle est maintenu le Parti communiste empêche en principe une coalition gouvernementale de gauche.

Pour la Slovaquie, ces élections risquent fort de constituer un saut dans l'inconnu. Toutes les estimations donnent M. Meciar et son Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) en tête et, en fin de campagne, guidé par le succès de ses nombreux meetings, le leader slovaque a radicalisé son discours nationaliste. Même si M. Meciar et ses adjoints se sont livrés mercredi devant les journalistes à une série de distinctions entre « souveraineté » et « indépendance », affirmant que le HZDS ne poursuivait pas « la politique de la partition », ces mots sur les bords de la dynamique slovaque ne font que trop familiers en Europe pour que les Tchéques d'inductibles dérapages.

Un mouvement d'opinion très net, perceptible lors des meetings

électorales en Bohême, se fait jour chez les Tchéques sur le thème « s'ils veulent nous quitter qu'ils s'en aillent ». Le vice-président du Conseil national tchèque, M. Kalvoda, a qualifié à la BBC de « quasi-criminel » les éléments « séparatistes, antidémocratiques » du programme de M. Meciar. La personnalité de M. Meciar, homme entier, haut en couleur, imprévisible, tout à tour brutal et charmeur, heurte de plein fouet les Tchéques qui ne retiennent de lui que ses excès. Lui, attend de connaître, comme il dit « le rapport de forces », pour dévoiler ses intentions post-électorales. Avec deux antipodes les usages des autres et de profondes divergences sur l'économie, la constitution d'un gouvernement fédéral relève de l'exploit.

SYLVIE KAUFFMANN

POLOGNE

## M. Walesa propose un nouveau premier ministre

Le président polonais a proposé au chef du principal parti paysan, M. Waldemar Pawlak, de former un nouveau gouvernement, à la veille d'une réunion, jeudi 4 juin, de la Diète qui devait être saisie d'une motion de censure contre le cabinet de M. Jan Olszowski. « Le président estime que M. Pawlak est l'un de ces candidats au poste de premier ministre susceptible de consolider la scène politique », a indiqué le porte-parole du chef de l'Etat, M. Andrzej Dryzinski.

M. Pawlak, un ingénieur de trente-trois ans, a donné un nouveau souffle à son Parti paysan (PSL), un ex-satellite du POUF communiste, d'où il a exclu toute la vieille nomenclature. Le gouvernement de M. Olszowski, au pouvoir depuis cinq mois, a apparemment signé son arrêt de mort en refusant, à la veille du vote de la motion de censure, une alliance avec un Parti populiste qui réclamait un doublement du déficit budgétaire. L'opposition disposait ainsi de la majorité absolue pour renverser le gouvernement. (AFP, Reuters)

## La Bosnie-Herzégovine menacée d'éclatement

Si le découpage de la République en cantons, de façon à assurer une égalité entre Serbes, Musulmans et Croates, se révèle impossible, beaucoup pensent au partage...

CAPLJINA (Bosnie-Herzégovine)

de notre envoyé spécial

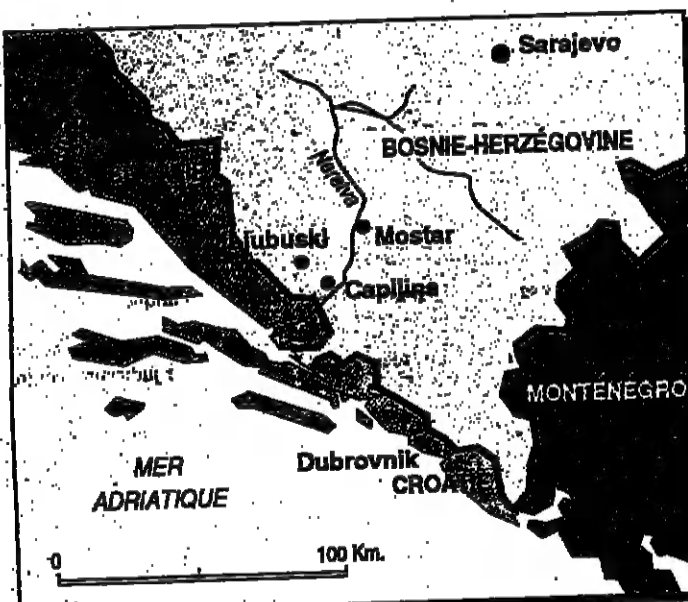
Les couleurs croates (rouge, blanc, bleu en bandes horizontales) flottent sur l'Herzégovine occidentale, cette province du sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine limitrophe de la côte dalmate et peuplée à quelque 90 % de Croates. On y arbore également le drapeau rouge et blanc croate (loin des fleurs de lis formant l'emblème officiel de la République bosnienne) ainsi que la tresse camouflée de régiment dans les forces armées croates. On y est, donc, comme en Croatie, à quel-ques détails près. Ainsi le drapeau damier historique n'est-il pas, comme en Croatie, surmonté des cinq blasons de villes croates, et les forces armées locales ne s'y appellent-elles pas HV (Hrvatska Vojska ou Forces armées croates), mais HVO (Hrvatska Vojna Obzina ou Conseil de défense croate). A ces nuances de détail près et à un semblant de contrôle à la « frontière », on serait bien en peine de dire dans quelle République l'on est, la bosnienne ou la croate.

« L'Herzégovine a, de tout temps, donné les Croates, les plus purs », s'entend-on, d'ailleurs, dire à Capljina, commune de 28 000 habitants située sur la Neretva, à une quinzaine de kilomètres de la frontière croate et à une trentaine de kilomètres de la « capitale » herzégovine, Mostar, théâtre de violents combats entre forces croato-musulmanes et serbes.

La Neretva forme la ligne de partage actuelle, entre les zones tenues par les Croates (rive ouest) et celles contrôlées par les Serbes, c'est-à-dire, sur la rive est, le plateau de Dubrava, Capljina est sur le front et tout, ici, le rappelle : ponts sur la Neretva coupés, obus de mortier, canons de chars, débris d'armes, débris de véhicules, débris de maisons et d'immeubles endommagés, carcasses de voitures détruites, chaussées défoncées par endroits, arbres défoliés. Les bombardements sont quotidiens mais relativement peu meurtriers puisque le bilan que l'on y donne de source militaire est de sept tués et d'une quinzaine de blessés. C'est qu'une grande partie des habitants ont déserté la ville, où l'on compte 34 % de Croates, 77 % de Musulmans et 13,3 % de Serbes. La plupart de ces derniers ont quitté la région, mais, selon le commandement local du Conseil de défense, une centaine d'entre eux sont tout de même restés.

## D'abord se battre contre les Serbes

Ce commandement « est entièrement croate », explique M. Mirko Pehar, chef-adjoint du HVO de Capljina. Mais, précise cet ancien commerçant au textile converti en militaire, « quatre cents Musulmans environ, dont un ancien colonel de réserve, et même quelques Serbes » se battent dans les rangs du Conseil de défense, portant tous, à l'épaule, le même insigne, à savoir le damier croate. Et « nous tâcherons de récupérer, le plus rapidement possible, le plateau de Dubrava occupé par les Serbes, bien qu'ils n'y forment que 8 % de la



population, celle-ci étant en majorité musulmane », assure M. Pehar. Pour ce dernier, il était important de former, dans toutes les régions de Bosnie-Herzégovine à majorité croate, un Conseil de défense croate « de façon à ce que l'on sache bien, quand la guerre sera terminée, qui a défendu le territoire » (contre les Serbes). Dans quel but : cantonisation ou, carrément, partage de la République ? « Cantonisation », répond M. Pehar, car « on ne peut pas créer un Etat croate (large) en démantelant un autre Etat ».

Reste que « nous (Croates d'Herzégovine) aimerions faire partie d'un Etat réunissant tous les Croates ». En effet, souligne M. Pehar, responsable pour Capljina de l'Union démocratique croate (HDZ, au pouvoir à Zagreb), « depuis toujours, les Croates d'Herzégovine désirent se rattacher à la Croatie, mais la décision doit se prendre à un niveau élevé », et, si le président croate Franjo Tudjman a repoussé, à l'autonne, la demande des maires d'Herzégovine occidentale de rattachement à sa République, « il a dû le faire sous la pression de la communauté internationale ». « Nous sommes conscients d'être citoyens de Bosnie-Herzégovine, dit, comme à regret, M. Pehar, mais cela n'exclut pas une double nationalité et de nous sentir ressortissants croates de plein droit en Croatie ». République avec laquelle « nous avons des contacts constants car nous sommes un seul peuple » et « l'Herzégovine occidentale penche évidemment du côté de la Croatie ».

Reprenant le discours officiel croate, M. Pehar assure que la seule aide que les Herzégoviens reçoivent de la République serbe est « humanitaire ». En aucun cas, affirme-t-il, des unités constituées de l'armée croate ne se battent en Herzégovine, « seulement des volontaires ». Quant aux armes, déclare-t-il encore, « nous les avons achetées nous-mêmes et avons été parmi les premiers à prendre une caserne de l'armée (serbo-fédérale), ce qui nous a permis de récupérer de l'armement ».

Pour le moment, « la priorité pour les Croates et les Musulmans est de se battre contre les Serbes ». Après, poursuit le notable de Capljina, on négociera, on se mettra d'accord avec les autres sur le statut à adopter : cantons (musulmans, serbes et croates) au sein de la République de Bosnie-Herzégovine ou confédération de cette dernière avec la Croatie. « Ces solutions ne peuvent aboutir, si la formation de cantons en Bosnie-Herzégovine est impossible ? On cherchera à assurer l'intégrité du territoire et du peuple croates », répond, sans hésitation, M. Pehar.

## Les « joulements » de M. Izetbegovic

A Zagreb, le propos est bien plus direct, la menace plus claire. Si le découpage de la Bosnie-Herzégovine en cantons, de façon à assurer une véritable égalité entre les trois composantes - Musulmans, Serbes et Croates - de cette République, se révèle impossible, « alors nous ne voyons pas d'autre solution que le partage de la Bosnie-Herzégovine ». Bien sûr, Zagreb a reconnu l'Etat bosnien dont, officiellement, il ne veut pas l'éclatement.

## Le président Milosevic se dit prêt à démissionner si l'ONU annule ses sanctions contre la Serbie

Le président serbe, M. Slobodan Milosevic, est prêt à démissionner si cela permet la levée des sanctions de l'ONU contre la Yougoslavie. Interviewé par la chaîne de télévision britannique Channel Four, mercredi 3 juin, il a déclaré, qu'il était « tout à fait prêt » à abandonner ses fonctions « si c'est le prix à payer pour une levée des sanctions » et une « solution juste » aux problèmes yougoslaves.

Son départ, a-t-il ajouté, ne représenterait « pas un problème » et constituerait « le moyen le moins

bien sûr, les Croates sont les alliés des Musulmans, bien que ceux-ci veuillent préserver l'unité de la Bosnie et ne soient pas particulièrement enthousiastes à l'idée d'une « cantonisation », favorisant, au contraire, la création d'une « République une et indivisible ». Mais on cache de moins en moins, au sein du régime du président Franjo Tudjman, un agencement certain devant la façon dont le président (musulman) bosnien Alija Izetbegovic « joue la carte ».

« La Croatie a reconnu la Bosnie-Herzégovine, ce qui n'est pas le cas de la Serbie », nous avons donc implicitement accepté un Etat souverain indépendant qui est la Bosnie-Herzégovine. Dans cet Etat, vivent trois communautés : Musulmans, Serbes et Croates. Nous, bien sûr, sommes obligés de protéger les intérêts du peuple croate en Bosnie-Herzégovine. Or, le seul mode de protection est d'avoir une union des trois composantes dans une organisation cantonale », souligne l'un des plus proches collaborateurs du président Tudjman, M. Hrvoje Sarin. Mais, dans le cas où cette solution ne pourrait pas être mise en œuvre, indique-t-il, c'est alors qu'il faudrait se rabattre sur le « partage », que Zagreb, assure-t-il, ne privilégie pas ; du moins, pas encore.

## Plus près de Zagreb que de Sarajevo

De leur côté, les Musulmans, totalement opposés à l'éclatement de leur République, ont dû tenir compte de « l'intensification de l'agression serbe ». « Pris dans cet enchevêtrement que les Serbes lui ont imposé, le président Izetbegovic a accepté la confédération avec la Croatie. Mais, après cela, il n'est pas resté de jargon clair derrière ce contrat. Les Musulmans sont en train de « jouer », regrette M. Sarin. Et le directeur de cabinet du président Tudjman de relever que, lors de la cérémonie d'admission aux Nations unies de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Slovénie, la délégation bosnienne présentée à New-York était uniquement composée de Musulmans, sans un seul Croate. Or, souligne M. Sarin, « ils sont logiques avec eux-mêmes, les Musulmans doivent tenir compte des Croates

et respecter leurs droits. De plus, Zagreb n'est pas avare de critiques contre le manque de clarté du président Izetbegovic qui, selon M. Sarin, est le seul à ne pas avoir prévu le conflit actuel en Bosnie-Herzégovine et « paie, malheureusement, le prix de sa politique : il voulait avoir la Bosnie sans guerre ; et maintenant, il a la guerre mais plus de Bosnie ».

Quant aux pourparlers que les Croates ont eus avec les Serbes - et pour lesquels Zagreb a été vivement critiqué - M. Sarin les dément en arguant que le meilleur moyen de résoudre un conflit est que tout le monde se parle. Avec les Serbes, les contacts étaient destinés à « définir les problèmes », notamment géographiques ; puis, « on doit essayer d'harmoniser tout cela ». Pour le vice-ministre croate des affaires étrangères, M. Bozidar Gagar, originaire d'Herzégovine - tout comme un certain nombre d'autres responsables politiques de Zagreb - et dont le frère est maire de Mostar, les différentes rencontres qui ont eu lieu entre Croates et Serbes d'une part et Croates et Musulmans d'autre part entrent dans le cadre d'une tentative de préciser les données de base pour un arrangement ultérieur.

Sur place, en Herzégovine occidentale, cependant, certains voient mal comment parvenir à un accord, notamment avec les Serbes. Ainsi de M. Milan Simic, maire de Ljubuski, commune de 27 000 habitants à plus de 92 % croates (les Musulmans ne représentent que près de 6 % de la population et les Serbes sont... 64). Pour l'instant, en attendant une Bosnie-Herzégovine « idéale », dont il affirme ne pas encore voir très bien la structure - cantons, confédération croato-bosnienne, « autonomie très large » des régions à majorité croate... - M. Simic voit sa commune vivre déjà sous un régime d'autonomie, « faire Etat à part » en l'absence de tout contact avec Sarajevo depuis plus de deux mois, à l'image de l'ensemble de la province. « Concrètement, le pouvoir bosnien n'existe plus », estime-t-il. Sur le plan « civil », selon M. Simic, il existe une coordination entre communes sous l'égide de l'Union des Croates d'Herzégovine occidentale, dont la direction est composée des maires des localités à majorité croate ainsi que des chefs HDZ des communes à minorité croate. Cette Union, reconnaît-il toutefois, est actuellement en sommeil, ses réunions s'étant largement espacées. Il n'en est pas de même dans le domaine de la défense puisque, à en croire le maire de Ljubuski, l'Herzégovine occidentale est « la seule région de Bosnie-Herzégovine à disposer d'une défense organisée, sous un commandement central » (le Conseil de défense croate ou HVO).

Aujourd'hui, « notre seul lien avec l'extérieur est la Croatie, vers laquelle nous penchons » et dont l'Herzégovine occidentale reçoit son approvisionnement. Une fois publiées les « cautions des au langage officiel, on ne se fait pas prier pour reconnaître qu'ici, « évidemment, on se sent beaucoup plus près de Zagreb que de Sarajevo ».

YVES HELLER



## EUROPE

ALLEMAGNE : ministre-président de la Sarre

## M. Lafontaine est accusé d'avoir perçu indûment une retraite de maire

BERLIN

de notre correspondant

Ministre-président de la Sarre et vice-président du Parti social-démocrate, M. Oskar Lafontaine est accusé d'avoir perçu indûment une retraite de maire depuis 1988, en plus de son salaire ordinaire, une retraite comme ancien maire de Sarrebruck. Les deux partis d'opposition au Parlement régional, les chrétiens-démocrates et les libéraux, ont demandé, mercredi 3 juin, la réunion d'une séance extraordinaire de l'assemblée pour voter une motion de défiance.

## Une « campagne de calomnies »

M. Lafontaine, qui a rejeté toute idée de démission, a dû reporter un voyage au Japon pour faire face à ce qui est, à ses yeux, une « campagne de calomnies ». La presse conservatrice s'est emparée avec délice du sujet pour régler ses comptes avec le chef de la Sarre.

Une loi adoptée en Sarre, peu après l'élection de M. Lafontaine comme chef de gouvernement régional, limitait la possibilité pour les membres du gouvernement de cumuler les revenus. En raison d'une réglementation inté-

rimaire, la feuille de paie du ministre-président, qui s'était fait reconnaître son droit à la retraite comme ancien maire, a pourtant été créditée du montant de cette retraite. Le dirigeant social-démocrate a présenté mardi pour sa défense, au cours d'une conférence de presse, des documents tendant à prouver qu'il était depuis plusieurs années en discussion avec les chefs des services responsables pour corriger l'erreur.

Il s'est déclaré prêt à verser plus de 100 000 deutschmarks (environ 300 000 francs), qu'il aurait touchés en trop, à des œuvres sociales.

La mise en cause de M. Lafontaine embarrassait son propre Parti social-démocrate, où certains ne se sont pas privés de commenter avec aigreur l'attitude de leur vice-président, ce qui a déclenché la colère de l'intéressé.

H. de B.

ALLEMAGNE : levée de l'embargo sur les armes destinées à la Turquie. — La commission des affaires étrangères du Bundestag a décidé, mercredi 3 juin, de débiter les livraisons d'armes à la Turquie, interrompues il y a deux mois. Un porte-parole du gouvernement a affirmé que Bonn a reçu des garanties que ces armes ne seront pas utilisées à l'intérieur du pays contre les Kurdes. — (AFP.)

La Stasi recrutait des tueurs à gage à l'Ouest. — Le parquet fédéral allemand a annoncé, mercredi 3 juin, avoir obtenu la preuve que la police secrète (Stasi) de l'ancienne RDA avait recruté des tueurs à gage en RFA contre ses opposants : deux hommes qui supervisaient ces missions, les

généralistes Coburger et Schubert, ont été arrêtés lors d'une vaste opération lancée mercredi 3 juin par la police allemande. — (AFP.)

AUTRICHE : la police découvre trente-deux médailles radioactives à Vienne. — La police autrichienne a arrêté, mercredi 3 juin à Vienne, sept personnes — un Autrichien, deux Tchécoslovaques et quatre Hongrois — en possession de matériel radioactif caché dans plusieurs disques métalliques. Des parties d'éléments combustibles contenant cinquante-cinq grammes d'uranium faiblement enrichi et provenant d'un réacteur du type VVER 1 000, comme il en existe quelques dizaines en Europe de l'Est, ont été saisies. — (AFP.)

## DIPLOMATIE

L'assemblée de l'UEO à Paris

## Pour M. Joxe et M. Ruhe, les Européens doivent assumer leurs responsabilités en matière de sécurité

Les ministres allemand et français de la défense, MM. Volker Ruhe et Pierre Joxe, sont intervenus, mercredi 3 juin, devant l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), pour souligner le fait que cet organisme, qui « doit élaborer et mettre en œuvre les décisions et les actions de l'Union (européenne) dans le domaine de la défense », est appelé à jouer dans l'avenir un « rôle grandissant ».

M. Joxe a confirmé que la cellule de planification militaire de l'UEO « devrait être mise en place à Bruxelles dès octobre prochain ». Cette structure, qui devrait comprendre vingt-cinq officiers des neuf États de la CEE qui font partie de l'UEO (le Danemark, l'Irlande et la Grèce ne sont pas membres), sera la force d'expertise militaire permettant à l'UEO de devenir un instrument de gestion de crise crédible et efficace.

Le ministre allemand a estimé que, compte tenu de l'échec de l'Europe face à la crise yougoslave — il a parlé d'une « décevante » « critique » de l'Europe. — « Les Européens doivent assumer leur responsabilité en matière de sécurité et créer des instruments pour l'appro-

fondir ». Un objectif d'autant plus indispensable que l'OTAN, a souligné le ministre allemand, « n'est pas disposé à intervenir » dans certaines situations de crise (Yougoslavie par exemple).

## L'avenir de l'eurocorps

Compte tenu des divers commentaires qui ont accompagné, au mois de mai, l'annonce de la création d'un « eurocorps », le ministre français a tenu à préciser, de son côté, qu'il s'agissait d'un « concept global » qui n'associe pas seulement la France et l'Allemagne mais qui, « par nature », était ouvert aux autres membres de l'UEO : « Ainsi le corps européen n'a pas vocation à constituer une armée européenne ». (...) Il ne s'agit, en effet, que de l'une des unités pouvant agir dans le cadre de l'UEO. Il n'est donc pas exclu d'autres projets qui prévoient la mise à la disposition de l'UEO d'autres unités européennes, liées ou non à l'OTAN.

A propos de l'OTAN (lire d'autre part l'article de Claire Tréan), M. Joxe a estimé que les réactions,

parfois vives, des États-Unis à l'annonce de la création de l'eurocorps, avaient été « non seulement négatives mais un peu agressives ». Laisant entendre implicitement que l'on fait un faux procès à la France et à l'Allemagne, le ministre français a estimé que les intérêts et les impératifs opérationnels de l'Alliance étaient parfaitement pris en compte, le corps européen ayant pour première mission d'être engagé pour la défense commune des alliés.

M. Ruhe s'est félicité, pour sa part, du « progrès » réalisé par la France qui accepte, avec l'eurocorps, de mettre certaines de ses unités « à la disposition des forces de réaction rapide ou de défense principale de l'OTAN ». Soulignant, d'autre part, l'impact psychologique de la participation allemande à des missions de type humanitaire au Cambodge, il a affirmé que l'Allemagne ne pourrait plus s'en tenir uniquement à des engagements de ce type : « Le prochain pas pour l'Allemagne pourrait être la participation à des actions de « casques bleus » sous l'autorité des Nations unies.

PIERRE SERVANT

La réunion de l'OTAN à Oslo

## L'Alliance atlantique pourrait intervenir pour des missions de maintien de la paix en Europe

OSLO

de notre envoyée spéciale

Non, la Norvège n'est pas dans la Communauté, et si c'est à Oslo que les ministres des affaires étrangères des Douze devaient commencer à examiner, jeudi 4 juin dans l'après-midi, les conséquences du vote des Danois contre le traité de Maastricht, c'est tout simplement parce que la plupart d'entre eux avaient prévu de se rendre le même jour dans la capitale norvégienne pour une réunion de l'OTAN.

Avant de se pencher avec une même sollicitude sur les moyens de sauver leur œuvre commune de l'ombrage danois, ils devaient donc se livrer à quelques échanges feutrés sur des sujets qui les divisent encore puisqu'ils touchent au rôle des Américains en Europe.

Le texte qui devait être adopté jeudi par les seize pays membres de l'Alliance atlantique prévoit de mettre, en cas de besoin, certains moyens de l'OTAN au service

d'opérations de maintien de la paix sur le continent européen. Il s'agit de l'une des tentatives pour adapter aux temps nouveaux une organisation militaire qui n'avait, à l'origine, pour seule fonction que de défendre le territoire de ses États membres contre la menace du défunt pacte de Varsovie. Ces opérations de maintien de la paix seraient commanditées par une instance regroupant tous les États du continent ainsi que les États-Unis et le Canada, soit aujourd'hui cinquante-deux pays : la CSCE, Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

La France, toujours hostile à ce que l'OTAN, organisation politiquement dominée et militairement commandée par les Américains, n'étende son champ d'action, s'oppose à ce qu'il soit fait appel à elle en tant que telle et suggère que la CSCE se tourne en cas de besoin vers les États pris individuellement et qui conserveraient leur autonomie de décision. La querelle peut paraître assez byzantine puisqu'il

n'est question en fait que d'opérations très modestes faisant appel à des moyens logistiques plutôt qu'à des moyens militaires, plus légers que ce que fait actuellement l'ONU en Croatie. Paris en tire argument et reproche en substance aux États-Unis de vouloir se donner le beau rôle à peu de frais, comme à propos de la Yougoslavie où ils ne participent pas au contingent des « casques bleus ».

Le projet de création d'un corps d'armée franco-allemand devrait également être évoqué à Oslo. Il reste conflictuel, Américains et Britanniques voyant d'un mauvais œil ce premier pas concret vers un dispositif militaire européen autonome. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a déclaré mardi qu'il restait « une certaine ambiguïté » et qu'il souhaitait en particulier éclaircir à Oslo la question de la double affectation des troupes allemandes devant participer à ce corps et qui relèvent, selon lui, prioritairement de l'OTAN.

CLAIRE TRÉAN

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

## M. Perot a recruté deux professionnels, un démocrate et un républicain, pour diriger sa campagne

WASHINGTON

de notre correspondant

Si certains avaient encore des doutes sur le sérieux de la candidature de M. Ross Perot, le dernier geste du milliardaire texan les aura dissipés. Le troisième homme de la campagne pour l'élection présidentielle de novembre, non content d'être le champion des sondages, devant le candidat démocrate, M. Bill Clinton, et, parfois, devant le président républicain, M. George Bush, vient de surprendre la classe politique en annonçant, mercredi 3 juin, qu'il avait recruté deux des professionnels les plus respectés de la « cuisine » électorale pour diriger sa campagne : le démocrate Hamilton Jordan et le républicain Edward Rollins.

« Décidément, cette année électorale, disait un présentateur de la télévision, ne ressemble à aucune autre. » Les deux recrues du candidat indépendant passent pour être — en tout cas pour avoir été — des poids lourds du combat politique.

Le Géorgien Hamilton Jordan a dirigé la campagne de Jimmy Carter en 1976 avant d'être son secrétaire général à la Maison Blanche. Il a été l'architecte de la percée de Jimmy Carter, « petit » gouverneur de Géorgie, sur la scène nationale ; il sera le stratège de la campagne Perot. Vétéran de l'appareil républicain, « Ed » Rollins a dirigé la campagne victorieuse, de Ronald Reagan en 1984, lorsque ce dernier sollicitait un deuxième mandat ; il sera le chef opérationnel de la campagne du candidat indépendant.

A en croire certaines informations de presse, M. Perot aurait offert 3 millions de dollars à chacun de ses deux nouveaux collaborateurs. Occupant de hautes fonctions dans l'administration Bush, Sherrie Rollins, l'épouse de M. Rollins, a dû démissionner.

La Maison Blanche s'est refusée à commenter ces deux nominations, se bornant à indiquer que le président tiendrait une conférence de presse jeudi. Le candidat démocrate, le gouverneur de l'Arkansas,

M. Bill Clinton, y a vu, pour sa part, la première faille dans l'armure du candidat indépendant. Ross Perot, qui affiche son mépris pour la classe politique, qui se veut un « outsider », sans aucun lien avec les machines et les « pros » de la politique, a finalement révélé qu'il était un candidat comme les autres en recrutant deux spécialistes des batailles électorales.

L'argumentation développée par M. Clinton est partagée par les républicains. Les deux grands partis traditionnels veulent croire que M. Perot perdra de son attrait et de son aura au fur et à mesure qu'il avancera dans la campagne et sera tout de même obligé de préciser qui il est et ce qu'il veut. L'ancien gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, résumait la situation en une image cavalière : « Pour le moment, Perot est sur son cheval blanc, mais il va avoir de plus en plus de mal à y rester. »

ALAIN FRACHON

## ASIE

CHINE : pour le troisième anniversaire du massacre de Tiananmen

## La police s'est ostensiblement attaquée aux journalistes étrangers

Une dizaine de journalistes étrangers ont été interpellés par la police, certains brutalement, à l'occasion du troisième anniversaire du massacre qui avait eu lieu place Tiananmen à Pékin, dans la nuit du 3 au 4 juin 1989.

PÉKIN

de notre correspondant

L'important dispositif policier déployé à Pékin, en particulier dans le quartier des universités, a dissuadé les dissidents de se livrer à des manifestations d'opposition. Le régime a, en le bon goût de ne pas rappeler dans ses médias ce qu'il considère avoir été un succès des forces armées « du peuple » face à une « rébellion contre-révolutionnaire » en partie fomentée par l'Occident.

Quelques bouteilles auront été cassées dans des docteurs universitaires, en un geste de défi à l'encontre de M. Deng Xiaoping (dont le régime peut se lire : « petite bouteille »), à l'heure où l'armée avait chargé la population pour reprendre le contrôle de la place Tiananmen. Mais, dans l'ensemble, le blocage du quartier par la police a permis d'éviter une répétition des incidents qui avaient marqué l'intervention en 1989 et 1991. Avec bonhomie, des policiers interdisaient à toute voiture nantie de la plaque noire des étrangers, d'emprunter les voies menant aux universités, à quinze kilomètres de Tiananmen.

La bonhomie n'avait pourtant pas été le fait, l'après-midi du

3 juin, des policiers en civil — reconnaissables à leur chapeau de paille de paysan contrastant avec leur caméra vidéo ou leur walkie-talkie — chargés d'empêcher tout geste pouvant heurter le regard impassible du portrait de Mao Zedong accroché à la porte Tiananmen. Lorsqu'un chômeur — vrai chercheur d'emploi ou agent provocateur ? — s'avisa de déployer une banderole critiquant M. Deng Xiaoping, ce fut le signal d'une séance de boxe infligée à tout journaliste vu dans les parages.

Plusieurs reporters — trois Japonais, deux Canadiens, un Américain et un Allemand — ont été battus, tiéd par les chevaux pour être emmenés pour interrogatoire. Un commandant de la chaîne japonaise TBS, Atsushi Yamaguchi, perdit un moment connaissance sous les coups, et fut transporté à l'hôpital. Dans la soirée, un journaliste américain de l'AFP et un correspondant d'un journal de Hong-kong ont également été interpellés après avoir pénétré sans autorisation dans une faculté. Tous ont été relâchés après quelques heures.

L'ordre socialiste reprit ses droits lorsqu'il couvrit du soleil, quelques milliers de civils assistèrent en silence à la cérémonie quotidienne dans laquelle le drapeau rouge, frappé des étoiles du régime, est amené pour la nuit par une garde de 35 soldats marchant au pas de l'oeil à travers la porte de la Paix céleste, entrée de la Cité interdite. Les Pékinois s'étaient vu interdire la place, en entendant surtout, dans la foule, les diatribes des provinces.

FRANCIS DERON

## A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

## M. Ait Ahmed appelle à une « réconciliation historique »

Le Front des forces socialistes (FFS) de M. Ait Ahmed a appelé, mercredi 3 juin, dans un communiqué, à une « réconciliation historique », le 5 juillet, à l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance, il précise que le pouvoir doit « au préalable, s'engager notamment à fermer les centres d'internement d'islamistes, combattre les condamnations à mort en cas de prison et respecter les droits de l'Homme et les libertés publiques ».

Le FFS appelle à un dialogue avec le pouvoir sur « l'organisation de la phase transitoire, entre le début de la réconciliation historique et la première échéance électorale », cette phase transitoire devant être, selon lui, gérée par un « gouvernement neutre » et une « Conférence nationale de surveillance de la transition ».

D'autre part, sept partis politiques ont demandé, mercredi, l'organisation d'un référendum pour la révision de la loi électorale. La plu-

part des formations, avaient dénoncé le scrutin uninominal majoritaire à deux tours, jugeant que celui-ci avait contribué à l'écrasante victoire du Front islamique du salut (FIS). — (AFP.)

LIBAN

## Deux otages allemands seraient libérés très prochainement

Les deux derniers otages occidentaux au Liban, les Allemands Thomas Kempfner et Heinrich Struberg, enlevés en mai 1989, vont être libérés « d'ici trois jours », a assuré, mercredi 3 juin, la télévision publique allemande ARD, selon laquelle l'Iran a joué un rôle décisif à ce sujet. Cette annonce est intervenue alors que le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati — qui doit se rendre le mois prochain à Bonn — achevait une visite de quarante-huit heures à Beyrouth. Parallèlement, un émissaire allemand, M. Bernd Schmidt-Sauer, s'est rendu à Téhéran où il a remis un message du chancelier Helmut Kohl au président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani. — (AFP.)

## 450 MILLIONS DE FRANCOPHONES

Structure des 47 nations d'expression française. Ressources, économie. France : 2<sup>e</sup> domaine territorial mondial (zones maritimes).

• TI / LA FRANCE  
• SUPERPUISSANCE : 98 F  
• 12 / LES MOISSONS  
• DE LA FRANCE : 98 F

Envoi franco

MARTINOT DE PREUIL  
49500 RUEIL-SUR-LAYON



AMERIQUES

هكذا من الرجل

Le Monde • Vendredi 5 juin 1992 5

## LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE APRÈS LE « NON » DES DANOIS

Malgré le rejet du projet d'Union européenne par le Danemark, il n'y aura pas de « renégociation » du traité de Maastricht, a souligné, mercredi 3 juin, M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères. Les partenaires de Copenhague au sein de la CEE vont procéder à un « toilettage », a-t-il déclaré à RTL, pour que « ce qui n'a pas pu être fait à douze soit fait à onze ». Ce problème devait être au centre de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté, jeudi à Oslo.

M. Dumas a insisté sur le fait qu'il n'était pas question de modifier le texte de Maastricht mais d'y apporter de « très légers aménagements » car « les dispositions du traité demeurent ». Cette volonté de continuité a été affichée, mercredi,

dans la déclaration commune du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl dans laquelle ils soulignent que leurs « deux pays s'en tiennent au calendrier prévu pour la ratification du traité de Maastricht et souhaitent vivement que les autres États membres de la Communauté européenne le ratifient d'ici à la fin de 1992. La porte de l'Union européenne restera ouverte au Danemark », (nos dernières éditions du 4 juin).

Le référendum en France sur la ratification des accords de Maastricht, annoncé mercredi par M. Mitterrand, pourrait intervenir « à la rentrée » selon M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes. Celle-ci a précisé qu'« aucune date n'est fixée pour l'instant ». Se déclarant « assez confiante » quant au résultat, elle

estime que « les Français sont assez mûrs, à condition qu'on leur explique avec davantage de précisions ce que le traité apportera ».

Réagissant pour la première fois au « non » danois, les États-Unis ont réitéré, mercredi, leur soutien de principe à la construction d'une Europe unifiée. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a rappelé que le président Bush et le secrétaire d'Etat James Baker avaient souvent déclaré leur soutien à une Europe « forte et unie ». Aux Pays-Bas, nous indique notre correspondant, Christian Chartier, les autorités néerlandaises ne voient dans l'issue du référendum danois « aucune raison de ralentir les négociations du traité ou de ralentir le mouvement », a déclaré le porte-parole du ministère des finances. Au

contraire : profitant d'un heureux hasard de calendrier, le gouvernement néerlandais a joint le geste à la parole en rendant public, mardi 2 juin, son programme de convergence économique communautaire et en adressant aux députés, mercredi 3 juin, le projet de loi de ratification du traité de Maastricht. La discussion parlementaire devrait avoir lieu comme prévu cet automne.

Les pays candidats à la CEE ont réagi avec sang-froid à la défection danoise, n'y voyant aucune raison de remettre en cause leur candidature. En Autriche, le ministre des affaires étrangères a jugé que la Communauté devrait reporter son attention sur son « élargissement » et a jugé, comme la Suisse, que le refus danois pourrait même favoriser sa candidature.

### Copenhague : David a fait vaciller Goliath...

COPENHAGUE

de notre correspondant

« Référendum du Danemark à l'Europe : Non ! », titrait mercredi matin 3 juin, en lettres gigantesques, le grand quotidien conservateur de Copenhague, *Bertlingske Tidende*, qui, comme d'autres journaux danois, évoquait « les incroyables résultats » du référendum du 2 juin. Seul le tabloïd *Ekstra-Bladet*, qui, depuis des années, avait fait du ministre des affaires étrangères (libéral), M. Uffe Ellemann-Jensen, sa cible favorite, se lançait déjà dans la recherche des responsables personnels de ces événements (auxquels le tabloïd en question avait largement participé par ses violentes campagnes anti-CEE) et écrivait en caractères non moins énormes « C'est de la faute, Uffe ! », en ajoutant, en plus petit, « affirmant les conservateurs furieux... ».

« On a gagné ! »

Ce 3 juin, le Danemark s'était réveillé dans un climat étrange, sans trop comprendre encore ce qui lui était arrivé lui la veille. Les triomphateurs du jour – les partisans du « non » eux-mêmes – n'arrivaient pas à croire qu'ils avaient remporté une victoire qui, quelques jours plus tôt, paraissait impossible. Dans la nuit, après confirmation des résultats définitifs, des milliers d'« anti-Maastricht », jeunes et moins jeunes avaient envahi les alentours du palais de Christiansborg (Parlement). Ils exprimaient à la fois leur étonnement et leur joie en chantant l'hymne national et celui des

footballers vainqueurs (« On a gagné ! »). Et comme un bonheur n'arrive jamais seul, ils venaient peu de temps avant d'apprendre que le Danemark allait remplacer le Onze de Yougoslavie au prochain Championnat d'Europe de football, en Suède. Bref, ils donnaient l'impression d'avoir, en héroïques combattants, relevé un défi : David avait fait vaciller les Goliaths de la bureaucratie et des superpuissances.

Le gouvernement de centre droit minoritaire a pris ses premières dispositions, mercredi, pour faire face à la situation, à laquelle il n'était pas vraiment préparé. Le premier ministre, M. Poul Schlüter, et son ministre des affaires étrangères ont annoncé qu'ils allaient, dès que possible, faire le tour des capitales des onze pays partenaires du Danemark pour faire le point. M. Schlüter a confirmé qu'il n'avait pas l'intention de démissionner, comme le réclament les syndicats.

Il a également écarté la perspective d'éllections générales anticipées, qu'aucun parti d'ailleurs, dans l'état actuel des choses, ne semble vraiment souhaiter. Pour les dirigeants en place qui ont assuré, dans l'après-midi, longuement confiant, les responsables de toutes les formations représentées au Parlement, il convient d'abord de s'assurer que le Danemark va garder des relations très étroites avec la CEE et trouve un mode de vie viable lui permettant d'échapper à une crise déjà sérieuse.

CAMILLE OLSEN

### Les députés européens s'interrogent sur le statut des élus danois

Les plus hauts responsables du Parlement européen sont unanimes pour ne pas dramatiser l'impasse juridique et politique créée par le refus danois de ratifier le traité de Maastricht. M. Egon Klepach (chrétien-démocrate allemand), président de l'Assemblée des Douze, et les chefs des principaux groupes politiques ont fait des déclarations allant toutes dans le même sens : la Communauté doit poursuivre son chemin vers l'Union européenne en confirmant sa volonté de mettre en application le nouveau traité.

STRASBOURG

(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Au-delà des discours rassurants, voire identifiants, dictés par la nécessité de minimiser la gravité de la situation, nombreux sont les parlementaires européens qui ne cachent pas leur désarroi. Pour la plupart d'entre eux, le « non » danois exclut, sans doute possible, l'entrée en vigueur des dispositions modifiant le traité de Rome puisque le texte amendé ne constitue un document original.

A l'instar de ce qui est prévu pour le fonctionnement du conseil des ministres des Douze, Maastricht introduit dans les travaux parlementaires de nouvelles procédures qui s'ajoutent ou modifient les règles définies par le traité de Rome et l'Acte unique. Après le refus danois, la question est de savoir si les pouvoirs supplémentaires de l'Assemblée (notamment l'investiture de la Commission de Bruxelles, la « co-décision » qui donne un droit de veto à Strasbourg sur les « directives européennes » en cas de désaccord avec les gouvernements, l'« avis conforme » sans lequel les accords internationaux ne peuvent être

ratifiés – pourraient être exercés par des représentants d'un Etat souverain qui les a refusés.

Les aspects budgétaires viennent s'ajouter à cette situation « imprévisible ». Maastricht prévoit la création d'un « fonds de cohésion économique et sociale », destiné essentiellement à permettre au Portugal et à l'Espagne de soutenir le rythme de la construction européenne imprimé par les pays riches. A quel titre les parlementaires danois interviendront-ils et voteront-ils les sommes à allouer au développement économique et social de la péninsule ibérique ? Les moins pessimistes font valoir, mais sans vraiment croire à leur argumentation, qu'après tout Maastricht prévoit pour la Grande-Bretagne une position d'attente en ce qui concerne le passage à la troisième étape de l'Union économique et monétaire et une exemption dans le domaine social.

Une procédure à l'amiable

Comme le traité de Rome ne prévoit pas de procédure d'exclusion de la Communauté, l'idée la plus souvent avancée, et pour tout dire la plus souhaitée, dans les milieux parlementaires, est de rechercher une « procédure à l'amiable », comme dit M. Jean-Louis Bourlanges (apparenté démocrate-chrétien, France), avec Copenhague.

L'idée est de faire accepter par le gouvernement danois son « transfert » de la CEE vers l'AELE (Association européenne de libre-échange) qui a sensiblement resserré ses liens avec les Douze dans le cadre de l'EEE (Espace économique européen). Ce qui correspondrait à la vocation traditionnelle du Danemark, ajoute M. Bourlanges, pays très ouvert sur le plan commercial mais soucieux de ne pas s'engager dans des opérations susceptibles de lui faire perdre une partie de son identité.

MARCEL SCOTTO

Soucieux d'aller de l'avant tout en laissant la porte ouverte au Danemark

## Les Onze adoptent la « stratégie du hérisson »

BRUXELLES

(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Pour sauver Maastricht, et par là même la Communauté, il faut rester soudés, se tenir momentanément éloignés des débats qui divisent, et freiner, parce qu'elles sont tout aussi dangereuses, les initiatives intempestives auxquelles se livreraient volontiers certains sous-prétextes de reculer la porcelaine cassée. Telle est l'attitude défensive que la Communauté officielle, en l'occurrence les représentants personnels des ministres des affaires étrangères, a décidé d'adopter, unanimement, au lendemain du coup de tonnerre danois et que devrait, sauf surprise, confirmer le Conseil de la CEE qui se réunit jeudi, en marge de la session de l'OTAN, à Oslo.

Dès mercredi matin M. de Deus Pinheiro, le ministre portugais des affaires étrangères et président en exercice du Conseil des Douze, ainsi que M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, avaient donné le ton, brochant sur le thème « on continue et on ne perd pas de temps ». Le texte rendu public par M. Delors se gardait bien de prêter à interprétation : « La Commission espère que les pays, pour réaliser les objectifs généraux qu'ils ont adoptés à Maastricht, poursuivront, dans les délais prévus, les processus de ratification ».

Message

aux opinions publiques

Quelques heures plus tard, à l'occasion d'une réunion de travail discrète, presque secrète, les représentants personnels des ministres précisaient la tactique qu'ils s'efforçaient d'appliquer : vouloir mettre en œuvre au cours des mois à venir, et dont l'esprit peut se résumer ainsi : « Se montrer réservés et ne pas prêter le flanc aux forces de division dont il est bien évident qu'elles vont tenter de profiter de la situation ».

De façon plus explicite, l'accord des Onze, et on est tenté d'écrire des Douze car les Danois, bousculés par leur référendum, ne semblent pas loin de souscrire à l'analyse et à la méthode retenues par leurs partenaires, peut se décrire en cinq points.

Le premier est de pure convenance : la Communauté prend acte, mais bien sûr regrette les résultats du référendum. On manifeste beaucoup de sollicitude à l'égard du partenaire danois, et on s'abstient de toute réprimande ; au contraire, l'idée est déjà implicitement exprimée qu'une erreur peut se corriger, que la porte de la



Communauté restera ouverte. Il n'y a rien qui s'apparente à un rejet, qui ait une connotation conflictuelle, dans la réaction des Onze.

Deuxième point, les procédures de ratification doivent continuer comme si de rien n'était. Le message, essentiel, s'adresse aux différents Parlements nationaux et, au-delà, aux opinions publiques. L'idée demeure d'appliquer les dispositions adoptées à Maastricht à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Les Onze sont conscients que briser le dynamisme de Maastricht et modifier le rythme de sa mise en œuvre équivalrait à engager le processus de dissolution de la CEE.

D'autant plus que les pays candidats à l'adhésion n'ont aucunement l'intention de lever le pied pour leur compte de l'Union danoise ; les Finlandais, après les Suédois, viennent de le confirmer et l'idée d'un tel réflexe d'attente ne vient sans doute même pas à l'esprit des Autrichiens ou des Suisses. Le sentiment demeure donc qu'il est souhaitable de consolider la Communauté, et, en particulier, de donner un minimum de substance à la politique étrangère et de sécurité commune, avant que cette première vague d'élargissement devienne une réalité.

Pas

de renégociation

Troisième point, lié au précédent, il n'y aura pas de renégociation des accords de Maastricht. MM. Mitterrand et Kohl l'avaient proclamé, mais l'affirmation acquiesce bien sûr un poids supplémentaire, étant faite à Onze et sans restriction mentale de l'un ou l'autre des États membres. Les destinataires du message sont nombreux.

Les Danois d'abord, qui, pour rattraper leur bêtise collective (ou du moins ressentie comme telle par leur gouvernement et leur Parlement), ont tenté de remettre sur la table l'un ou l'autre des chapitres les plus controversés du traité de Maastricht afin d'obtenir les amendements susceptibles d'amener les électeurs à changer d'avis.

Mais aussi certains autres Parlements, et en particulier le français, où les opposants à la politique de Maastricht, se réveillant bien tard, révoient, avec des intentions plus ou moins assassines, de rouvrir la négociation. Les gouvernements des onze pays sont en train de leur expliquer que ce serait là une erreur destructrice.

Selon les Onze, il serait suicidaire, en ces temps troublés, d'essayer de remettre en cause l'équilibre des accords de Maastricht, acquis après un an de difficiles négociations au sein de deux conférences intergouvernementales et de bien davantage de temps encore en ce qui concerne le programme devant conduire à l'Union économique et monétaire (UEM).

En fait, les gouvernements veulent aussi se prémunir contre le zèle des esprits ingénieux, au sein des États membres ou de la Commission, toujours tentés dans ce type de situation de proposer de nouveaux découpages, des changements de configuration et autres formules magiques dont le principal effet est de brouiller les cartes, voire de raviver des polémiques oubliées. Bref, la Communauté joue le « hérisson », avec évidemment comme conséquence de figer les débats de fond : à cet égard, l'incident danois ne jouera pas comme une épreuve de vérité, comme l'oc-

casion d'une clarification des engagements des uns et des autres. Telle aurait pu être aussi sa fonction, mais les Onze ont sans doute estimé que cela aurait additionné inutilement les dangers.

Une affaire politique

Des deux points précédents il ressort que la balle est dans le camp du Danemark : les Onze ne lui soumettront pas de propositions pour lui faciliter la tâche. C'est aux autorités de Copenhague de voir dans quelle mesure elles peuvent amener l'opinion publique nationale à revoir sa position. Mais, clairement, la porte restera ouverte : les Danois, s'ils le souhaitent, pourront ratifier, sans complication supplémentaire, au-delà du 31 décembre 1992, les Onze, c'est une évidence politique importante, ne se résignent pas à un départ du Danemark et expriment le souhait de le garder, comme membre à part entière, dans l'Union européenne.

Le dernier point d'accord vise ceux qui pourraient être tentés d'utiliser les difficultés juridiques, bien réelles, que soulève le veto danois pour bloquer tout le processus de Maastricht. Les Onze sont convenus que l'affaire était d'abord politique, autrement dit qu'il n'y avait pas lieu à ce stade de s'embarrasser de considérations juridiques. Mais, ajoutent-ils, si un problème de cette nature continue à se poser à la fin de l'année, à l'issue des procédures de ratification, il sera possible de le régler. Par exemple, en rédigeant un nouveau traité, incluant bien sûr les dispositions de Maastricht. A onze.

PHILIPPE LEMAÎTRE

### Dans les publications du groupe Le Monde

Sur les problèmes européens, les publications du groupe Le Monde proposent plusieurs éclairages sous forme de dossiers ou d'essais.

Le Monde Éditions : Voyage à l'intérieur de l'Europe, un livre de Jean de La Guénière sur le fonctionnement de l'Europe (198 p., 98 F, 1992).

Le dossier sur la faillite, ou comment l'Europe a vu et illustré vingt ans de construction européenne (176 p., 55 F, 1992).

Où va l'Etat ? La souveraineté économique et politique en question, sous la direction de Jacques Lesourne et René Lenoir (396 p., 140 F, 1992).

Une histoire de la démocratie en Europe, sous la direction d'Antoine de Baecque (418 p., 145 F, 1991).

Les Grecs, les Romains et nous. L'Antiquité est-elle

moderne ? sous la direction de Roger-Pol Droit (450 p., 150 F, 1991).

La future de l'Europe, par la Fondation Europe et Société (240 p., 100 F, 1990).

Le Monde-Dossiers et documents : Europe : l'engrenage du marché unique, sous la direction de Philippe Lemaître (numéro hors série, avril 1991, 104 p., 45 F).

Le dernier Etat de l'Europe (D et D n° 193, novembre 1991, 8 p., 8 F).

Trente ans de politique agricole commune (un numéro spécial agriculture, D et D n° 197, mars 1992, 18 p., 17 F).

Le Monde diplomatique : Les parisiens de Maastricht, dossier du Monde diplomatique de juin 1992 (40 p., 20 F).

Le Monde de l'éducation : Partez étudier en Europe. Janvier 1992.

UNE PAGE INÉDITE DE LA GUERRE SECRÈTE

LA TRAHISON DE PEARL HARBOR

Un document d'archive accablant sur l'administration américaine et les gouvernements alliés jusqu'à l'attaque de M. Taitcher

212 pages, 49 pages de photos inédites

J. Bushbridge / E. Hare

PYGMALION / GERARD WATELET



# LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE APRÈS LE « NON » DES DANOIS

## Bonn : une partie de l'opinion s'interroge sur l'opportunité d'une renégociation

BERLIN

de notre correspondant

Renégocier le traité de Maastricht ? A la chancellerie, dans les états-majors des partis de la coalition, la réaction immédiate au rejet danois du traité de Maastricht a été d'affirmer qu'il fallait aller de l'avant, qu'on ne pouvait pas se permettre de remettre en cause un texte si laborieusement négocié et qui, malgré ses défauts, a le mérite d'être là. « Maastricht n'est pour nous qu'un premier pas, mais un pas nécessaire. Le processus de ratification doit continuer », a affirmé mercredi 3 juin le président du Parti social-démocrate, M. Björn Engholm.

Ministre-président du Schleswig-Holstein, la région allemande frontalière du Danemark, M. Engholm ne peut être soupçonné, comme peuvent l'être certains dirigeants de Bonn, de vouloir ignorer le vote danois au nom de la raison européenne. Plus qu'un autre, le responsable social-démocrate est favorable à un équilibre de l'Europe par l'apport des démocraties scandinaves, et le refus des Danois, dont il n'ignore pas les craintes d'être dominés par la puissance allemande, l'affecte tout particulièrement. Il souhaite qu'il soit compris comme « un avertissement contre une Europe avec un parlement sans compétences suffisantes ». « Les réserves de beaucoup de gens ne sont pas un phénomène spécifiquement danois, elles sont également très répandues en Allemagne », a-t-il souligné.

La réaction très ferme du président du SPD sur la poursuite du proces-

sus de Maastricht témoigne surtout de la volonté de son parti de ne pas envenimer la situation en attendant le débat qui ne va pas manquer de rebondir en Allemagne aussi. M. Karsten Voigt, le responsable du groupe parlementaire pour les affaires étrangères, a mis en garde contre une crise de la Communauté européenne et suggéré une réunion d'un sommet extraordinaire de la Communauté pour examiner d'éventuelles modifications à apporter au traité.

### Déficit démocratique

La presse allemande est quasi unanime jeudi matin à reconnaître que les Danois n'ont pas tout à fait tort de rejeter un traité auquel la plupart des commentateurs ont de nombreuses critiques à faire. Le quotidien populaire Bild a relancé aussitôt sa campagne contre Maastricht, mêlant la défense de la monnaie allemande, le DM, et le refus d'une bureaucratie bruxelloise qui déterminerait tout jusqu'au « prix des bananes ».

Malgré, au-delà de ce populisme exploité par l'extrême droite, laquelle se réjouit bien évidemment, tous les autres journaux, toutes tendances confondues, se posent la question de savoir si on ne peut pas reprendre l'ouvrage pour l'améliorer. Le grand reproche fait à Maastricht est son déficit démocratique, l'insuffisance de garanties sur le contrôle démocratique de la machine européenne.

« La CEE s'est développée comme un monstre technocratique dont la puissance incontrôlable fait peur aux citoyens », affirme le Tagesspiegel de

Berlin, proche des Verts. Même le journal des milieux d'affaires, le Handelsblatt, défenseur s'il en est, de l'intégration européenne, estime que la Communauté « a besoin d'urgence d'une nouvelle définition de sa finalité politique ». « L'idée que le paquet de Maastricht ne peut plus être dénoué, qu'on ne peut plus négocier, est venue en cause par le refus danois », écrit Günther Nonnenmacher, un européen convaincu, dans un commentaire de la Frankfurter Allgemeine Zeitung.

La chancellerie va être soumise à des pressions renouvelées pour accepter de revoir sa copie. Le processus de ratification du traité est loin d'être bouclé en Allemagne. Beaucoup de parlementaires, y compris au sein du Parti démocratique-chrétien, avaient déjà fait savoir qu'ils considéraient que le Parlement se prononce à nouveau, avant l'entrée en application de la dernière phase de l'union monétaire, sur la décision de l'Allemagne d'aller de l'avant. Les sociaux-démocrates ont fait valoir qu'il s'agissait d'être sûr d'être à l'unanimité, avant de se prononcer. Le gouvernement a également des difficultés avec les Länder, qui exigent eux aussi d'avoir leur mot à dire dans le processus d'intégration pour ne pas perdre leurs prérogatives. Le refus danois va avoir pour conséquences au moins d'obliger le gouvernement à accepter un débat qu'il avait jusqu'à présent évité. La décision du président Mitterrand de recourir au référendum renforce dans leur opinion ceux qui estiment qu'il est grand temps qu'il ait enfin lieu.

HENRI DE BRESSON

## Londres : M. Major s'oppose à un référendum

LONDRES

de notre correspondant

Le premier ministre britannique s'est fermement opposé, mercredi 3 juin, à l'organisation d'un référendum sur la ratification du traité de Maastricht, malgré l'hostilité d'un nombre grandissant de députés de son propre parti.

Le premier ministre britannique faisant écho aux propos du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, et se posant en champion de la mise en œuvre du traité de Maastricht, l'ironie de cette situation était manifeste mercredi, à écopeter M. John Major. Devant la Chambre des communes, le premier ministre a adopté une position irréprochable sur le plan de la solidarité communautaire, estimant notamment : « L'union européenne et l'exécution du traité sont dans notre intérêt national ».

Restant sourd aux nombreux appels, émanant de l'opposition comme de son propre parti, en faveur d'une renégociation du traité, il a souligné que celui-ci n'avait « pas changé » à la suite du référendum danois. Il a cependant répondu favorablement à la demande du chef de l'opposition, M. Neil Kinnock, et, accepté d'ajourner à l'examen du projet de loi de ratification.

Cette fermeté de principe pour elle-même mais aussi pour les autres, M. Major a montré qu'un nombre grandissant de parlementaires conservateurs souhaitent profiter du prétexte ouvert par le « non » danois pour revoir et corriger ce qu'ils estiment être une dérive

fédéraliste et centralisatrice des institutions communautaires, au sein de laquelle la Grande-Bretagne risque de perdre son « identité ».

Une centaine d'entre eux ont signé, mercredi soir, une motion appelant à un « nouveau départ » de l'Europe. La Communauté, estiment-ils, doit se concentrer sur l'exécution des dispositions du Marché commun et, au-delà, sur la question de son élargissement.

Cette initiative manifeste un net renforcement de la tendance des « euro-sceptiques », avec laquelle M. Major doit compter. Le premier ministre sait, en outre, qu'il ne peut tabler — c'est peu dire — sur un quelconque soutien de son prédécesseur, M. Thatcher, a estimé que les Danois « ont rendu un grand service à la démocratie contre la bureaucratie ».

### « L'arrogance de Napoléon Delors »

Jusqu'à-là, la stricte discipline de parti l'avait emporté sur la méfiance instinctive qu'éprouvent une majorité de parlementaires conservateurs à l'égard des institutions communautaires. Le propos est sans doute caricatural, mais lorsque M. Tony Marlow, dénonce « l'arrogance communautaire de Napoléon Delors », il manifeste les sentiments d'un grand nombre de parlementaires de la « base » du parti. M. Major doit également tenir compte du danger que pourrait représenter un mouvement trans-parti en faveur d'un référendum.

La position à ce sujet n'a pas changé : « Je ne suis pas partisan du référendum dans une démocratie parlementaire, et je n'ai pas l'inten-

tion d'un proposer un au peuple britannique ».

Ce phénomène d'une nouvelle liberté de parole des « euro-sceptiques » existe tout autant chez les travaillistes. La direction du Labour était jusque-là hostile à l'organisation d'un référendum, mais sa position pourrait évoluer devant le nombre grandissant de parlementaires travaillistes prêts à conclure, sur ce thème, une « union sacrée » avec les conservateurs.

Nul ne peut encore prévoir si cette grande liberté de parole peut dégénérer en rébellion ouverte. M. Major manifeste bien cette incertitude en s'opposant à toute renégociation du traité : il le fait par « solidarité européenne » et pour sauver le difficile compromis de Maastricht, mais aussi parce qu'une remise en cause de l'accord européen rouvrirait inévitablement les plaies au sein de son propre parti qui sont loin d'être cicatrisées.

LAURENT ZECCHINI

## Berne : embarras...

BERNE

de notre correspondant

Intervenant une semaine après le dépôt de la candidature de la Suisse à la CEE, le « non » des Danois a fait l'effet d'une douche froide dans les milieux officiels à Berne. Distillant mal un certain embarras, les responsables helvétiques expliquent bien que l'exemple danois ne fera pas école et que pareille mésaventure leur sera épargnée. En tout cas, ils prennent encore mieux la mesure des obstacles à surmonter pour convaincre la majorité de leurs compatriotes du bien-fondé de leur politique, puisque, en Suisse, le corps électoral est appelé à trancher en dernier ressort.

A six mois exactement du référendum sur l'Espace économique européen (EEE), prévu pour le 6 décembre, partisans et adversaires du rapprochement avec l'Europe communautaire interpellent chacun à leur manière les médias danois. Se voulant rassurant, le chef du bureau fédéral de l'intégration, M. Bruno Spisauer, a estimé que, ce résultat n'aurait aucune conséquence immédiate sur la politique européenne du gouvernement suisse. Selon lui, ce vote a montré que chaque État grand ou petit, gardait sa liberté de choix.

L'issue du référendum au Danemark n'a évidemment pas manqué de réjouir les adversaires du traité sur l'EEE et de l'entrée de la Suisse dans la CEE. Ainsi, les écologistes ont félicité les Danois de cette « décision historique ». Quant à l'un des opposants les plus acharnés, M. Christoph Blocher, député de l'Union démocratique du centre — qui est pourtant l'un des partis représentés au gouvernement — il a qualifié ce refus de « très bel exemple pour la Suisse ». « Malgré l'engagement massif du gouvernement de Copenhague en faveur du traité de Maastricht, a-t-il ajouté, le peuple danois n'a pas voulu mettre en jeu la souveraineté de son pays ».

J. C.-B.

## Bruxelles : étonnement teinté d'inquiétude

BRUXELLES

de notre correspondant

Autant que le « non » danois, l'annonce du référendum et l'importance prise par les adversaires de Maastricht chez un voisin français toujours observé de près suscitent en Belgique un étonnement teinté d'inquiétude. Ici, le référendum n'est pas prévu par la Constitution et, dans la classe politique, presque personne n'en demande un à titre exceptionnel, comme ce fut le cas après la guerre au sujet de la monarchie.

Le premier ministre, M. Jean-Luc Dehaene, est passé outre un avis consultatif du Conseil d'Etat préconisant une réforme préalable de la Loi fondamentale pour l'octroi du droit de vote aux « citoyens de l'Union » européenne sans que cela suscite de fortes protestations. Les grands partis traditionnels devraient tous se prononcer pour la ratification du traité de Maastricht au cours d'un débat parlementaire prévu pour les semaines à venir. Seuls les Verts subordonnent leur « oui » à des engagements pour combler le « déficit démocratique ».

Il n'y a pas dans le royaume de reflexe identitaire. On a parlé du

réveil des « nationalismes » à l'occasion des dernières élections, mais il s'agissait de nationalismes flamand ou wallon, pas belge. Au contraire, la Communauté européenne est perçue comme un moyen d'échapper au difficile isolement entre francophones et néerlandophones grâce aux « euro-régions » à cheval sur plusieurs pays. D'où un intérêt sans équivalent ailleurs pour l'entreprise des Douze.

Quotidien de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGB), la Wallonie, à Liège, publie tous les lundis une page spéciale sur les institutions et les actions communautaires. Ce n'est pas un hasard : Liège, proche de l'Allemagne et des Pays-Bas, espère sortir de son marasme grâce aux programmes d'aide régionale de la CEE, notamment pour la coopération transfrontalière. On peut en dire autant d'autres provinces.

Pourtant, un doute s'est emparé des esprits, à partir du moment où le gouvernement a invoqué la nécessité de satisfaire aux critères de convergence économique pour l'union monétaire. Avec une dette publique de 130 % du PNB, la Belgique est encore loin des 60 % autorisés en 1997. La politique d'aut-

rité et de remise en ordre des finances publiques, mise en œuvre pour placer le royaume dans le peloton de tête européen est de plus en plus critiquée par les syndicats. Grèves et manifestations ont succédé à Bruxelles et en Wallonie. Vendredi 5 juin, la capitale sera paralysée par les enseignants mécontents de leur salaire et l'Union des classes moyennes, inquiète des mesures relatives aux PME et PMI. Le 15, ce sera le tour des médecins hospitaliers. Le 17, est annoncée une grande manifestation de l'ensemble de la fonction publique pour protester contre les menaces sur les retraites.

Les syndicats soutiennent la ratification du traité de Maastricht, mais en déplorant que « l'Europe sociale soit à la traîne de l'Europe politique et monétaire ». Certains enthousiastes sont retombés. Socialiste francophone, M. Jean-Maurice Dehoune, ministre de la politique scientifique dans le gouvernement national, sentait sans doute cela quand il a invité, mercredi 3 juin, la « gauche wallonne » à ne pas rallier la « droite française réactionnaire », dans son hostilité à Maastricht.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## Dublin : le mouvement pour le « non » renforcé

DUBLIN

de notre correspondant

Les opposants au traité de Maastricht réclament soit une renégociation des accords, soit un report du référendum, prévu en Irlande le 18 juin. Mais pour le gouvernement, il n'y a pas question. La coalition de M. Albert Reynolds insiste sur les différences entre le Danemark et l'Irlande et sur la nécessité absolue, pour cette dernière, de faire partie intégrante d'une Europe unifiée.

Dans sa détermination de procéder au référendum, M. Reynolds qui, mercredi, s'est entretenu par téléphone avec M. Jacques Delors, a la soutien du Fine Gael (centriste, opposition) de M. John Bruton. Mais les travaillistes de M. Dick Spring au début de la campagne, s'étaient déclarés favorables à la ratification, pourraient changer maintenant d'avis et déclarer que l'on ne peut demander à l'électorat de voter pour un traité qui, juridiquement, n'existe plus. La petite formation de gauche, la gauche démocratique, qui s'oppose à la ratification, insiste même parce qu'elle considère le traité comme une menace pour la politique

irlandaise de neutralité, demande au gouvernement de renégocier.

Les adversaires du traité de Maastricht ont été renforcés par le résultat du scrutin danois. Ces groupes forment une alliance curieuse, dominée par l'association catholique de droite « Pour la vie ». Cette dernière fait pression pour que le gouvernement organise d'abord un référendum sur l'avortement et reporte à plus tard le référendum sur Maastricht. Pour des raisons tout à fait opposées, des organisations féministes et, semble-t-il, une bonne partie de la population, veulent, elles aussi, connaître les intentions du gouvernement dans ce domaine avant de dire « oui » au traité.

M. Reynolds refuse catégoriquement de se laisser entraîner dans ce débat controversé et dangereux. Il est évident qu'aujourd'hui le gouvernement ne peut se permettre d'ignorer ces forces qui se trouvent réveillées par l'exemple danois. La campagne, désormais plus complexe, va s'intensifier des deux côtés. Selon les sondages réalisés il y a deux semaines, 60 % des Irlandais se prononceraient en faveur du traité.

JOE MULHOLLAND

## Prévenir la désintégration

Suite de la première page

Elle poursuit par des chemins divers depuis plus de quarante ans son œuvre d'unification. Le processus d'intégration est suffisamment avancé pour pouvoir résister aux humeurs — même démocratiques — d'un petit pays. Depuis la chute du mur de Berlin et la fin de l'empire soviétique, l'unification a perdu ses raisons d'être originales : une double garantie « contre le passé allemand et contre le présent soviétique », selon l'expression de l'historien allemand Michael Stürmer, mais elle n'en demeure pas moins une nécessité et un pôle d'attraction.

Pourtant, le « non » danois ébranle le « mythe de l'unité » dont parle volontiers le président de la République à propos de la Communauté. Au lieu de penser à approfondir le processus d'intégration et de préparer les modalités d'un élargissement déjà gros de risques de dispersion, le prochain sommet de Lisbonne devra d'abord s'employer à limiter les dégâts et à recueillir les morceaux.

Mais surtout la majorité des électeurs danois a donné le mauvais exemple et encouragé les adversaires honteux ou déclarés de Maastricht, dans tous les pays de la Communauté. Tous n'ont pas saisi le champignon comme les élus communistes français, mardi soir au Sénat, mais beaucoup ont saisi l'occasion pour demander un ajournement des débats

sur la révision constitutionnelle et la ratification. Ils trouvent dans les raisons des opposants danois des arguments pour étayer leur propre hostilité, dont les motivations profondes varient d'un pays à l'autre.

Les Allemands pleurent la perte du deutschmark, symbole de leur prospérité et de leur vertu économiques, sacrifié sur l'autel de la monnaie unique, tout en craignant que les pouvoirs des Länder ne soient rognés par une bureaucratie bruxelloise peu soucieuse de subsidiarité. Les Britanniques se réservent le droit de refuser la monnaie unique et se sont vu accordés le privilège du « opting out » pour la charte sociale. Le refus des Danois ne peut que conforter le gouvernement de Londres dans son idée traditionnelle d'une vaste zone de libre-échange où les contraintes politiques seraient réduites au minimum.

### Pour ou contre M. Mitterrand ?

Les Italiens n'ont pas choisi le « opting out », mais pourraient se le voir imposer en matière économique et monétaire s'ils n'assessent pas au plus vite leurs finances publiques, conformément aux recommandations de la Commission. En Irlande, l'issue de la consultation populaire est d'autant plus incertaine que le vote portera moins sur l'Europe que sur des questions sociales et éthiques.

Les Français boudent le droit de vote accordé aux ressortissants de la Communauté et, obnubilés par la puissance allemande, se demandent si les sacrifices de souveraineté exigés par Maastricht ne vont pas mettre en péril les derniers vestiges de la politique gaulliste d'indépendance. Au-delà de l'indépendance, ils risquent de succomber à se prononcer en fonction de considérations de politique intérieure et de voter pour ou contre M. Mitterrand plutôt que pour ou contre Maastricht.

Peut-être les derniers venus, surtout les Hispaniques, sont-ils les Européens les plus zélés, mais en Espagne le régionalisme — comme en Italie d'ailleurs avec la montée des ligues dans le Nord — porte lui aussi en germe des ferment de désintégration que tous les discours sur « l'Europe des régions » ne suffiront pas à contenir. Dans de nombreux pays, les partis politiques classiques, très souvent favorables à la construction européenne, perdent du terrain au profit de partis protestataires, de droite ou de gauche, généralement hostiles à la Communauté. Enfin les pays candidats, notamment les neutres, pourraient être tentés de se retirer au précédent danois pour participer à la Communauté sans accepter toutes les contraintes de Maastricht. L'obstacle référendaire sera en tout cas encore plus difficile à franchir en Suisse qu'en Danemark.

Si l'on ajoute que la conception de l'organisation future du continent, de son degré d'intégration économique, de sa politique de défense et de sécurité, est encore très floue ; que chaque gouvernement ou presque a sa propre idée ; que les nouveaux rapports

entre l'Europe et les Etats-Unis restent encore à définir ; que les négociations existantes à l'échelle de l'Europe tout entière font souvent double emploi ; et que, comme le montre la guerre civile yougoslave, elles sont souvent impuissantes à contenir les nouveaux périls, il y a de quoi s'inquiéter sur la solidité de l'ordre européen naissant.

### La puissance allemande

Toutefois, le malheureux référendum danois restera une péripétie, comme l'unification européenne en a vécu beaucoup d'autres depuis le plan Schuman, si le volontarisme exprimé dans la déclaration franco-allemande de mercredi est partagé au moins par le noyau dur des Etats fondateurs. Dans le cas contraire, le risque est connu : si la nouvelle Allemagne réunifiée ne pense plus trouver dans l'Europe l'espace d'épanouissement et de contrôle de sa puissance, elle reprendra sa liberté ; elle sera tentée de revenir à son rôle traditionnel d'Etat central, adepte du jeu de bascule entre l'Est et l'Ouest. Nourri d'histoire, le Mitterrand n'est bien qu'alors le problème ne serait plus l'intégration, mais la constitution d'alliances et de contre-alliances qui ont conduit déjà plusieurs fois l'Europe et le monde à la catastrophe.

Paradoxalement, la réponse à la frilosité des Danois ont apporté la première démonstration ne réside donc pas dans un arrêt du processus d'unification, mais dans une accélération d'autant plus nécessaire que les conditions en sont plus difficiles.

DANIEL VERNET

## Madrid : ne pas dramatiser

MADRID

de notre correspondant

A la suite du « non » des Danois, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a écarté l'organisation d'un référendum en Espagne et affirmé qu'il respecterait l'avis demandé au Conseil constitutionnel sur la nécessité éventuelle d'une modification de la Constitution. Tout en exprimant sa « préoccupation » après cette « décision démocratique », le chef de l'exécutif a estimé qu'il y avait « une détermination des responsables politiques européens de Japon à surmonter cet obstacle et à aller de l'avant ». M. Gonzalez est prêt à annuler un voyage prévu au début de la semaine prochaine en Bolivie pour assister à une éventuelle réunion des chefs d'Etat et de gouvernement européens.

Il est évident pour le président Gonzalez qu'il faut poursuivre le processus de construction européenne, le chef de l'opposition de droite, M. José María Aznar, pense que la décision danoise vient rappeler bien à propos qu'on ne peut pas « imposer une épave de corset aux citoyens », qu'il convient de prendre en considération « les aspects politiques », mais que néanmoins « il ne faut pas pour autant dramatiser » ce qui s'est passé au Danemark. De son côté, un porte-parole de la Gauche unitaire (Izquierda Unida), coalition regroupée autour du Parti communiste, a souligné que la consultation

danoise démontre « la distance qu'il y avait entre les pays réels et les pays officiels, entre les rues et les Parlements ». Seul le mouvement basque Herri Batasuna s'est réjoui du « triomphe populaire » qui a permis d'éviter « une réduction de sa souveraineté ».

Dans l'attente des résultats de la consultation du Conseil constitutionnel, le traité de Maastricht n'avait guère suscité de débats dans la société espagnole. L'examen du texte par les députés n'eut pas lieu avant l'automne, et il ne fut guère de doute, a priori, qu'il sera adopté. Seul le Parti communiste, au sein d'Izquierda Unida, avait manifesté des réserves et son chef de file, M. Julio Anguita, déclarait, encore, dimanche 31 mai, au journal de Barcelone La Vanguardia, que, si « les objectifs de Maastricht s'accomplissent, l'Espagne serait dans la misère la plus absolue ».

Le coordinateur général d'Izquierda Unida faisait allusion au prix que Madrid va devoir payer pour amener certains indices économiques au niveau européen, avec la mise en application du fameux plan de convergence, dont le nom est sur toutes les lèvres, puisqu'il signifie des ajustements rigoureux. Son contenu, qui comprend notamment une réduction du déficit public et de l'inflation, doit être débattu mardi prochain par les ministres de l'Economie et des finances à Luxembourg.

MICHEL BOLE-RICHARD



# LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE APRÈS LE « NON » DES DANOIS

## Le référendum sur Maastricht peut accélérer la recomposition du paysage politique français

Il y a ceux qui sont pour la ratification parlementaire, ceux qui sont pour la renégociation, ceux qui sont pour le référendum et ceux qui le voient d'un mauvais œil. Le rejet du traité de Maastricht par les Danois provoque une belle cacophonie. Ce vote négatif du Danemark et la décision de M. François Mitterrand d'organiser également en France un référendum sur la ratification, « *probablement à la rentrée* », selon M. Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, contribuent à la recomposition du paysage politique. L'unanimité de l'opposition, retrouvée à l'occasion du vote de la motion de censure sur la politique agricole commune, apparaît comme un feu de paille. La campagne référendaire va, à nouveau, mettre en face à un cartel informel allant des communistes à l'extrême droite en passant par certaines figures du RPR et de l'UDF.

Pour M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, il ne fait aucun doute que le processus de ratification doit être poursuivi « *dans les délais prévus* ». Même affirmation de M. Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien président

de la République souhaite que « *la construction européenne soit poursuivie par les onze pays qui approuvent le traité de Maastricht* », après sa nécessaire « *mise à jour* ». Le président de l'UDF fait le même vœu pour la révision de la Constitution par le Parlement. Défavorable à une renégociation qui provoquerait « *l'enlisement* », M. François Bayrou, le secrétaire général de l'UDF, estime que le refus danois ne pose qu'une « *difficulté technique* ». Ce que M. Michel Rocard, ancien premier ministre, résume en disant que « *le train européen, en tout état de cause, doit poursuivre sa route* ».

Le ton est un différent, au RPR où M. Alain Juppé affirme qu'une « *renégociation des conditions d'application du traité est désormais inévitable* ». Le secrétaire général pense notamment à « *l'introduction du droit de vote des ressortissants européens dans notre pays, qui est loin de faire l'unanimité* ». M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, remercie les Danois pour leur « *coup de main* » et il s'étonne que M. Mitterrand propose aux Français un référendum sur « *un texte qui n'existe plus* ». Cela fait dire à M. Jean-Pierre Brard, député refondateur communiste de Seine-

Saint-Denis, qu'il « *faudrait mettre un terme aux initiatives solitaires des chefs d'Etat, en particulier de François Mitterrand* ». Quant à M. Philippe Herzog, économiste contestataire du PCF, il voit dans l'échec danois « *un puissant argument* » pour ceux qui, comme lui, veulent une renégociation. Cette position est également défendue par les rénovateurs et les restructeurs communistes réunis dans l'Alternative démocratie socialisme (ADS).

Plus radical, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti, demande au président de la République de déclarer ce traité « *invalide et inapplicable* ». M. Jean-Marie Le Pen estime, pour sa part, que le vote danois « *met fin au processus de ratification* ». En conséquence, selon le président du Front national, « *il est urgent de suspendre la procédure de révision constitutionnelle, sans objet jusqu'à nouvel ordre* ». Mais avec l'annonce inopinée par M. Mitterrand d'un référendum à l'autorisation sur la ratification, le débat s'est quelque peu déplacé en prenant à contre-pied les milieux politiques.

Si M. Philippe de Villiers, député (apparenté UDF) de Vendée, se dit convaincu de la victoire du « *non* », M. Raymond Barre, député (apparenté

UDC) du Rhône, affirme qu'il fera « *le maximum pour que les Français apportent leur adhésion à la ratification* », tout comme M. Yves Galland, président du Parti radical, qui fera campagne pour le « *oui* ». De même, si les Verts estiment que « *Maastricht défait l'Europe* », Génération Ecologie appelle à la constitution d'un comité national pour le « *oui* », car « *l'Europe est l'avenir de la France et de l'écologie* ». Dans le même ordre d'idées, M. Méhaignerie, président du CDS, pense que « *le référendum risque de voir des préoccupations multiples interférer avec la question posée* », alors que M. Létour, président d'honneur du PR, estime que cette initiative est « *tout à l'honneur* » de M. Mitterrand. Des Etats-Unis où il est en visite, M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, assure que « *le référendum est toujours une bonne procédure* » et le PS s'en félicite. Le CNL, lui, ne s'en félicite pas, mais il appellera tout de même à voter « *oui* ».

O. B.

## L'opposition est menacée d'implosion

Depuis le « *non* » danois et l'annonce du référendum qui s'est ensuivi, le climat au sein de l'opposition s'est détérioré. Jusqu'alors, si les divisions étaient réelles, on pouvait croire qu'une fois évacués, le plus vite possible, le traité de Maastricht, RPR et UDF avaient encore une chance de pouvoir se rabibocher pour ne pas laisser passer la chance d'un succès aux élections législatives. La motion de censure à l'Assemblée nationale sur la politique agricole commune visait aussi – personne ne s'y est trompé – à redonner confiance. Trois jours plus tard, tout paraît se précipiter, comme si plus personne n'était capable d'arrêter la mécanique qui vient de se mettre en route et encore moins d'imaginer les conséquences de cet « *impromptu de Copenhague* ».

### Un débat épuisant et redoutable

Beaucoup se disent en tout cas que l'opposition est à un véritable tournant et que la recomposition du décor politique, longtemps espérée, se profile à l'horizon. Dès l'annonce du référendum, M. Pierre Méhaignerie, par exemple, a confié en substance à ses proches que l'heure était venue, ne sachant pas encore s'il fallait s'en féliciter ou l'appréhender.

Mais quand M. Raymond Barre, qui a toujours perçu sur cette recomposition comme qu'il est disposé à cette fois « *à faire le maximum* » dans la campagne référendaire qui s'annonce, on comprend que l'ancien premier ministre a parfaitement mesuré l'enjeu et qu'il n'attend pas cette fois de trouver hors du coup.

Pour l'heure, chacun est au moins sûr d'une chose : ce débat sur l'Europe, qu'on voudrait le plus réajuster possible pour passer au plus vite à la préparation des élections législatives, va être long, éprouvant, redoutable. D'ores et déjà, adversaires et partisans du traité de Maastricht sont entrés dans une phase de crispation dont nul peut prédire la durée. On voit tous les risques. Sous la lumière crue du référendum, la fièvre ne peut que se creuser entre les adversaires du traité, qui exigent une renégociation pour revenir à la charge sur le vote des étrangers et sont décidés, quoi qu'il leur en coûte, à faire pécher pour le « *oui* » et ceux qui au contraire estiment que le vide laissé par les Danois ne sera rapidement comblé et que la France doit rester à l'avant-garde de la construction européenne.

Voici encore trois mois, on pensait que l'opposition se fracasserait sur l'écueil du Front national. C'est aujourd'hui sur l'Europe qu'elle ris-

que d'imploser, faisant voler en éclats les frontières traditionnelles de l'UDF et du RPR, rendant obsolètes les états-général de l'opposition et bien sûr le système des primaires. Deux camps pourraient se former. D'un côté, celui des « *conservateurs nationaux* », emmenés par MM. Philippe Séguin, Philippe de Villiers et Charles Pasqua. Ces deux derniers s'entendent bien et resserrent leurs liens. Tous trois ont du talent. Ils pourraient compter sur une grosse partie du RPR où les plus modérés vont sans doute devoir s'aligner sur les plus durs. Lourde menace pour M. Jacques Chirac et, encore plus, pour l'avenir de M. Edouard Balladur.

### La mise gourmande de M. Giscard d'Estaing

De l'autre, celui des libéraux européens, formé sur les décombres de l'UDF, avec bien entendu les centristes, autour de MM. Giscard d'Estaing, Barre, Létour ou Millon. Tous les deux s'y précipitent avec les plus ou moins de conviction. Au cours du bureau politique de l'UDF, mercredi soir, M. Giscard d'Estaing, qui affichait, selon certains participants, « *une mine gourmande* », a bien montré qu'il est désormais prêt à toute éventualité. Hostile jusqu'à

mercredi matin au référendum, il a approuvé sans nuance le soir la décision du chef de l'Etat. Bien plus, il était décidé à annoncer tout de suite que l'UDF s'engageait officiellement à combattre pour le « *oui* ». M. Gérard Longuet a réussi à différer cette annonce pour avoir le temps d'« *habiller les militants* ».

Nul n'ignore à l'UDF le risque politique de l'entreprise. Des experts comme MM. Jean François-Poncet ou Jean Lecanuet sont pessimistes sur l'issue de ce référendum. Mais cela n'arrêtera pas M. Giscard d'Estaing. « *Même si le référendum tourne mal, a-t-il expliqué, dès le lendemain les Français se rendront compte des conséquences catastrophiques que le non aura pour la France et pour l'Europe. Une formation politique doit pouvoir penser au-delà de cette échéance* ». Bref, M. Giscard d'Estaing semble résolu à engager, aux côtés de M. Mitterrand, l'épreuve de force « *pour déclencher une prise de conscience contre ceux qui auront préconisé le non* ». Cette campagne du référendum a donc toutes les chances de bouleverser le schéma des élections législatives qui suivront.

DANIEL CARTON

## Dans les couloirs de l'Assemblée nationale

### « Les traces dévastatrices des Vikings »

Vu des anti-Maastricht, le Danemark est un grand pays. Un « *modèle de démocratie* », affirme M. Philippe Séguin (RPR), « *un exemple de vitalité de la démocratie* », répète en écho M. Jean-Pierre Chevènement (PS), « *une leçon à méditer pour l'établissement* », observe M. André Rossi (UDF). « *La-bas, le traité de Maastricht a été tiré à cinq cent mille exemplaires, les Danois ont voté en connaissance de cause* », observe, admiratif, M. Philippe de Villiers (UDF). Vu des pro-Maastricht, le Danemark est à peine un pays, tout juste un vulgaire comédien sur une jolie carte européenne. « *Ce ne sont tout de même pas ceux qui n'ont pas voté en Europe que les traces dévastatrices des Vikings et les petits contes de M. Andersen qui vont arrêter une construction aussi grandiose que celle de la Communauté européenne* », s'exclame M. Patrick Davedjian (RPR).

Même un européen aussi convaincu que M. Alain Lamassouze, porte-parole de l'UDF lors du débat sur le projet de loi constitutionnelle préalable à la ratification, laisse tomber un amer diagnostic : « *Il faut faire un nouveau traité. Ce n'est pas un jugement politique. C'est une constatation juridique* ». Tous partagent au moins la conviction que la décision danoise doit entraîner la suspension immédiate du débat parlementaire en France. « *On ne peut pas demander aux parlementaires de se prononcer sur un texte dont ils ne connaissent pas la version définitive* », note M. Longuet.

### Le temps de la réflexion

Vu de l'opposition, on se serait surtout bien passé de l'annonce prématurée d'une consultation des Français par le voie référendaire sur la ratification du traité de Maastricht. « *Nous allons devoir dissocier dans le référendum ce qui relève du soutien à François Mitterrand de ce qui concerne l'Europe* », avance prudemment M. Longuet, en se refusant de prendre trop tôt position en faveur du « *oui* » ou du « *non* ». « *Je suis partisan de l'Europe, mais l'enjeu est suffisamment important pour que nous prenions le temps de la réflexion* ». Le secrétaire général du PR est en revanche catégorique sur un point : « *Il devra y avoir une consigne de vote de la part de l'opposition. Maastricht est un choix politique, pas un choix de conscience. Il y aura sans doute une ligne majoritaire et une ligne minoritaire, mais nous devons nous prononcer clairement* ».

De consigne de vote, M. André Rossi ne veut pas entendre parler : « *Plus personne aujourd'hui ne peut prétendre s'exprimer au nom de l'UDF sur Maastricht* ». Le député de l'Aisne sait déjà qu'il votera « *deux fois non* : contre Mitterrand et contre Maastricht ». M. de Villiers est tout aussi décidé à ne pas se laisser faire : « *Je n'admet pas une seconde que l'UDF me dise pour qui je dois voter* ».

La campagne pour le référendum est « *une chance de faire entendre sa voix* » que l'animateur du Combat pour les valeurs n'entend pas laisser lui échapper. Et il se refuse par avance aux subtiles distinctions entre Maastricht et la politique intérieure française : « *Lorsqu'une question est posée, celui qui la pose compte autant que la question elle-même* », affirme-t-il. M. Wiltzer se montre beaucoup plus circonspect. « *Il est urgent de réfléchir et d'attendre* » avant de se prononcer sur le référendum, glisse-t-il dans un soupir. Vu de France, le Danemark, petit ou grand, cause assurément de très gros soucis...

PASCALLE ROBERT-DIARD

## A l'Assemblée nationale

### Le premier ministre : « Les Français trancheront »

« *Le vote danois a été une mauvaise nouvelle pour l'Europe* », a affirmé le premier ministre, mercredi 3 juin, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Laurent Fabius sur les conséquences des résultats du référendum organisé au Danemark sur le traité de Maastricht.

« *La construction européenne est une œuvre ambitieuse et difficile* », a déclaré M. Bérégovoy. Le débat sur Maastricht partage beaucoup de formations politiques, certaines plus que d'autres. Et rassemblent, chaque citoyen, chaque représentant du peuple s'est posé des questions. Les Onze devraient se voir bientôt rejoints par d'autres. L'Autriche, la Suède, la Finlande ont sollicité leur adhésion à la Communauté, acceptant le traité de Maastricht dans sa rédaction actuelle. Nous souhaitons que ces adhésions interviennent au plus tôt. La France insistera en ce sens à la réunion prévue à Lisbonne à la fin de ce mois ».

Le premier ministre a réaffirmé que la révision constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht devait aller jusqu'à son terme, « *c'est-à-dire jusqu'au vote par le Congrès, dans les conditions voulues par la Constitution* ». « *Si les conditions ne pouvaient être réunies pour d'aucuns, il appartiendrait au peuple de décider, s'il le jugeait utile, de modifier la procédure de révision constitutionnelle par la voie de la démocratie représentative* », a-t-il ajouté. Mais le ministre a insisté sur le fait que la révision constitutionnelle ne sera pas une question de « *démocratie représentative* » mais une question de « *démocratie directe* ». La façon la plus simple serait le vote d'une loi, mais il y en a une autre, plus solennelle : la consultation du peuple, c'est-à-dire la voie de la démocratie directe. Attribué aux vœux de l'opinion, aux déclarations des partis politiques et des parlementaires, ce matin, conformément à l'article 11, que cette ratification relèverait du vote populaire. Ainsi, chaque formation politique, chaque parlementaire, chaque représentant de l'opinion pourra exprimer son sentiment. Puis les Français trancheront ! »

## La majorité sénatoriale est divisée sur la poursuite de la révision constitutionnelle

Suspendu la veille à la suite de la publication des résultats du référendum danois sur la ratification des accords de Maastricht, le débat sur le projet de loi constitutionnel préalable à la ratification a repris brutalement au Sénat, mercredi 3 juin, avec une intervention de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, qui a tiré pour la France les conséquences de ce vote. M. Dumas, qui s'est engagé à revenir devant les sénateurs mardi 9 juin, après la réunion à Oslo des ministres européens, a estimé que la réforme constitutionnelle pouvait se poursuivre. Cet avis a été partagé par la majorité sénatoriale puisque M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, a estimé, contrairement à la majorité de l'UDF, que le traité de Maastricht était « *désormais caduc* », la procédure de révision doit être interrompue.

« *Une bataille va s'ouvrir, elle en vaudra la peine, je commencerai par trouver que l'existence manquant d'intérêt* », M. Dumas n'a pas rechigné devant les effets oratoires pour dramatiser la discussion sur le projet de loi constitutionnelle. Le ministre des affaires étrangères, en réponse à une question de M. Daniel Hoefel, président du groupe centriste, a réaffirmé avec force la détermination du gouvernement français à poursuivre les travaux engagés.

« *Il faut dire que nous respectons la volonté populaire danoise, mais il est intellectuellement difficile d'admettre que quarante-huit mille ressortissants de l'Europe puissent bloquer de façon durable toute perspective concernant 340 millions, a-t-il indiqué. Il n'est pas interdit d'imaginer que le Danemark rejoine*

de ultérieurement ses partenaires, cette possibilité existe, il faut la laisser ouverte », mais en tout état de cause, « *il doit être clair qu'il n'y aura pas de renégociation du traité, ni de retard pour la ratification* ».

M. Dumas a convenu que le traité de Maastricht « *ne peut entrer en vigueur tel qu'il est* », mais il a aussitôt ajouté qu'il est possible de le faire « *rentrer* » avec seulement onze partenaires, en apportant des « *modifications purement rédactionnelles* », tenant compte « *de la situation nouvelle* ». M. Dumas a ajouté, sous les quolibets des sénateurs du RPR, que le gouvernement proposera des « *ajustements dans le projet de loi de révision constitutionnelle* » et que le débat ouvert au Sénat « *ne perd rien de son intérêt* ».

### Des jours difficiles

L'intervention du ministre a pris un tour encore plus politique lorsque M. Dumas a évoqué la consultation référendaire annoncée au cours du conseil des ministres. « *Ceux qui réclamaient à cor et à cri un référendum seront exaucés, et ils auront peut-être la possibilité d'en avoir deux au lieu d'un* », a-t-il ajouté. « *La saligne du peuple français ne rend que plus nécessaire la révision constitutionnelle. Nous l'achèverons, c'est le vœu de gouvernement* ». « *Union-nous de l'Europe ? Si oui, il sera fait fi d'un accident de parcours qui demeurerait réparable, si c'est oui, c'est à vous de le dire !* », a poursuivi M. Dumas qui a estimé que le camp des européens sortira « *renforcé de l'avant danois* ».

L'abandon du ministre a laissé de marbre M. Jacques Larché, rapporteur du projet de loi constitutionnel, qui a estimé que ses propos étaient « *ambigus* ». « *Le traité de douze n'existe plus, c'est un état de fait, j'espère que vous savez tout ce que vous avez signé* », a ajouté le rapporteur. M. Charles

Pasqua, président du groupe RPR, a abondé dans son sens en estimant que le traité de Maastricht est « *caduc* » et qu'une renégociation serait nécessaire. « *Toute tentative de continuer dans la voie de l'examen de la révision constitutionnelle serait incompréhensible, inconcevable et inadmissible* », a-t-il ajouté. M. Charles Lederman, au nom du groupe communiste, a dénoncé un point de vue identique.

Après une brève suspension de séance, les sénateurs sont convenus de se réunir à nouveau, mardi 9 juin, pour entendre une nouvelle fois M. Dumas qui leur livrera les conclusions de la conférence d'Oslo. Ce nouveau report a été adopté à l'unanimité par la majorité sénatoriale qui voit se profiler devant elle des jours difficiles. Le fossé européen entre l'UDF et le RPR, qui s'était déjà creusé sur le vote et l'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections municipales et européennes, s'élargit en effet sur la question de savoir si l'examen du projet de loi constitutionnel doit ou non se poursuivre. M. Pasqua, qui avait échoué dans sa tentative de séduction des sénateurs UDF sur la question du droit de vote, dispose d'une nouvelle « *et inattendue* » marge de manœuvre.

Au cours de la brève séance de jeudi, MM. Marcel Lucotte, pour les Républicains et indépendants, Ernest Carayon pour le Rassemblement démocratique et européen et Daniel Hoefel pour l'Union centriste ont tous réaffirmé leur volonté d'aller de l'avant. M. Lucotte a souhaité que « *le Sénat ne donne pas l'image d'une assemblée qui voudrait freiner la construction européenne* » et M. Hoefel a souhaité « *ne pas perdre de vue de temps* ». Les prochaines réunions de la concertation sénatoriale risquent donc d'être animées.

GILLES PARIS



# LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE APRÈS LE « NON » DES DANOIS

Les calculs du président de la République

## Le matou et la chauve-souris

M. François Mitterrand, en prenant de l'âge, se compare volontiers au chat qui ne dort jamais que d'un œil. L'image est adéquate aux circonstances. Sa réaction immédiate au « non » danois confirme qu'on n'apprend pas au vieux matou à retomber sur ses pattes.

Ce scénario shakespearien pour l'avenir du traité de Maastricht, le président de la République le pressentait. C'est lui qui avait lancé la conversation sur ce cas de figure au cours de ses entretiens avec M. Helmut Kohl, les 21 et 22 mai, à La Rochelle. A défaut de l'avoir intégré dans son plan de bataille au début du processus enclenché à Maastricht, il s'y préparait depuis plusieurs semaines. Mais personne n'était vraiment dans la confiance de la parade qu'il avait conçue et lui-même ne savait pas encore quel serait le moment le plus opportun pour la révéler.

Le psychodrame provoqué au Sénat par le résultat du référendum danois, dans la nuit de mardi à mercredi, et l'ampleur des réactions passionnées, ont offert à M. Mitterrand l'occasion qu'il attendait pour abriter son jeu et obliger les adversaires des accords de Maastricht à se remettre en position défensive alors qu'ils étaient déjà victorieux. Ils le voyaient déjà englué dans un magma de difficultés nouvelles; il les aspire soudainement dans le piège d'un référendum qui va faire office de broyeur dans les rangs de l'opposition. Le matou s'amuse.

Qui contestera le recours au référendum pour la ratification du traité alors

que, de M. Jacques Chirac à M. Georges Marchais, en passant par M. Michel Rocard, tout le monde ou presque l'a souhaité, à l'exception de M. Valéry Giscard d'Estaing, de M. Simone Veil et des centristes? Qui osera s'y opposer maintenant, en dépit de l'avertissement lancé par le rapporteur de la commission des lois du Sénat, M. Jacques Larché, même s'il s'agit de faire trancher par le peuple souverain un éventuel blocage parlementaire? Ceux qui ont applaudi leurs gouvernements et leurs parlementaires refusent-ils donc aux électeurs français la possibilité de s'exprimer de la même façon sous prétexte que leur vote pourrait être inversé? Le matou jubile.

### L'hypothèse d'un blocage

Il n'y a pourtant rien qui puisse surprendre dans le choix du chef de l'Etat. Cela fait des mois qu'il martèle sa conviction qu'un refus du traité de Maastricht serait « un drame national », que le contenu des accords n'est pas négociable, et qu'il convient de respecter les prérogatives du Parlement sans exclure la possibilité de s'en remettre au jugement du peuple souverain, non seulement pour ratifier le traité après la révision de la Constitution mais aussi dans l'hypothèse d'un blocage de la voie parlementaire. « Si le Parlement retarde la ratification du traité au-delà des limites du raisonnable, dis-je, il y a un mois, j'emploierai pour y mettre fin le moyen que me donne la

Constitution. Il faut que le traité soit ratifié par la France. Je prendrai donc le chemin le plus clair et le plus sûr et ne me laisserai pas égarer. »

M. Mitterrand est passé à l'acte. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et les deux ministres les plus directement concernés par la question européenne, M. Roland Dumas et M. Elisabeth Guigou, n'ont été informés de sa décision que mercredi matin, avant le conseil des ministres. Jusqu'au dernier moment, le président de la République a retenu de sa propre plume le texte de la déclaration rapportée ensuite par le porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy. Le ministre de l'Agriculture, M. Louis Maréchal, qui s'apprêtait à partir en visite officielle en Algérie, a été pris de court par J.-L. L. pour lui faire porter la bonne parole européenne au congrès du Centre national des jeunes agriculteurs. Dès que le texte du traité aura été formellement retouché, « toiletté », à l'orée, le processus reprendra son cours.

Seul le calendrier présidentiel sera irrévocablement modifié. Le référendum de ratification ne pourra pas avoir lieu, au plus tôt, avant le 10 septembre. Le matou, comme d'habitude, prendra son temps. Car la principale leçon que M. Mitterrand tire du « non » danois est qu'il ne faut surtout pas lâcher sur les explications à fournir au pays sur la teneur et le portée du traité de Maastricht. Et cela vaut aussi pour le Parlement. Même si l'annonce d'un éventuel recours au référendum direct prévu par l'article 11 de la Constitution peut

apparaître, au mieux, comme une arme dissuasive, au pire, comme une menace, visant au premier chef la majorité sénatoriale, M. Mitterrand continue de privilégier la procédure parlementaire pour obtenir la réforme constitutionnelle préalable à la ratification.

Au conseil des ministres, il a expressément demandé aux membres du gouvernement de se montrer aussi conciliants que possible avec l'Assemblée nationale et le Sénat pour tout ce qui concerne la question européenne. Il a réaffirmé le souhait de se trouver bientôt en mesure de convoquer le Congrès avec une garantie de succès. Il ne souhaite pas croiser le fer avec l'opposition sur ce terrain-là parce qu'il sait que, de toute façon, l'épreuve de force aura lieu au moment de la campagne référendaire pour la ratification dans laquelle il s'engagera personnellement.

### « Une grosse astuce »

M. Mitterrand sait parfaitement que sous la V<sup>e</sup> République, aucun chef de l'Etat ne peut prétendre organiser un référendum sans être suspecté de rechercher un plébiscite. Il assumera cette faiblesse. Il pense avoir mis de son côté toutes les munitions nécessaires pour soutenir le siège que lui infligera l'opposition. Il a lui-même déployé tout l'arsenal adapté à ce genre de combat durant sa campagne de 1972, lorsqu'il militait pour l'abandon du référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun organisé, par

Georges Pompidou. Il sait qu'on lui retournera les grâces qu'il adressait alors au successeur de Charles de Gaulle à la présidence de la République : « Ce que la chef de l'Etat demande aux Français, c'est d'abord de lui accorder un blanc-seing et, tout à fait secondairement, d'approuver l'entrée dans la Communauté européenne de la Grande-Bretagne. (...) Il est évident que le référendum a un autre objet. Ce qu'on attend le pouvoir n'a que peu de rapport avec la question posée. (...) Les Français refuseront de voir la démocratie française ravivée au niveau d'une grosse astuce », etc.

Le fait d'être bien préparé à l'assaut ne constitue pas une assurance tous risques. En montant en première ligne, M. Mitterrand prêterait le flanc aux accusations de pouvoir personnel qu'il portait lui-même. Il y a vingt ans, contre Georges Pompidou, qu'il décrivait comme « un président chauve-souris » apparaissant, « sous le couvert du système parlementaire conforme à la tradition française (...) comme l'arbitre débonnaire qui protège la nation contre les passions partiales - voyez mes aïeux - tandis que, par la vertu d'une autorité présidentielle puisée aux sources du suffrage universel, il répond au semblable réponse aux exigences (...) de la stabilité et de la continuité politiques - vivent les rats !... » Le matou n'échappera pas, en cas d'insuccès, à sa propre sentence de l'époque : l'échec du référendum serait « le sien ».

ALAIN ROLLAT

## Le risque assumé

Suite de la première page

Pour mettre toutes les chances de son côté, l'Europe, il eût fallu engager plus tôt un combat pédagogique, mener une bataille franche et chercher à créer, au-delà des partis, une véritable dynamique européenne.

Au fait, depuis quand convoquent-on le pays aux urnes pour trancher une question devenue désormais essentielle sur les plans extérieur et intérieur, par une petite phrase lâchée à la fin du communiqué du conseil des ministres? Le jeu ne valait-il pas une adresse au pays plus solennelle, plus forte, moins confinée à la classe politique? On sait, en outre, depuis Michel Crozier, qu'on ne change pas la société par décret; on aurait dû en déduire plus rapidement qu'on ne change pas non plus la nation - au moins le cadre dans lequel elle se meut - par la voie de l'eurocratisme.

M. Mitterrand se plait toujours à laisser ses adversaires se découvrir les premiers. Il n'est pas le meilleur

techniquement, il l'est nerveusement, et possède l'art de placer sa contre-offensive au moment opportun. Il était clair qu'il cherchait à s'ouvrir la voie d'un référendum (le Monde du 18 avril) : il a su attendre que le camp d'en face ait atteint un point suffisant de désagrégation. Sa décision présente en effet pour lui trois avantages.

Le premier consiste à souligner, en ramenant le débat à sa plus simple expression, à savoir : êtes-vous pour ou contre la future Union européenne? Les clivages qui divisent la droite, voire à tenter de les approfondir. La division de l'opposition est pour lui une véritable rente de situation : il entend bien continuer d'en profiter. Le deuxième avantage est évidemment qu'en cas de victoire du « oui », M. Mitterrand sera en bien meilleure posture pour affronter une nouvelle cohabitation, au point que qu'en cas de victoire du « non », il pourra se réclamer du départ avant terme d'un président « rééligible » par un vote populaire.

Le troisième est qu'il laisserait dans l'histoire la marque d'un homme qui a sacré son pays dans l'édifice communautaire, au moment où celui-ci était menacé par des forces centrifuges : ayant fait des progrès de l'Europe la grande idée de son second mandat, il se sentait en parfaite cohérence avec ce « grand dessein ».

### La somme des opposants

Le risque pris n'en est pas moins important. Le référendum est en effet lancé par un président affaibli, usé dans l'opinion qui lui reproche un taux de chômage record, et au moment où certains sont tentés par une levée en masse des paysans contre la nouvelle politique agricole commune. La somme des opposants au traité - coalition hétéroclite s'il en est, mais pour cette raison redoutable - peut parfaitement, surtout si le SRR, écopant de la contrainte de M. Chirac pour tomber dans le giron de MM. Pasqua et Seguin, se range du côté du « non », devenir majoritaire dans le pays. Celui-ci fait certes preuve d'une remarquable stabilité dans ses choix européens : selon l'enquête de la SOFRES pour le Monde et l'IF de Monde du 20 mai) le rapport des

forces entre pro et anti-Maastricht est le même que celui qui s'est manifesté lors du référendum de 1972 organisé pour ratifier l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté (deux tiers pour, un tiers contre).

Mais on retrouve également un pourcentage de Français indécidés ou soucieux d'abstenir, qui recoupe le taux d'abstention de 1972 (près de 40 %). En outre, l'électeur de la droite est plus réticent à l'égard du vote des citoyens européens aux élections municipales, disposition d'ailleurs commodément dénommée par ses adversaires « vote des étrangers ».

Le cheminement du débat est donc lui-même à haut risque : le moindre dérapage peut permettre à M. Pasqua par exemple de focaliser l'attention du pays sur les points litigieux du traité, et surtout peut faire passer une partie non négligeable de l'opposition sur une position hostile, au motif que les arrières-pensées de politique intérieure seraient trop évidentes. Il faut également se souvenir des leçons des derniers scrutins : même si, comme il est probable, la droite se divise gravement, la capacité d'entraînement des grands partis n'est plus ce qu'elle était. Personne n'est donc à l'abri d'une vague de

fond, régressive, désastreuse, mais irrésistible. En tout état de cause, il y aura une campagne électorale, peut-être même, comme le souhaite M. Roland Dumas, une « formidable bataille », dans laquelle vont se trouver face à face d'un côté l'essentiel des socialistes, des gauchistes et des centristes, de l'autre les extrémistes de tout bord auxquels se sont jointes des « sensibilités » non négligeables, gauchistes, chevronnistes, etc.

Quelques semaines plus tard, les mêmes, mais dans un ordre différent, vont se retrouver pour mesurer une bataille législative à leurs yeux tout aussi « formidable ». Croient-ils qu'ils pourront faire comme si de rien n'était, et demander qu'un report des voix communisantes, tel autre un bon report à droite, après s'être opposés sur l'essentiel, puis que l'essentiel est en jeu? Comment justifier alors que le paysage politique reste en l'état, que chacun rentre sagement dans sa case?

### Une majorité européenne?

C'est toute la question de l'après-référendum : cette étape sera-t-elle le premier vrai tremblement de terre de la vie politique française, qui permettrait à une majorité européenne, cohérente sur

le plan idéologique puisqu'il s'agit pour tous de bâtir une Europe libérale, et pour certains de faire qu'elle soit aussi sociale, de prendre corps, face à ce qui apparaît comme une France du ressentiment?

Si un tel schéma paraît encore utopique, car nul ne peut encore prendre la mesure de la course qui mène la droite, il ne serait pas en décalage avec le redoublement du paysage politique européen : chez nos voisins en effet, le système bipartite à l'anglaise recule tandis que se profilent de larges coalitions, en Allemagne où il n'est pas exclu que la CDU et le SPD se rapprochent, en Italie où la sortie de crise passera peut-être par l'introduction du PSD dans une coalition, en Espagne où chacun est conscient que le monopole socialiste n'est pas éternel, etc.

Quoi qu'il en soit ceux qui rêvent pour la France d'un avenir danois, et ceux qui continuent de nourrir l'utopie d'une Europe capable d'éviter à nos nations qu'elles ne retrouvent leurs vieux démons ont désormais rendez-vous avec l'histoire.

JEAN-MARIE COLOMBANI

## Six consultations sous la V<sup>e</sup> République

Le référendum n'est pas une procédure très fréquente en France. Depuis 1789 il n'y a eu que dix-neuf consultations référendaires, dont certaines étaient essentiellement plébiscitaires, ne serait-ce que les sept fois où elles furent utilisées par Napoléon I<sup>er</sup> ou Napoléon III (le Monde du 5 novembre 1988). Dans la plupart des cas ce fut pour soumettre directement au peuple souverain une Constitution ou une modification constitutionnelle, mais le général de Gaulle et Georges Pompidou s'en servirent aussi pour faire approuver d'importants projets de loi.

Sous la V<sup>e</sup> République, et en dehors du référendum qui, le 28 septembre 1958, approuva les nouvelles institutions, il y a eu déjà six consultations référendaires.

○ 8 janvier 1961. - Le général de Gaulle demande aux Français d'approuver son choix de proposer aux Algériens l'autodétermination. Les partisans de l'Algérie française, ainsi que le PC et le PSU qui, eux, souhaitent une négociation immédiate, appellent à voter « non ». Les « oui » l'emportent avec 75,3 % des suffrages exprimés, mais il y a 23,5 % d'abstention.

○ 8 avril 1962. - Il s'agit cette fois d'approuver les accords d'Evian qui, signés avec le FLN, mettent fin à la guerre d'Algérie.

Seuls les défenseurs de l'Algérie française demandent une réponse négative, alors que le PSU appelle à un vote nul. Les « oui » triomphent avec 80,7 % des suffrages exprimés, mais il y a 24,4 % d'abstention.

○ 28 octobre 1962. - Pour modifier la Constitution afin que le président de la République soit désormais élu au suffrage universel direct, le général de Gaulle recuse la voie parlementaire et soumet directement son projet au référendum malgré les critiques de la plupart des juristes. Tous les partis, à l'exception du mouvement gauchiste et des amis de M. Valéry Giscard d'Estaing, appellent à voter « non ». Malgré cela, les « oui » l'emportent avec 61,8 % des suffrages exprimés; il y a 22,8 % d'abstention.

○ 27 avril 1969. - Sa légitimité ayant été mise à mal par les événements de mai 1968, le général de Gaulle souhaite la réécriture de la Constitution, toujours par la seule voie référendaire, afin de régionaliser l'organisation administrative et de réduire le rôle du Sénat. Il prévient que si les « non » l'emportent il abandonnera sa fonction. Les gauchistes sont les seuls à défendre le « oui ». M. Giscard d'Estaing prévenant qu'il ne pourra approuver ce projet. Pour la deuxième fois de l'histoire française, le « non » l'emporte à un

référendum avec 53,2 % des suffrages exprimés; il y a 19,4 % d'abstention. A minuit, le général de Gaulle fait publier un communiqué : « Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. »

○ 23 avril 1972. - Pour ressouder sa majorité à la veille d'élections législatives jugées défaites et gêner l'opposition, Georges Pompidou, alors président de la République, soumet à référendum le projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion à la CEE de la Grande-Bretagne. Tous les partis de droite et du centre, radicaux de toutes obédiences compris, appellent à voter « oui »; le PC est pour le « non »; le PS et le PSU, alors dirigés par M. Michel Rocard, se prononcent pour le refus de vote. Les « oui » triomphent à ce premier référendum européen avec 67,7 % des suffrages exprimés; il y a 39,5 % d'abstention.

○ 6 novembre 1988. - Pour empêcher que soient, dans l'avenir, remis en cause les accords de Matignon, qui ont rétabli le pacte en Nouvelle-Calédonie, M. Rocard, alors premier ministre, obtient de M. François Mitterrand que leur traduction législative soit soumise à référendum. Seul le Front national appelle à voter « non »; le RPR préconise une abstention « motivée et active »; l'UDF, comme la gauche, est pour le « oui ». Celui-ci

l'emporte avec 80 % des suffrages exprimés, mais il y a 62,96 % d'abstention. C'est jusqu'à ce jour la dernière consultation référendaire organisée en France.

### Les projets avortés

L'annonce d'un référendum est aussi, parfois, utilisée par un chef de l'Etat pour se sortir d'une situation délicate. Ainsi le 24 mai 1988, alors que la révolte étudiante paralysait la France, le général de Gaulle décide d'en organiser un le 18 juin, prévenant qu'il quittera l'Elysée si la réponse est négative. Cela ne suffit pas à ramener le calme. Le 30 mai, suit le conseil de son premier ministre, Georges Pompidou. Il y renonce et dissout l'Assemblée nationale. Son message est, cette fois, entendu.

Le 2 juillet 1984, alors que les socialistes sont en train de perdre la guerre scolaire, M. Charles Pasqua fait approuver par le Sénat une motion demandant que soit soumis à référendum le projet sur l'enseignement privé. Le 12 juillet, au cours d'une intervention télévisée, M. Mitterrand explique que, dans son état actuel, la Constitution ne permet pas une telle consultation. Il annonce donc qu'il va soumettre au Parlement une réforme constitutionnelle, et que,

suivant l'article 89 de la Loi fondamentale, une fois que l'Assemblée nationale et le Sénat auront approuvé la révision, celle-ci sera soumise aux suffrages directs des Français. Seulement par deux fois, au cours de l'été, le Sénat met son veto à cette révision, qu'il estime être un « épigone ». Ce référendum sur le référendum ne sera donc jamais organisé.

Le 10 novembre 1991, M. François Mitterrand avait annoncé un référendum pour l'automne 1992. Interrogé sur le CPE, il fait part de son intention de réformer les institutions, notamment pour limiter le mandat présidentiel, améliorer l'indépendance de la justice et accroître le rôle du Parlement. Il déclare : « Il y aura des mesures qui relèveront du référendum, et d'autres mesures qui relèveront du vote parlementaire. Le tout sera soumis au peuple, ou au Parlement, entre les élections régionales et la fin de l'année 1992. »

Toutefois, lorsqu'il avait prévu que la ratification des accords de Maastricht impliquait une révision constitutionnelle préalable, le président de la République avait assuré que les deux réformes ne seraient en rien liées. Deux référendums consécutifs au cours du même trimestre sont-ils sérieusement envisageables?

Th. B.

### « La ratification du traité relèvera du vote populaire » affirme M. Mitterrand

M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, a donné lecture, mercredi 3 juin, des déclarations faites par M. François Mitterrand devant le conseil des ministres après l'échec du référendum danois. « On fera à once ce qui ne sera pas possible à douze », a affirmé le président de la République. La ratification du traité n'est aucunement nécessaire. Les Onze verront très prochainement leur nombre s'accroître par de nouveaux membres qui auront à l'avance accepté les accords de Maastricht. La France insistera à Lisbonne dans ce sens dès la fin de ce mois. Je souhaite que la révision constitutionnelle en France aille à son terme, c'est-à-dire jusqu'au vote du Congrès acquis avec les trois cinquièmes des voix comme le veut la Constitution. Si l'on ne devait pas convoquer le Congrès faute d'en avoir réuni les conditions, il appartenait au peuple de décider. La ratification du traité lui-même relèvera de toute façon du vote populaire. »

○ Sondage : une majorité de Français pour la ratification. - Selon un sondage CSA publié par le Parisien du jeudi 4 juin, la ratification du traité de Maastricht serait approuvée par 69 % des suffrages exprimés; contre 31 %, 42 % des personnes interrogées choisissant l'abstention ou le vote blanc. 78 % des personnes interrogées considèrent l'organisation d'un référendum comme une « très bonne » ou une « assez bonne » chose. Ce sondage a été réalisé le 3 juin auprès d'un échantillon de huit cent huit personnes.







Dès l'ouverture du Sommet de la Terre à Rio

## Les représentants des pays riches défendent leurs efforts en faveur de l'environnement

M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, a ouvert, mercredi 3 juin à Rio-de-Janeiro, le sommet de la Terre, auquel assistent environ 30 000 personnes et auquel prendront part une centaine de chefs d'Etat et de gouvernements. La première journée a surtout donné lieu à des interventions de représentants des pays développés.

RIO-DE-JANEIRO

de notre envoyé spécial

Les préoccupations d'environnement seraient-elles l'apanage des pays riches ? On se le demande de la croix après l'ouverture officielle du Sommet de la Terre, mercredi 3 juin à Rio-de-Janeiro. En cette première journée de conférence, censée mettre en place le décor, sinon d'un affrontement, du moins d'une confrontation Nord-Sud, on n'aura entendu que le Nord. Certes, le premier orateur fut égyptien, mais M. Boutros Boutros-Ghali parlait en tant que secrétaire général de l'ONU, tout comme son compatriote M. Mostapha Tolba, le directeur général du Programme des Nations unies pour l'environnement.

Le second orateur, M. Fernando Collor, eut le souci de parler au nom des pays pauvres, mais il ne pouvait faire oublier qu'il s'adressait à l'assemblée plénière en tant que président du pays hôte, le Brésil, un continent à mi-chemin du développement. Seul le Pakistanais Anwar Khan, porte-parole du groupe des 77, put faire entendre la voix, bien timide, de ceux pour qui le développement reste encore une ligne de fuite à l'horizon. Ni la Chine, ni l'Inde, ni la Russie, ni aucun pays de l'Europe de l'Est n'eut la parole ce premier jour, comme si, symboliquement, on n'avait pas jugé bon de commencer par ceux qui ont d'autres chats à fouetter que la pollution ou la défense du patrimoine naturel.

Donc, ce 3 juin à Rio, on n'entendait pratiquement que la voix des pays industrialisés, qui promettent, la main sur le cœur, d'aider les autres à ne pas polluer comme eux... tout en se félicitant d'avoir atteint un niveau de développement privilégié. Bien sûr, dans les discours à la tribune officielle, on s'est montré bon prince. « L'assistance financière de la Communauté européenne et de ses Etats-membres représente 43 % de l'aide mondiale au développement », a souligné le représentant de la CEE, M. Abel Matutes.

« L'Allemagne est prête à augmenter ses participations finan-



cières, a promis le ministre allemand de l'environnement, M. Klaus Töpfer, et même à fournir des aides complémentaires. Et il a rappelé que son pays avait annulé la dette des plus pauvres à hauteur de 9 milliards de marks.

L'autosatisfaction des Etats-Unis

Même le Japon, qui n'a pourtant pas eu la parole le premier jour, a tenu à faire savoir, lors d'une conférence de presse, qu'il a versé plus de 400 milliards de yens en trois ans, alors qu'il s'était engagé à débours 300 milliards au sommet de la Grande Arche, en 1989. Si les pays industrialisés reconnais-

sent qu'ils ont beaucoup pollué et gaspillé, tous se vantent d'avoir fait récemment de grands progrès. A commencer par les Etats-Unis, dont le représentant, M. William Reilly, directeur de l'Agence de protection de l'environnement, n'a pas hésité à faire ce constat : « La politique environnementale des Etats-Unis a été une grande réussite durant ces vingt dernières années. L'Allemagne affirme qu'elle va réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> de 30 % d'ici à 2005. Même M. Gro Harlem Brundtland, la bouillante présidente de la Commission des Nations unies pour l'environnement et le développement (CNUED), a défendu la position de son pays, la Norvège, qui s'est

déjà imposé une taxe de 20 dollars par baril pour tenter de réduire la consommation de pétrole et donc contribuer à la lutte contre l'effet de serre.

Beaucoup d'autosatisfaction, donc, pour les pays du Nord, aujourd'hui, se préoccupent beaucoup plus de l'environnement à l'Est et au Sud que les « intéressés » eux-mêmes. Mais ils ne veulent pas payer pour y remédier, ou le minimum. « Nous sommes convaincus que chaque pays doit financer lui-même l'essentiel de ses efforts en faveur de l'environnement », a précisé le représentant américain.

Pour lui, « le meilleur résultat de la conférence n'apparaîtra pas à Rio », mais après, lorsque l'esprit de Rio aura soufflé dans les villes et les campagnes, et que la conscience environnementale aura gagné les cœurs. La seule chose que les Etats-Unis ont promis, c'est leur programme d'aide au reboisement, dont ils ont fait leur nouveau cheval de bataille. Pour lutter contre l'effet de serre, le gouvernement américain préfère planter des arbres plutôt que de réduire sa consommation de pétrole.

De cette première journée de conférence, somme toute assez vaine, on retire l'impression que l'environnement a été inscrit au programme sous la pression des pays riches, et seulement d'eux. Les pauvres ont accepté de venir, dans l'espoir qu'il y aura un peu d'argent à prendre, mais ils n'y croient guère.

ROGER CANIS

## Routine onusienne

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Une demi-heure avant l'ouverture officielle, on était encore le goudron de l'espionnage d'entrée sous l'œil vigilant de militaires en armes. Le Rio-Centro était cependant fin prêt, mercredi 3 juin, pour l'inauguration de la conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement. Ce palais des congrès, situé dans une plaine déserte à une trentaine de kilomètres du centre de Rio-de-Janeiro vers le sud, s'étend sur plusieurs milliers de mètres carrés. Depuis sa construction en 1977, il n'avait jamais connu un tel événement.

Cinq mille délégués officiels et représentants des 178 pays participants, presque autant de jour-

nalistes accrédités et plus de deux mille employés ont transformé en petite ville les trois pavillons du Rio-Centro. Aux salles de congrès et des réunions plénières, s'ajoutent plusieurs salons dont l'un comprend la table ronde pour cent vingt personnes qui sera utilisée par les chefs d'Etat lors de leur réunion du 13 juin. Dans une ambiance de bon gris et blanc, seuls le tapis rouge et les drapeaux des pays de l'ONU donnent une note de couleur et de chaleur.

Le deuxième pavillon abrite les bureaux des participants. Douze mètres carrés ont été alloués gracieusement à chaque délégation, les surfaces additionnelles étant vendues aux pays désireux de disposer de plus d'espace. Les Japonais ont loué 800 mètres carrés, un record tout juste égalé par le

Brésil, pays d'accueil, alors que les Etats-Unis, qui tiendront leurs réunions dans l'Hôtel Sheraton, se sont contentés d'un « module » plus modeste. Restaurants japonais ou brésiliens et kiosques à journaux prennent place dans cette enceinte, ainsi que dans le troisième hall qui abrite les services divers, les locaux de la presse et plusieurs boutiques d'artisanat.

Cette ruée, à l'acédie sévèrement contrôlée, a fonctionné sans trop d'accidents pour la première journée, comme si, au bout de quelques heures, chacun avait trouvé ses marques. Malgré les queues aux différents points d'entrée des salons, restaurants et parkings, la routine onusienne semblait, dès le premier jour, avoir triomphé.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

A l'initiative du Comité catholique contre la faim et pour le développement

## Trente mille personnes sont attendues au rassemblement « Terre d'avenir », au Bourget

Trente ans après sa création, à l'initiative de l'épiscopat français, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) organise, au Parc des expositions du Bourget, du vendredi 5 au dimanche 7 juin, le plus grand rassemblement de son histoire, appelé « Terre d'avenir », destiné à remobiliser les Français sur les questions de développement des pays du Sud.

1983, plus de 200 millions de francs, dont 43 millions déjà versés au CCFD. Celui-ci vient de prendre l'initiative d'un autre placement humanitaire sous forme d'une sicaiv monétaire, appelée Euro-Solidarité, gérée par le Crédit lyonnais, le Crédit coopératif et d'autres banques : le revenu du placement est versé pour moitié au souscripteur, pour moitié au CCFD.

450 actions

dans les pays du Sud

Avec un budget de 189 millions de francs à la fin de 1991, servant à financer plus de 450 actions de développement dans des pays du Sud, le CCFD est de loin la plus grosse organisation française non gouvernementale de développement. Plus de 150 de ses partenaires dans le tiers-monde seront représentés au Bourget.

MM. René Valette, président, et Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD, entendent surtout faire de ce rassemblement la démonstration que l'efficacité d'une politique de développement passe par une meilleure coordination de toutes les parties prenantes.

Dans ce but, ils proposeront aux partenaires présents au Bourget la création d'une fondation Terre d'avenir, destinée à multiplier et à amplifier en France toutes les actions d'éducation et de soutien au développement.

H. T.

M. Claude Baehrel  
nouveau secrétaire général  
du CCFD

M. Claude Baehrel vient d'être élu secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement, au remplacement de M. Bernard Holzer, religieux assomptinien, arrivé à la fin de son troisième mandat de trois ans. L'âge de cinquante-trois ans, M. Baehrel prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ingénieur des travaux publics, il a effectué plusieurs missions pour la Banque mondiale et pour le ministère français des affaires étrangères.

## RELIGIONS

Le neuvième voyage du pape en Afrique

## Jean-Paul II devrait prôner la réconciliation des « frères ennemis » angolais

Jean-Paul II était attendu, jeudi 4 juin, à Luanda, capitale de l'Angola, première étape d'une visite pastorale de six jours, qui devrait se poursuivre par une escale de quelques heures à Sao Tom et Principe. C'est le neuvième voyage du souverain pontife en Afrique, depuis 1980.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Les photos du pape Jean-Paul II ornaient depuis plusieurs jours les réverbères de la capitale angolaise. Devant l'hôtel Tropic, sur les hauteurs de la ville, quelques vieux emblèmes du Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA), le parti au pouvoir du président José Eduardo Dos Santos, s'intercalent entre les messages destinés au pape. Peut-être faut-il y voir un peu de malice. Non que le MPLA soit toujours le parti marxiste-léniniste et anticlérical qu'il fut. Mais plutôt parce que des dignitaires de l'UNITA, le parti du « rebelle » Jonas Savimbi, mort de la brousse en septembre dernier, colonisent le Tropic, qui fut, avant l'indépendance, un fleuron de l'hôtellerie angolaise.

La visite du pape coïncide avec le cinquantième anniversaire de l'événement de l'Angola, comme le rap-

pellent de nombreuses affiches collées sur les immeubles délabrés. A quelques jours près, elle célèbre aussi, d'une certaine manière, le premier anniversaire des accords de paix, signés à Estoril, au Portugal, le 31 mai 1991.

Jusqu'à présent, le cessez-le-feu n'a pas été rompu - en dépit d'incidents fréquents, surtout à l'intérieur du pays, entre d'anciens belligérants à la reconquête. Le processus de normalisation suit son cours : les élections législatives et présidentielle, programmées pour les 29 et 30 septembre, mettront un terme à quinze ans d'une guerre civile cruelle, qui aura fait près de 300 000 victimes, et laissé derrière elle 80 000 mutilés et 50 000 orphelins.

L'éclosion d'une trentaine de nouveaux partis, mais surtout la bipolarisation de la scène politique, où s'affrontent maintenant le MPLA et l'UNITA, ont introduit dans la vie quotidienne des Angolais un profond sentiment d'insécurité. L'insécurité quant au résultat des élections de septembre alimente de vives polémiques. Les insultes pleuvent, des deux camps. La rencontre, le 29 mai, entre le président Dos Santos et M. Jonas Savimbi, n'a pas calmé les esprits ni restauré la confiance. Dans ce climat tendu, les évêques angolais ont dénoncé les politiciens, qui empêchent, avec leurs discours « agressifs et provocateurs », la « paix des cœurs » de succéder à la « paix

des armes ». Comme le souhaite l'épiscopat local, Jean-Paul II devrait demander aux « frères ennemis » de baisser le ton, d'arriver à un respect mutuel, de préserver la démocratie et de favoriser le multipartisme, en laissant les petites formations s'exprimer. Les recommandations papales devraient être bien reçues par une population catholique à 55 % et chrétienne à 70 %. Le pape portera son message de paix et d'espoir du nord au sud de l'Angola. Il se rendra à Cabinda, l'enclave pétrolière coincée entre le Zaïre et le Congo, où les mouvements indépendantistes fomentent régulièrement des troubles.

Le problème de l'armée commune

Le pape descendra ensuite vers le sud, à Lubango, ancien lieu de villégiature des colons portugais, et à Namibe, où des fiéls de l'UNITA, dévastés par la guerre. C'est un pays en ruines que Jean-Paul II va visiter. Malgré l'arrêt des combats, les efforts de reconstruction se font toujours attendre. Toutes les énergies sont tendues vers l'échéance de septembre. Pourtant, même dans ce domaine, les retards se sont accumulés au cours des derniers mois. Ainsi, le Conseil national des élections n'a été officiellement créé que le 9 mai. Il faut maintenant procéder à l'enregistrement des Angolais en âge de voter. L'entreprise est difficile du fait du manque d'infrastructures, des communications médiocres et d'une

extension insuffisante de l'administration sur l'ensemble du territoire - y compris dans les zones contrôlées par l'UNITA.

Le problème crucial reste la démobilisation des deux armées et la création d'une seule force angolaise. Selon les accords d'Estoril, cette question devait être impérativement réglée avant la fin du mois d'août. Or, tout qu'il n'en sera rien, compte tenu des retards. La nouvelle armée, dont les effectifs sont censés ne pas dépasser 50 000 hommes, ne sera pas constituée avant les élections. En outre, les armes lourdes n'ont pas toutes été rendues. Les futurs perdants des élections risquent, à l'évidence, d'être tentés d'y recourir.

Dans ce contexte difficile, le message papal de réconciliation prendra d'autant plus d'importance que chacun des deux camps regarde l'Eglise avec les yeux de Chimène. Seule véritable structure nationale, puisqu'elle dispose de ramifications jusque dans les zones les plus reculées du pays, elle représente un atout considérable pour les candidats. Ces derniers auraient d'ailleurs souhaité que l'Eglise prit position dans la campagne électorale. Les évêques s'en sont bien gardés. Loin de tout esprit partisan, ils ont, en revanche, publié un fascicule d'éducation civique, pour inciter leurs ouailles - en toute neutralité - à voter.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## HORS-SERIE

## le nouvel Observateur

# DEMAIN LA TERRE

Jacques-Yves Cousteau et quarante experts font le tour des problèmes de la planète et nous livrent leur diagnostic.

Le Sommet de Rio décidera-t-il d'un nouvel ordre mondial moins désastreux pour la planète ? Quelles sont les réalités du risque ? Entre désastre écologique et naufrage du tiers monde reste-t-il encore un espoir ? Le Sud peut-il se développer sans détruire son environnement ? L'écologie est-elle l'utopie qui sauvera la planète ? Quarante textes inédits pour comprendre les enjeux de Rio.

40 FRANCS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



□ L'Intersyndicale-Justice appelle à la manifestation « *Châlerie* » le 23 juin.  
 □ L'Intersyndicale-Justice, qui réunit les syndicats, magistrats, d'avocats, de greffiers et de fonctionnaires, a annoncé, mardi 19 juin, qu'elle organisait une manifestation « *d'artistes* » afin d'exprimer son « *inquiétude* » au sujet du budget de la justice pour 1993. Dans une lettre adressée au premier ministre, le porte-parole de l'Intersyndicale, M. Yves Roussel, s'interroge sur le « *retard* » des décisions de la commission de la justice au sein du ministère de la Justice et précise : « *La préparation du budget et l'absence de concertation qui y préside ne nous permettent pas de saisir les aspirations des citoyens, de leur expliquer les raisons que nous représentons, et au-delà, de tous les citoyens.* »

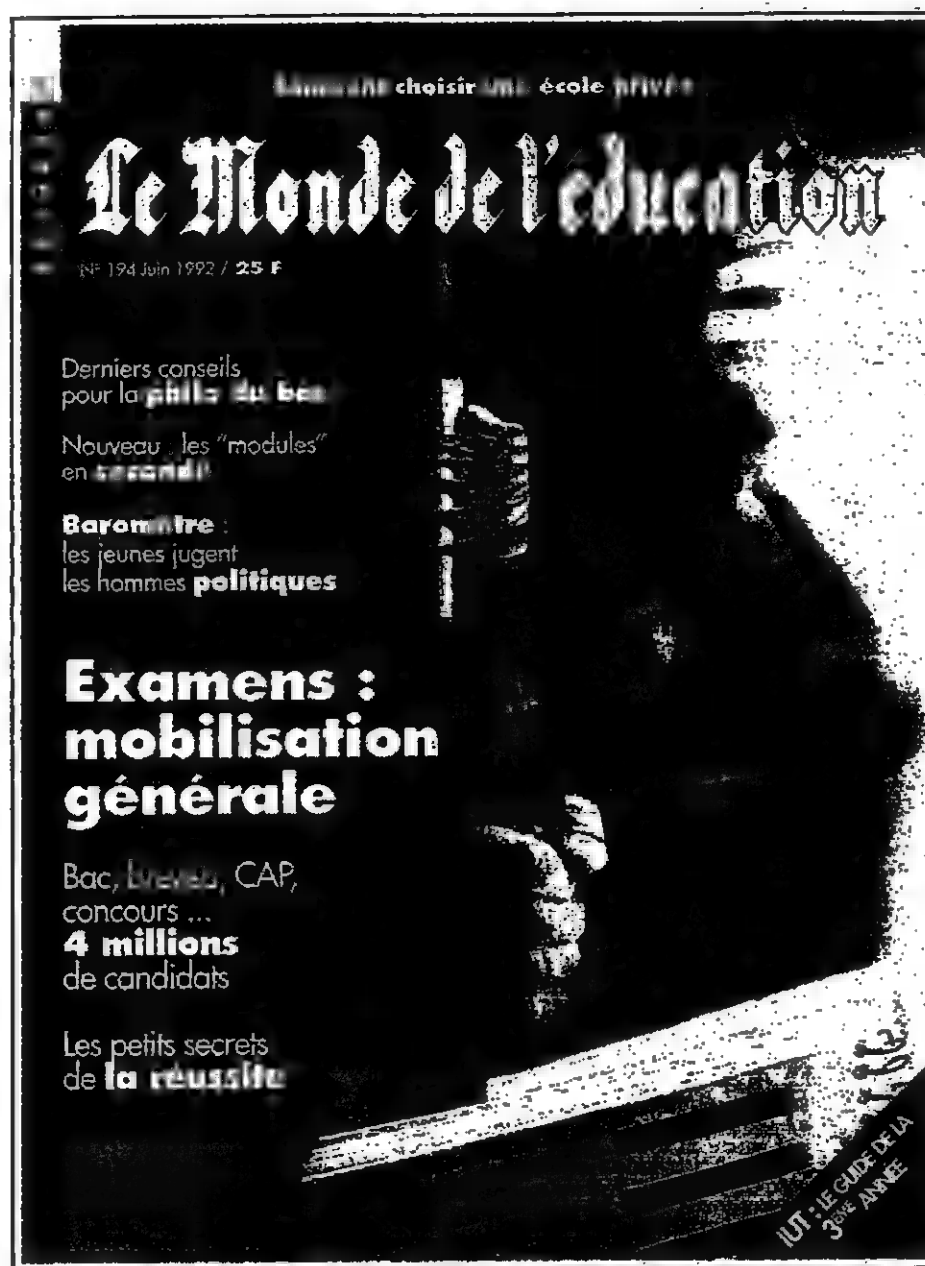


Numéro de juin 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Comment choisir une école privée

Toutes les questions à se poser et à poser  
au chef d'établissement avant d'inscrire son enfant.



### Enquête : Examens, mobilisation générale

Comment sont préparés les sujets. Comment sont recrutés les correcteurs et notées les copies. Comment les quatre millions de candidats et leurs familles vivent cette période. Et aussi les petits secrets de la réussite aux examens.

### Dossier : Bac + 2 : les accès en 3<sup>e</sup> année d'IUT

Avec un diplôme de bac + 2, comment faire une troisième année en IUT ? Le répertoire de 184 formations qui offrent des débouchés professionnels, en association avec des entreprises.

### Spécial bac : L'épreuve de philo

Les derniers conseils avant l'examen, avec les réflexions de deux philosophes - Dominique Lecourt et François Dagognet - sur les notions au programme du bac.



## SOCIÉTÉ

### MÉDECINE

Selon le docteur Jonathan Mann

## 110 millions de personnes seront infectées par le virus du sida en l'an 2000

Si l'on ne met pas immédiatement en place une « nouvelle stratégie globale » de lutte contre le sida, on risque très vite de perdre tout espoir de contrôler l'évolution de la pandémie. Présentant, mercredi 3 juin, les conclusions de son rapport intitulé « Le sida dans le monde 1992 », le docteur Jonathan Mann, directeur du Centre international de recherche sur le sida et directeur du Programme mondial de lutte contre le sida de l'OMS, a souligné qu'aucun pays n'est actuellement en mesure d'arrêter la progression de l'épidémie.

Selon le rapport, le nombre de personnes actuellement séropositives dans le monde est cent fois plus élevé qu'en 1981 (12,9 millions contre 129 000). Le docteur Mann, plus de 75 000 personnes vivant en Europe seraient infectées par le virus du sida en 1991. En cinq ans, le nombre de personnes séropositives aurait triplé, passant de 2,5 millions à 7,5 millions.

D'ici l'an 2000, prévoit le docteur Mann, 24 millions d'adultes et plusieurs millions d'enfants auront développé le sida. Autre 38 et 110 millions de personnes.

plus de 10 millions d'enfants - seront séropositifs. 42 % des cas seront alors répertoriés en Asie. Dans trois ans, on comptera 3,7 millions d'orphelins de parents morts du sida (contre 1,8 million aujourd'hui).

Dénonçant la lenteur des actions mises en œuvre par la communauté internationale, particulièrement les États-Unis, le docteur Mann a mis directement en cause l'Organisation mondiale de la santé, coupable, selon lui, de sous-estimer l'impact de la pandémie de sida. (AFP, UPI)

### Escroquerie à la Sécurité sociale au Mans

## Chères prothèses

### LE MANS

de notre correspondant

Des prothèses à haute valeur ajoutée, des chirurgiens-orthopédistes qui perçoivent une commission de 20 % sur chaque prothèse posée, et un centre de Sécurité sociale qui a dépensé plus de 15 millions de francs en trois ans. Centre névralgique de l'escroquerie qui s'étendait à tout l'ouest de la France : Le Mans. Le gérant de la clinique de prothèses, un docteur, a été condamné à deux ans de prison. Trois chirurgiens-orthopédistes ont été inculpés d'escroquerie.

La société PROLOG s'était spécialisée dans la commercialisation des prothèses de hanche, en l'occurrence, le gérant s'était aussi lancé dans une formule de prospection d'effacement des commissions aux chirurgiens qui choisissent les prothèses de PROLOG. (1) Les prothèses de

hanche étaient pas tarifées par la Sécurité sociale et les remboursements étaient sur présentation de la facture.

D'emblée, la formule séduisit, tout particulièrement des chirurgiens de la clinique du Pré du Mans. Séduction d'autant plus efficace qu'entre-temps le système des commissions a été rebordé : pour éviter les risques, on a mis à l'arrêt la rémunération de travaux de recherche, droits d'invention (brevets), etc.

Le rayon d'action de PROLOG s'étend aujourd'hui à une dizaine de départements : les chirurgiens-orthopédistes seraient concernés dans l'ouest (avant, au total, de treize régions pilonnées). C'est la première prime du Mans qui, il y a quelques mois, a donné l'alerte, en remarquant que les prix pratiqués par PROLOG étaient décidément plus élevés que ceux de la concurrence. Le parquet ouvrirait une enquête et les enquêteurs du Parquet d'Angers découvriront les profondes racines de ces étranges pratiques.

ques. Au total, on estime à plus de 15 millions le montant des commissions versées aux 22 chirurgiens répertoriés aux comptes de PROLOG. En outre, une seule activité aurait rapporté au gérant et à son épouse : la vente de la société (plus de 70 millions de francs) quatre ans, dont la moitié sur la dernière année d'exploitation.

Inculpé d'escroquerie, le docteur M. Patrick Chénier, a été suspendu de son mandat de député. Trois chirurgiens-orthopédistes manchois, exerçant à la clinique du Pré - les docteurs Patrick Vand et Valde, Jean-Claude Maynard et Gilles Gagnier - ont également été inculpés et placés sous contrôle judiciaire après avoir versé une caution. Les 28 autres confrères des inculpés ont été convoqués pour tour inculper.

(1) Un arrêté pris le 6 mars dernier a inscrit ces prothèses au TIPS, le Tarif Interministériel des Prestations Médicales.

## REPÈRES

### ACTION HUMANITAIRE

## M. Jean-Claude Labourdette en mission à Sarajevo

Libéré le 9 avril après vingt mois de détention provisoire à Marseille, l'ex-brigadier-chef Jean-Claude Labourdette, inculpé dans une affaire de trafic d'armes entre la France et le Liban, a été chargé par le ministre de la Santé, M. Michel Kouchner, d'accompagner un convoi humanitaire à Sarajevo. Révoqué de la police le 10 mai par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, M. Jean-Claude Labourdette, ancien chef d'unité de la Gendarmerie de France à Beyrouth, avait été inculpé le 10 février 1990 d'infraction à la législation sur les armes par M. Patrick Ardil, juge d'instruction au tribunal de Marseille (le 24 juillet 1990).

### ASTRONOMIE

## L'énigme du Soleil

Les chercheurs européens viennent, pour la première fois, mettre en évidence de manière irréfutable la production par le Soleil de quantités importantes d'une catégorie de particules élémentaires, les « neutrinos primordiaux », témoins des réactions de fusion thermonucléaire dont cette étoile est le siège. Mais, paradoxalement, cette découverte, qui apporte une preuve directe d'une théorie formulée, voici plus de cinquante ans, pour expliquer le fonctionnement du Soleil et des étoiles, pose finalement plus de questions qu'elle n'en résout.

Si l'expérience GALLEX, menée au cœur des Abruzzes dans le laboratoire souterrain de Gran Sasso (Italie), confirme bien l'existence de ces particules quasi indétectables - elles peuvent traverser

des millions de kilomètres sans interagir avec la matière environnante et les planètes, - elle montre en revanche que les deux tiers seulement des neutrinos attendus arrivent sur Terre. Qu'en est-il donc du reste manquant, d'autant qu'une précédente expérience (SAGE), menée conjointement par les Américains et les Soviétiques, avait eu un déficit en neutrinos plus grand encore ? Encore un peu de patience, les chercheurs pourront trancher en expliquant si ce déficit est la conséquence d'un autre mode de fonctionnement du Soleil ou, au contraire, d'une nouvelle physique des neutrinos qui constituerait une petite révolution.

### CATASTROPHE

## Barbotan : deux nouvelles inculpations

Mme Nicole Bergougnan, juge d'instruction à Auch (Gers), a procédé à deux nouvelles inculpations dans l'affaire de l'incendie de l'établissement thermal de Barbotan à Cazubon (Gers) qui, le 27 juin 1991, avait tué dix-neuf touristes et un employé (le Monde du 28 juin 1991). Il s'agit de MM. Jean-Michel Bergon, patron de l'entreprise, qui effectuait les travaux sur le toit de l'établissement, et de M. Léo Reynal, directeur général des thermes de Barbotan. Ces deux inculpations s'ajoutent à d'un ouvrier qui manipulait du goudron. (Corresp.)

### EDUCATION

## Manifestations pour l'enseignement catholique dans la région lyonnaise

Trois mille personnes à Lyon, mille à Roanne et sept cents à Villefranche : les dirigeants de l'en-

seignement catholique du diocèse du Rhône, qui ont réuni mille participants lors de ces rassemblements organisés les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> juin, ont mobilisé moins du monde que prévu. Le rassemblement n'en a pas moins offensé par le secteur public et le règlement du contentieux avec l'Etat en matière de formation, de statut des enseignants, de rattrapage des élèves. Ils ont réaffirmé leur intention de ne pas « rallier la guerre sociale des valeurs chrétiennes, mais lancé un avertissement au gouvernement. (Corresp.)

## SPORTS

### TENNIS : les Internationaux de France

## Leconte en bourrasque



Roland-Garros a vécu, mercredi 3 juin, un début de soirée fou avec la qualification, avant la nuit, d'Henri Leconte pour les demi-finales. Après avoir été mené deux sets à zéro, le Français a battu le Suédois Niklas Kulti. Il affrontera le vainqueur de la rencontre Andreï Cherkasov-Petr Korda, interrompue par l'obscurité. L'autre demi-finale opposera l'Américain Jim Courier (n° 1), vainqueur du Crosta Goran Ivanisevic (n° 2), à son compatriote Andreï Agassi (n° 11) qui a battu un autre Américain, Pete Sampras (n° 3).

Est-ce la superstition, la concentration du prochain match, ou la révélation de son talent d'exception ? Leconte a été parfait. Henri Leconte regarde sa montre et pense déjà à sa préparation pour la demi-finale. Après trois heures et quarante minutes de match, le joueur français savoure sa victoire à froid. Leconte, le rescapé, celui dont la qualification au quart de finale de Roland-Garros était déjà un miracle, vient de passer à la vitesse supérieure. Il n'a rien revu pas lui-même mais, s'excusant, il ne peut pas exploser maintenant, le public est fabuleux. Je le retrouverai à la coupe Davis. Je pourrai en parler plus tard.

### Répliques

#### Inscusées

Henri Leconte, champion du bord de l'émotion, s'apprête à poursuivre sa trajectoire, l'émotion n'est pas de l'homme sans illusions, parti de rien, d'un coup de chance et d'une volonté. Aujourd'hui en train, multipliant des éliminations, il ne se sent plus en danger.

Les onze premières minutes du match étaient tout compte fait, bien prémonitoires. Onze minutes de vent de midi rouge, cela suffit à Henri pour écrire la un-score qui le laisse ahuri. Dans les tourbillons de poussière, il plonge son adversaire, le fait sauter, l'affaiblit dans un jeu de jeu blanc et de regards ensablés. Les éliminations, le fait pour lui toutes les balles en jeu, il est tout-même étonné. L'as ne commente pas, il joue. Il joue la balle et à chaque coup elle

est gagnante, je n'avais même pas le temps d'élaborer une tactique !

Leconte a charpenté de l'émotion, il a tenu le temps et profité des coups de chance. Le joueur de John McEnroe et de Michael Chang a l'habitude des matches longs et difficiles, il sait qu'il faut tarabuster les grands talents, s'abriter sous les coups fulgurants et imposer un dialogue de balles lourdes, un rythme puissant en fond de court, décourager les ardeurs de l'attaquant en imposant cette sorte d'inertie sourde. Le ton du match est donné. Henri Leconte peut danser au fil, renvoyer des balles le tournoi en allongé, le point est créé et l'imagination remplie d'angles aigus, le Français a en face de lui un bûcheron averti, un solide introverti, placide, robuste, résistant au ras-de-marée au point de faire durer le tie-break du premier set jusqu'à dix points, sans laisser la chance au bon joueur.

C'est-à-dire une balles de set qui se présentent à lui à la différence de Leconte qui en laisse échapper trois. Henri Leconte poursuit son jeu d'homme pressé, avec l'angoisse de l'impatience de celui qui prend la mesure d'un talent retrouvé et qui voudrait que cela dure, craignant d'être déposé. Leconte « break » mais « break » Leconte, trois jeux à trois et 30-30 à 1 h 35 de match lorsque la pluie interromp la partie : l'heure d'attente avant que ne s'efface l'antipathie de celle du set. Et si Leconte allait s'effriter, lui qui a jamais dépassé les 100 km/h, tout au long du tournoi ? N'est-il pas capable de retomber comme à la fin de cette deuxième manche face au Suédois qui, de montées au fil, répond par des coups propres à faire peur à un Français un blanc de genre de bois ? Henri Leconte sauve son jeu, se

reprend et, galvanisé par le public, tente de régler ses attaques entre les auroles de boue et les plaques de poussière. La surface irrégulière lui réussit. Le Français donne des accélérations, puis des balles, des amorces, il croit aux séries : Leconte signe une nouvelle fois des jeux blancs, mais les services de Leconte ne sont pas les services de Leconte.

Le Suédois n'est pas un joueur plus fort et répond par des revers de mains, Henri Leconte déjoue la puissance. On tremble un peu lorsqu'il est contraint à courir en fond de court mais le Français parvient, au plus fort de la pression, à l'arrêt du terrain, mordre l'avant et exploser le court de l'air par ses répliques.

Trois heures de match et la partie n'est toujours pas gagnée. Henri Leconte multiplie les jeux et les services affûtés, tente de faire la logique d'un joueur du jeu marathonnien mais, sur le grand suédois, les volées peuvent aussi le fracasser. Leconte est des « tolles » comme il dit, s'écarter de ses erreurs, ménage le jeu en donnant le meilleur de lui-même, transcendé par l'adversité, il soutient d'un public au bord des larmes. Leconte, Kulti, Kulti, Leconte, les breaks se suivent comme un balancier, même une victoire qu'on ne peut imaginer. Henri Leconte gonfle ses joues : Kulti, impossible, se bat comme un loup et Leconte joue qu'aux limites de la résistance des muscles et des lobs impressionnants. Leconte, surpris par ses coups, s'emporte dans la victoire. Une ivresse que le Français s'est aussitôt débarrassé de. Il a gagné à 22 h 30, une fois la pluie du stade éparpillée, il prenait les derniers forestiers, pour un jogging. Henri, sans doute à l'œuvre gloire.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

## Cherkasov, en solitaire

Que c'est triste un match de tennis sans soleil et sans public ! En cette fin d'après-midi gris et frisquet sur le court numéro un, les coups de Petr Korda et d'Andreï Cherkasov résonnent dans un vide d'autant plus sinistre qu'à quelques mètres, le central trébale des caméras soulevée par les exploits d'Henri Leconte. Ici, une vingtaine de paires de mains applaudissent les rares jolis coups d'une rencontre pas vraiment folichonne, longs échanges de fond de court, éliminés de fautes directes. La lumière d'après-midi blafarde les visages des deux adversaires. Pourtant le Tchèque-slovaque et le Russe ferrailent eux aussi jusqu'à la nuit pour décrocher une place en demi-finales. Las, l'événement est ailleurs. Quand le Central trébale de la victoire de Leconte, les deux hommes vont se coucher en ayant remporté chacun un set.

Étrange vision d'Andreï Cherkasov cognant dans la balle entre chien et loup. Lui qui a fait battre des milliers de cœurs et frapper des milliers de mains en cadence aux deux tours précédents. A l'orée du soir, le tonbeur surprise de Stefan Edberg, et celui, plus logique, de Cédric Pioline, reprend l'humidité. Il est à la peine face à la tête de série numéro 7. Son service est rouillé par l'humidité, son coup droit va de travers. Comme il doit rager de jouer dans l'indifférence.

Non ! A vingt et un ans, Cherkasov ne veut plus du silence. C'est fini de l'anonymat pour ce garçon fiévreux qui joue à sept ans, dans une région enneigée plus friande de hockey sur glace que de tennis. Ufa, sa ville, est proche du massif de l'Oural, la neige recouvre en quasi-permanence la poignée de courts parsemés dans les parcs environnants. Il faut se battre pour s'entraîner sur quatre courts couverts. Ce n'est pas qu'il soit pauvre, Cherkasov, il appartient plutôt à la bonne bourgeoisie locale, son père est architecte. Seulement, il souffre de l'indifférence de sa ville à son égard, quand Moscou n'a d'eux que pour Andreï Chesnokov ou Natalia Zvereva. Aujourd'hui deuxième joueur russe derrière Alexander Volkov, Cherkasov se sent enfant illégitime du tennis national. Devenu professionnel, en 1988, il se bat pour être reconnu. L'été, cette année-là, il rejoint l'équipe de Coupe Davis et participe aux Jeux olympiques de

### Brut

#### et futur

See deux plus beaux souvenirs, il les a vécus entouré de milliers de spectateurs, dans le bruit et la fureur. En 1990, dans le chœur du stade de l'Open des États-Unis, à Flushing Meadow, il élimine successivement Henri Leconte, Michael Chang et Christo van Rensburg avant de tomber sous les coups d'Andreï Agassi, l'ennemi du pays. Huitième de finaliste à Roland-Garros, il remporte six mois plus tard la première victoire de sa carrière à Moscou. Devant 18 000 personnes en délire, il sauve deux balles de match, face à Jakob Hlasek. Porté par la foule, l'homme n'a plus que ses nerfs pour tenir et l'emporte finalement en trois sets, gagnant ses deux manches dans le jeu décisif. Il est troisième mondial. Il est ivre de fatigue, aussi, et enchaîne les défaites. Rétrogradé à la vingt et unième place, un peu plus loin du soleil, le Russe reprend froid. Sa victoire, samedi, contre Stefan Edberg l'a de nouveau réchauffé.

Cherkasov n'a pas le physique-type du joueur de tennis actuel. Il n'est pas très grand et plutôt menu quand les meilleurs sont des colosses ou des interminables serveurs. Il n'a pas de coup exceptionnel au tennis. Un bon coup droit, sans plus. C'est un bageur dont la régularité du fond de court est parfois exaspérante. Ses points forts sont dans sa tête : une épantée rage de vaincre et surtout, une excellente clairvoyance. Comme s'il était lui-même spectateur de son jeu de ses adversaires et les mate en jouant sur leurs points faibles. Cette clairvoyance, le joueur russe l'a donc acquise comme qu'il travaille seul. Séparé depuis peu de son entraîneur, Natalia Rogova, il analyse ses matches en solitaire. Solitaire, il était encore, Andreï Cherkasov, mercredi soir. Il joue comme une âme en peine sans son compagnon le plus cher et le plus précieux : le public.

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Numéro de juin 1992 - 10 F

# De L'URSS à la CEI

CHEZ DE JOURNAUX



## Péché de plaisir

*Sur scène et sur disque, Carter USM prouve que l'esprit des faubourgs de Londres vit encore*

• « De Giselle à Gradiva », une évocation de Pierre Lartigue, le 4 juin, à 20 h 30. Palais de Tokyo, 13, avenue du président-Ninon 75016 Paris.

43 25 70

CHIC

2004

**LA VIE EST  
UN SONGE**

CALENDRIER DE LA SAISON  
1994-1995  
1994-1995

**100 dernières**

200 PELLES  
2000, 2000  
à colorier, en  
un pri



## ARTS

# Equivoques

*Qui fut Gervex? Un naturaliste ou un pompier? Un moderne ou un mondain? Les deux à la fois*

## BORDEAUX


de notre envoyé spécial

En 1906, Henri Gervex, artiste-peintre, commandeur du *Grand* de Sainte-Anne et Russie, *Grand* de l'Ordre royal du Cameroun, *Grand* de l'Ordre du *Grand* Michel et officier de la Légion d'honneur, *Grand* de Saint-Olaf et de Carlos III, *Grand* d'Emile Loubet, président de la République, intime ami de Waldeck-Rousseau, président du Conseil, fut sollicité par l'industriel Dufayel. Celui-ci, nabab et *Grand* de Henri II et *Grand* de la Légion d'honneur pour intérieurs bourgeois, avait fait fortune et acquis un hôtel particulier à Paris. A l'artiste *Grand* de République, radical, et vertueux *Grand* un mafioso, *Grand* un *Grand* allégorique figurent *Les Arts*, Sciences, l'Industrie, l'Agriculture. Ce programme aurait ravi mon-

On ne se mit à l'œuvre en exécutant méthodiquement des dessins pour chaque allégorie. Le piafard défilait, il ne s'arrêta que pour esquisses pour juger du résultat. L'une d'elles fut la suivante : Représentation d'un monde moderne, des hommes en costumes modernes, des femmes en robes aux couleurs vives, l'industrie, elle montre Mercure, le dieu Mercure, dans le péage, ordonne d'une main de moustaches magnifiques, moustaches de canotier 1900. Il est vêtu d'un habit sommaire. Que fait-il ? Il se vole me dans les airs, il se transforme par le caducée, il est transformé pas son aigle en un aigle. Mercure se répète. Rien de tel. Mercure conduit un camion. Enfin, un camion... On ne sait pas exactement puisque, du véhicule, Gervex n'a dessiné que le volant, on voit volant il tire cruciforme et axe cylindrique, celui d'un volant. On ne sait pas non plus la logique de l'incertitude : Mercure pilote un hybride de camion et d'avionmobile. C'est tout naturel.

au même plafond, tapageusement, envoyés en grammes et échantillon un gramophone. O douleur, à regret ! L'hôtel Dufayel n'est plus, le plafond a disparu et nous ne verrons jamais de beaux plafonds et tétraplats dans l'Oratoire moderne. Par bonheur, il reste les dessins pour Dufayel, et quelques autres décors, la mairie de Neuilly — dix-neuvième arrondissement. C'est tout ce que M. Gervex a peint en 1891 le *Mariage civil* et republié — Gambetta et sainte comme un garde suisse aux épous — garde-à-vous — droits et legs doivent être, de la foule, des têtes connues, Gervex évidemment, M<sup>me</sup> Valtressa de la Bigne, sa maîtresse et l'une des plus fameuses demi-mondaines du temps. Elle flirte avec un militaire moustachu — encore. Dernière ce sera le profil de Mistral.

Un peu plus loin, profane et innoble. École Zoja.

Mercure conducteur d'un poids lourd, Henri Gevers et Zola à l'arrière-plan d'une peinture bien-pensante et digne : Henri Gevers est tout entier dans ces incongruités et ces mélanges contre nature, notes bouffonnes de l'algèbre et du calcul, d'un langage d'homme d'État déguisé et le second se désagrége. Un dieu grec camionneur, Manet spectateur des fastes officiels : voici venir le règne de l'équivoque et du comique, les faux, modernes et conventionnels. Voici pourquoi Gevers est le  pour l'exposer à nouveau — parce que son œuvre a valeur d'exemple et de mesure, parce qu'il est le premier à inventer le symptôme d'officialité. L'exposition de Bordeaux, bien faite, érudite, bien accrochée aussi, mérite donc d'être vue, car il faut revoir Gevers pour mieux comprendre, dans la République, ce triomphante.

Son histoire tient en quelques épisodes. Cerverx naît à Paris en

1852. En 1871 il entre aux Beaux-Arts dans l'atelier de l'académicien et maître Chabanel. En 1874, après de la première exposition impressionniste, il montre au Salon *Satyre jouant avec une bachante* (musée de la Ville de Paris) et *Le déjeuner* (musée de la Ville de Paris). Deux ans plus tard, chaleureusement à vue : *Converse* rencontre Manet et Degas. Il peint alors *L'autopsie* et *Théâtre-Dieu*, d'un verisme opposé, puis, l'année suivante, la *Communion* à l'église de la Trinité, et de la *Jeune fille* de type japonais. Le style est simple et habile, les harmonies claires, la construction plaisamment japonisante, les visages et les vêtements adroitement évoqués, sans lourdeur ni exagération. On ne peut cependant pas dire qu'il ait été un grand peintre. Ses œuvres, toutes naturalistes, scènes de mœurs contemporaines, types psychologiques du temps, coquettes, vieux beaux et philosophes de café, de Court et de petites toilettes d'adoration d'homme, les meilleures de Courant assument

## Politique et politesses

Le plus illustre, *Rolla*, « le bon-  
heur de susciter un scandale au Salon. Elle est décrochée pour  
indocilité en raison du tas de  
dépense, d'années jetés au pied du  
lit où dort une jeune femme très  
nue. Nil doute des lars : le peintre  
de *Rolla* est un moderne. Hys-  
mans Pestime, Zola lui accorde son  
amitié et Gervex peint une *Nana*  
en 1880, tableaux perdus qui man-  
quent d'autant plus à l'exposition  
qu'il passe pour avoir été l'un des  
plus audacieux de son auteur.  
Tout, à cette date, n'est que l'ou-  
verture d'un abîme où peintre  
d'après, son style établi, ses réfé-  
rences, espagnols et réalistes,  
déterminés.

Tout paraît clair et tout ■  
brouille. Gervex entreprend un  
tableau d'histoire d'inspiration  
républicaine, un ■ de la nuit  
du ■ qui dénonce le coup d'Etat de  
1852. Un Victor ■ ■  
et bouffi y figure la conscience

... dans une composition pathétique et artistique. Pourquoi ce sujet ? Parce que les amitiés politiques de Gervex l'incitent à devenir le portrait de la République. *Portrait de Waldeck-Rousseau, ministre de Gambetta, le peintre* nous a propagandiste bien-pensant. Il est récompensé par des médailles et des commandes officielles au goût du jour, du *Musée civil* à l'*Allégorie de la Banque*, *travaux de ces années 80*. Dans cette dernière, une jeune femme dépoitraillée nous est un

On peut imaginer le mal : d'autres décors, et plus ou plus ennuyeux, et plus ou moins portraitureux, et des œuvres qui relèvent plus de la diplomatie que de la peinture. En 1896, Gervex est invité à Moscou pour peindre le sacre de Nicolas II, sa contribution à l'inutile alliance franco-russe. Quand il ne s'agit pas de la

politique avec ses pinceaux, Gervex fait des politesses. Il remercie les cardes chics et les dames du monde de l'avoir placé parmi eux au gala de la Préfecture du Pré-Catelan et du Cercle de l'Alsace. Pour

...justifier, les [ ] Gervex le présentent [ ] le Proust [ ] peinture d'alors. Ce aller un peu vite et négliger une différence : la « courtoisie », chez Proust, n'empêche jamais la [ ] Alors que, en crâuté, ou même de figure, passé 1880, Gervex ne fit plus [ ] preuve. Huysmans avait raison, quand il écrivait en 1881, [ ] propos du [ ] mariage civil : « Ni dessin ni [ ] rien, rien; Monsieur Gervex a fini - et je le regrette sincèrement car, après [ ] premières œuvres, j'ai été de ceux qui le soutenaient et croyaient en [ ]

PHILIPPE DAGEN

► **Galerie ■ Beaux-Arts de Bordeaux, Place du Colonel-Raynal, 33000 Bordeaux; tél. : 56-90-91-60. Jusqu'au 30**

**VENTES**

## Secrets d'alambics

Faïences et céramiques pharmaceutiques dispersées • Drouot

instruments d'oculiste romain.  
 vases égyptiens, céramiques in-  
 diziennes au dix-neuvième siècle,  
 comptes d'apothicaire : les 4 et  
 5 jan., à Dromot, l'étude Desmy-Ricquels  
 dispersera la collection de  
 Robert Montagnat. Antiquaire à Paris,  
 ce dernier a décidé de vendre l'en-  
 semble de sa galerie, décor compris,  
 pour 1 038 000 francs. L'acheteur  
 mémorable lui fait dire : « J'assiste à  
 l'union enterrement. Avec un peu de  
 chance, je toucherai l'héritage. » Originaire  
 de Toulouse, il avait douze  
 ans lorsqu'il transforma la buanderie  
 familiale en musée secret : sur les  
 murs, les trophées.  
 L'histoire de son grand-père, des aïds  
 d'oiseau, des coquillages. Endurant à  
 l'institut des sciences politiques de  
 Paris au début du siècle 60, il  
 obtint le diplôme de pharmacien  
 en 1970 et ouvrit officine à  
 sa ville natale, avant de se consacrer  
 à la recherche de céramiques et de curio-  
 sités pharmaceutiques, dans une  
 galerie ouverte en 1981. De passage à  
 Avignon, il va jusqu'à acheter, en  
 1984, les lettres d'une apothicaire  
 du dix-septième siècle, 130  
 pages, pot, 107 tiroirs à plantes  
 (Belladone, Valériane, Quinine,  
 Cannelle).

Flaubert  
personnage en noir,  
de sociétés redigant pour  
d'histoire de la pharmacie  
mote de Delalande -  
du Solu-Campbre - ou  
riches très érudites sur le pota  
aujourd'hui introuvables. Exemple,  
thérique, substance consi-  
dérée comme le premier  
des médicaments de toute la médecine  
au dix-septième siècle. On peut se  
demander si l'opium n'a pas été  
optum n'a pas été

Cette vente est le bilan de dix ans d'expositions personnelles de 1981 à 1991. Elle se divise en deux parties - **les crochets** variant de 400 francs (le crochet de tablier en laiton) à 400 000 francs (les boiseries). Parmi les pièces les plus importantes, les céramiques, **albarelli** à décor polychrome. Les bleus étaient

... pots ■ secrets, comme  
celui-ci, datant de 1545, ■ d'un  
buste d'homme ■ profil (Rouen), ■  
celui-là, d'origine hispano-mauresque,  
■ ■ ■ ■ ■ quatorzième  
cle, ■ palmettes bleu ■ ■ ■ ■ ■  
vœux de bonne santé ■ l'usage de  
■ futur propriétaire. ■ ■ ■ ■ ■  
■ ■ ■ ■ ■ 100 ■ 3000 francs

Au cours de ces dernières années, l'intérêt pour le développement des particularités, le public d'amateurs constitué en 1972, de médecins de chaque fois que quelqu'un a Montagny, et aussi du laboratoires, soucieux de reconnaître leur patrimoine. Il existe même des musées en Allemagne (Heidelberg) et en Suisse (Basle). Finalement, quelques jets à la faculté de Paris, bureaux de l'ordre des médecins, un y'a des nationalités, déclare Robert Montagny.

A 1500 et 2000 francs, des précieux recipients, un ensemble de curiosités aux airs de magie noire ont également disparé : robe de taupe et mâchoire de truie, ongle d'élan, boule de jais, médaillon dans un coffret en talisman, panier de crinoline (entre 1 500 et 3 000 francs), ou, plus prosaïque, une armoire de chambre du dix-neuvième siècle. Ce mobilier de luxe, un argent, est estimé entre 1 000 et 8 000 francs.

**LAURENCE BENAÏM**

# PIANO

★ ★ ★ ★  
PLEYEL 45.61.08.30

**MERCREDI 10 JUIN**  
**ANNÉE**  
**FISCHER**

**REPRODUCTION INTENTIONS**

1987 00 800

LE DÉPÔT DE LA PRÉSENTATION  
DU 1000 000000

THÉÂTRE  
EUROPE

ODEON

DIRECTION  
LEWIS PASQUAL

★

CYCLES  
HISPANIQUE

**LA VIE EST  
UN SONGE**

CALDERÓN DE LA BARCA  
mise en scène  
JOSE LUIS GOMEZ

**10  
dernières**

Production : Odeon-Théâtre de l'Europe.

**UN MEIER, UN BAC**  
Danse, Musique, Théâtre,  
Chant, Patrimoine...

Nouveau à Paris :  
mi-temps scolaire du CM2  
à la 6<sup>e</sup>. Collège sous contrat  
d'association avec l'Etat.

Seconde, 1<sup>ère</sup>, Terminale,  
CINÉ avec encadrement.

Test de présélection  
stage juillet 1992



Académie Internationale de la Danse  
École d'Enseignement Supérieur  
63, rue Kasparsky, 75176 Paris  
Tél. 45 01 92 06

**MUSIQUES DU MONDE**

**THEATRE  
MUSICAL  
DE PARIS  
DE LA VILLE**

**18"** **75"**

**JEUDI 11 JUIN**

**NAGAUTA**

MUSIQUE ORCHESTRALE DE KABUKI

ensemble  
**Ishirō Yoshimura**

**JAPON**

**Offre exceptionnelle jusqu'au 30 juin**

**200 PEUGEOT sélectionnées**  
**205, 309, 405, 605**  
 à enlever, en livraison immédiate  
 au prix de revient

**NEUBAUER**  
 vend et loue des PEUGEOT

- 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.51.34
- 8, rue de 4-Septembre 75002 PARIS ☎ 42.81.51.86
- 28, bd. des Capucines 75006 PARIS ☎ 42.93.93.52
- 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.33.80.00

[illegible]







## Le « non » des Danois à Maastricht et les marchés financiers

■ le plan strictement français,  
■ référendum ■  
■ la chute du ■  
obligatoire ■ du contrat  
■ national ■ MATIF, en recul  
d'un point. L'accès de faiblesse  
■ obligations françaises,  
notamment par rapport aux  
obligations allemandes, explique  
pour ■ bonne part ■  
anormalement forte mercuri de  
■ Bourse ■ Paris (- 1,59 %) en  
comparaison de ■ concours  
européennes, qui ont perdu de  
■ 0,9 ■

■ La Source de Paris a réagi beaucoup plus violemment que ses concurrentes européennes à l'annonce du refus danois de ratifier le traité de Maastricht, ■ le 6 juin. Alors qu'il y a un peu plus d'un mois, le 10 avril, l'indice CAC 40 repassait au-dessus de la barre psychologique des 3 000 points et continuait de s'apprécier pour n'être plus qu'à ■ de son record historique, le « non » danois, associé à l'annonce d'un référendum en France sur la ratification ■ traité de Maastricht, lui ■ perdre 1,59 ■ le ramenant ainsi à 1 892,81 points.

Exponentielle, cette croissance en encore plus sensible en Europe du Sud, où l'on prévoit une progression de 10 % en Italie, 60 % en Espagne sur la période 1991-1994. Avec 2,9 milliards de boîtes-boisson en 1991, 4,35 en 1994, la France est la deuxième, « plus que plus » que celle qui « ont représenté que 1,5 à 2 millions de francs investis les uns dans les autres ». La Ciotat qui nous a « nous » y implanter. « On du de la selle, la ville est située à l'embranchement des deux desservant Paris, l'Espagne, l'Italie, nous ». R. Bégisson, PDG du groupe sandvine.

des feuilles de tôle chez Rhôneal, filiale de son groupe Pechiney ? Malmu au sud de la France (1,5 milliard) et la zone 1 (1,5 milliard) au nord des Alpes (1,3 milliard) et Recklinghausen près de Düsseldorf (1 milliard) en Allemagne. Après La Ciotat, l'envisage de s'implanter en Espagne — en pleine croissance — ou en Italie — en pleine stagnation — l'un des derniers producteurs indépendants.

PLM, les moyens, les que multiples, les prix en entraînant des surcapacités temporaires. Son taux de franchi le 8 l'an dernier.

PIERRE-ANGEL

Ce mouvement d'atomisation a débuté depuis longtemps. Mais ce qui était apparu dans le recensement de 1982, c'était la solitude des femmes âgées, généralement veuves, qui formaient le tiers plus de 75 ans. Aujourd'hui encore, la moitié des

Phénomènes conjugués à ce mouvement : la volonté d'autonomie, malgré la persistance de liens affectifs et de échanges au sein de la famille, le déclin du mariage (la quasi-totalité des solitaires de moins de 35 ans sont des célibataires), enfin la progression de l'homosexualité professionnelle chez certains. Cela a permis à un nombre croissant d'entre elles de vivre seules, célibataires ou divorcées. Elle a permis aussi de marquer aux hommes monoparentaux - en fait aux femmes seules avec enfant - dont le nombre est passé de 658 000 en 1980 à 1 000 000 en 1990. Les couples ne représentent plus que 84 % des ménages avec enfants.

A Forçine, ■■■■■■ était proposée pour une durée de huit mois et devait produire un « effet d'aubaine » qui aurait dû se traduire, estimait-on, par le recrutement ■■■■ 100 000 ■■■■ 30 000 ■■■■ vingt-cinq ■■■■. En réalité, ■■■■ en partie à ■■■■ de la ■■■■ ■■■■ plus tard, ■■■■ ■■■■ jaunes, ■■■■ la moitié l'aurait fait sous ■■■■ ■■■■ durée déterminée, plutôt que sous contrat ■■■■ durée indéterminée.

La tradition aura été soigneusement respectée, et le ministre de l'agriculture et de la forêt honore la présence au congrès du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) qui a lieu du 2 au 4 juin à Joué-les-Tours (Indre-et-Loire).

M. Louis, avant d'en arriver à cet important document, que de caquillages, d'insinuations, de contredires ! En fin de semaine dernière — alors que les milieux paysans tempèrent l'accord récemment signé à Bruxelles sur la politique agricole commune (PAC), — le ministre de l'Agriculture, M. Louis explique que le Gouvernement ne pourra se passer de la réunion du CNJA, mais il doit impérativement décider, dès le 4 juin, au Sommet de la Terre à Rio, il faut que le président du Congrès mondial, M. Chacón, comprenne le Message de l'Union européenne.

Le port de Marseille a été paralysé mercredi 3 juin, à la suite d'une grève des salariés de plusieurs professions portuaires, lancée par la CGT pour protester contre la réforme du statut des dockers et « la dégradation des activités ». Cet arrêt de travail a affecté six catégories de personnels : notamment les marins, les dockers, les douaniers et les ouvriers « à l'otot. Selon la CGT, quatre mille personnes environ étaient en grève. Les responsables de la CGT ont pris conscience que ce qui touche les dockers concerne l'ensemble de la flotte portuaire et maritime », déclare M. Gérard Alezard, secrétaire de la CGT.

Avant même de voir le jour officiellement, la charte des services bancaires de base (CDB) de l'UFC. L'Union fédérale de consommateurs (UFC) part en guerre contre « une charte qui renforce les pratiques d'exclusion dirigées contre les petits clients ».

Mais au fur et à mesure que les négociations approchent de leur phase finale la tension monte.

Un premier projet de texte a pourtant reçu un accord de principe de l'Association française des banques (AFB). Et le gouvernement, par la voix du ministre de l'économie et des finances M. Michel Sapin, a insisté sur la nécessité pour la profession bancaire de déterminer l'offre de services allant au-delà du simple « droit au compte ». Mais les discussions semblent s'achopper sur un éventuel droit « échiquier » dont les banquiers ne veulent pas entendre parler sur la tarification des services.

Lundi 1<sup>er</sup> juin, le ministre du cabinet du ministre de l'Intérieur, M. Mermaz, a rendu à Joux-la-Tour un cours sur la situation en cours. M. Matignon pour le membre du gouvernement le plus en mesure de le remplacer. En outre, le même homme fonctionnaire démissionnaire a été nommé à la veille selon laquelle M. Mermaz est attendu au milieu de M. Mermaz à Alger pour une visite officielle. Or, le lendemain dans l'après-midi, le cabinet du ministre de l'Intérieur officiellement que M. Mermaz se rendra à Alger à partir du mercredi 3 juin, le voyage de M. Mermaz sera précédé de négociations pour l'un des sens, les relations politiques sans que le directeur du cabinet soit mis dans la confidence...

Et mercredi en fin de  
matinée, d'un suspense  
d'un indiscrip-  
tible imbroglio, venue à  
Joué les-Tours annoncée  
pour la matinée du jeudi  
6 juin 9 h 30 et  
11 heures, car il y a sans  
doute dans la capitale  
algérienne en milieu de jour-  
née pour les deux dans  
un avion conduisant au  
fond du

Ébranlé par l'absence de soutien des autres ministres, le gouvernement sonne le réveil. Parmi les jeunes agriculteurs (qui commencent à parler de « dérobade »), le ministre, M. de MM. Mitterrand et Bérégovoy, a donc résigné à faire un turbot crochet auprès des quelques milliers de paysans qui ont encore du cœur au ventre. En passant par Joud-à-Tours, banlieue d'Alger, il sera pour la semaine prochaine.

**FRANÇOIS GROSSE**

La Société Centrale du GAN invite ses actionnaires à se réunir en Assemblée Générale Mixte, ordinaire le :

Vendredi 19 juin 1992 à 10 h 30.  
au **Palais du Congrès** (salle 51)  
2, place de la porte Maillot - 75017 PARIS

Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette Assemblée, de s'y faire représenter par un actionnaire ou par son conjoint, ou par correspondance.

La demande de carte d'admission ou, le cas échéant, le renvoi du  par correspondance  par  
procuration doit s'effectuer :

- pour les propriétaires d'actions nominatives, à la Société Centrale du GAN - Service  
Actionnariat : 2, rue Pillet-Will -  Paris ;
- pour les propriétaires d'actions au porteur, à l'intermédiaire qui assure la gestion de leurs titres.

Le Service Actionnariat se tient à leur disposition pour tout renseignement :  
**Numéro Vert 05.08.16.08 (appel gratuit)**

**GROUPE**  
**gan**

## Le premier groupe européen de bancassurance

**améliorez vos chances  
d'intégrer une grande école  
de commerce grâce à un  
encadrement efficace  
et une discipline de travail  
rigoureuse.**

**Centre Paris 17ème**  
**tél. 42 38 21 21**

**INSTITUTION  
FRILLEY**  
Prépa HEC fondée en 1864



## LOCINDUS

Les actionnaires de la Société se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, le 26 mai 1992, sous la présidence de M. Paul Albert qui a prononcé l'allocation suivante :

Mesdames, Messieurs,

L'objet de l'assemblée est double.

Il s'agit d'abord de l'approbation des comptes et le rapport d'activité de l'exercice 1991. S'ils sont satisfaisants en matière de résultats, ils montrent un ralentissement des opérations nouvelles dû à la loi de finances pour 1991.

Le dividende proposé, 70 F par action, est en augmentation de 4 % sur celui de l'exercice précédent, 67 F. S'il est approuvé, il sera distribué en 1992 sous forme d'attribution d'actions gratuites pour vingt-cinq.

Il s'agit, et c'est le but de l'Assemblée Générale Extraordinaire, de profiter de la possibilité qui nous est offerte par la loi de finances pour 1991, d'élargir l'objet social de notre Société pour lui permettre d'étendre son activité à d'autres modes d'interventions.

Il nous n'est pas, comme d'autres l'ont fait, de transformer LOCINDUS en une société immobilière, nous pensons souhaitable de donner à notre société des moyens diversifiés d'interventions qui se situent dans le domaine du crédit-bail et du crédit, aux entreprises, aux entreprises qui continuent, dans les années à venir, de chercher des financements longs pour le développement de leur immobilier.

Dans cette perspective, votre Société renoncera, sous réserve de l'accord de votre assemblée, à son régime fiscal SICOI, continuera toutefois d'exercer cette activité par une filiale spécialisée (dénommée LOCINDUS SICOI), dont elle détiendra la quasi-totalité du capital. Je vous rappelle à ce sujet que la loi de finances pour 1991 a prorogé, jusqu'au 31 décembre 1995, le régime fiscal SICOI.

Les opérations de crédit-bail immobilier jusqu'à ce jour resteront sous l'actif de LOCINDUS SICOI, modification de leur régime fiscal jusqu'à l'expiration de chaque contrat.

LOCINDUS créera, d'autre part, une filiale d'ingénierie immobilière pour assister les investisseurs immobiliers et ceux des investisseurs institutionnels.

Après ces opérations, LOCINDUS sera organisée ainsi :

1. - Objet social élargi.

2. - Elle aura trois filiales :

- LOCINDUS SICOI ;

- OXIANE ;

EuroLeasing Immobiliario S.A. (constitué depuis 1990 avec la CAIXA de Barcelone).

Ces nouvelles structures devraient nous permettre de développer notre activité dans les années à venir.

Ainsi que vous le savez, notre Société a depuis sa création suivi une politique de distribution de dividendes élevés. La réforme que nous vous proposons ne nous permet pas de modifier cette politique, puisque les nouveaux objectifs n'auront pas d'effet défavorable sur les résultats prévisionnels des prochaines années.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé la modification des statuts de la Société ayant pour effet de transformer le régime SICOI en d'élargir son objet social. Elle a d'autre part approuvé le changement du nom de la société qui sera placé sous le régime d'un Conseil de Surveillance et d'un Directeur.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui suivra le 26 juin 1992, d'un dividende de 70 F par action (sans avoir fiscal), payable le 1er juillet 1992.

Le Conseil de Surveillance qui s'est tenu après les Assemblées Générales a nommé, en qualité de Président, M. Christian Guichard, et a constitué le Directeur de la Société composé de M. Paul Albert, Président, Jean-Pierre Ducrocq, M. Christian Guichard, respectivement Directeur Général et Secrétaire Général de la Société.

## LEGIS Clés de la documentation juridique communautaire

Revue hebdomadaire co-éditée par L'HERMÈS et EURIDOC dont la banque de données juridiques traite et analyse, chaque jour, les textes des organes communautaires. LEGIS classe les documents par 3 index.

Par abonnement et en librairie. 93 F N°.

MEDILIS S.A., rue Séguier 75006 PARIS

Tél : (1) 46 07 70 Fax : (1) 43 25 18



## Vivre à deux une relation de qualité

Le monde change, votre demande aussi. Vous voulez trouver un partenaire réellement compatible avec la vôtre, pour vivre une union stable et harmonieuse.

Pour répondre à votre attente, Ion International conjugue une expérience acquise depuis 1950, une qualité humaine d'écoute et des techniques modernes.

De plus, Ion International renouvelle jusqu'au succès final.

## Ion International

Tél. 45 26 70 85

Pour recevoir une notice complète, faites remplir ce coupon :

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement votre pli contenant votre brochure 24 pages couleur.

M. Mlle \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare - Tél : (1) 45 26 70 85

BORDEAUX (33000) 16, rue Nungesser-et-Coli - Tél : (1) 77 74 96 45

TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Coli - Tél : (1) 77 74 96 45

BRUXELLES (1040) rue Belliard 205 BP 15 - Tél : (02) 230 99 98

GENÈVE (1206) 4, route de Florissant - Tél : (022) 46 84 89

## COMMUNICATION

Les projets du canadien Hollinger

M. Conrad Black intéressé par le marché français le «Daily News» et le groupe Mirror

M. Conrad Black, patron du groupe de presse canadien Hollinger (102 quotidiens et hebdomadaires), invité à Paris par l'Institut Franco-Canada, a confirmé le 3 juin son intérêt pour le marché français. En 1990 et 1991, M. Black avait étudié le lancement d'un nouveau quotidien. Bien que ce projet ait avorté, il n'a pas renoncé à prendre pied en France. Il est resté cependant discret sur ses éventuels projets, se disant seulement «persuadé que des opportunités se présenteront en Europe» qu'il y aura «probablement à faire en France».

Hollinger (10 000 salariés) a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires global de 783 millions de dollars canadiens (3,5 milliards de francs) et un bénéfice net de 11 millions (139 millions de francs).

L'affaire canadienne est également confirmée par son intérêt pour le quotidien populaire new-yorkais «Daily News», l'un des journaux de la chaîne de journaux Sterling Newspapers dans son pays d'origine. M. Black a toujours projeté de bâtir un groupe de presse international financièrement très solide.

Propriétaire du «Grand-Bretagne du Daily Telegraph» - principal tirage, avec plus d'un million d'exemplaires, parmi les «quotidiens de qualité» britanniques - et du «Spectator», Conrad Black s'est intéressé à «Diario 16» en Espagne. Il avait échoué dans son projet de racheter le groupe de presse britannique Mirror Group Newspapers (MGN).

Mort de William Maxwell. - William Maxwell Gaines, fondateur et éditeur du célèbre magazine satirique de bandes dessinées «Mad», est mort, mercredi 3 juin à New York, à l'âge de soixante-dix ans. «Bill» Gaines avait hérité de son père la maison d'édition Educational Comics, rebaptisée Entertainment Comics. D'abord auteur de bandes dessinées d'horreur, il avait créé en 1952 le magazine «Mad», avec Harvey Kurtzman. Vendu sans publicité, «Mad» publiait des satires de bandes dessinées d'horreur. Son succès est tel qu'en 1953 il paraissait huit fois par an et tirait à un million d'exemplaires. «Mad» s'est servi de la bande dessinée pour tourner en dérision la vie politique, le cinéma, le sport et la télévision, et s'est attaché à concurrencer les grands dessinateurs américains. Il a influencé de nombreux auteurs de BD, aux États-Unis comme en Europe.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BIMP Banque Industrielle et Mobilière Privée

SIÈGE SOCIAL A PARIS 8-22, RUE PASQUIER

Au cours de la séance du 27 mai 1992, le Conseil d'Administration de la BIMP, sous la présidence de Monsieur Charles FROIS-SART, a décidé la cooptation, comme Administrateur, de Monsieur Hervé de CARMOY, en remplacement d'un administrateur démissionnaire.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

Au cours de cette assemblée, deux nouveaux administrateurs ont été nommés : Monsieur Cyrille MARESCAL et la Société Mutuelle d'Assurance Vie du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises.

Le résultat net, qui s'est élevé à 87 342 711 F, permet de distribuer un dividende de 40,20 F par action, en augmentation de 3,5 % par rapport à 1990, le capital ayant été au cours du même exercice augmenté de 8 %. Le paiement en sera effectué à compter du 1er juin 1992.

## ÉCONOMIE

Grève du Livre CGT et lourdes pertes d'exploitation

## Les quotidiens lyonnais du groupe Hersant n'ont paru que quatre fois depuis le 23 mai

LYON

de notre bureau régional

Les quotidiens lyonnais et stéphanois du groupe Hersant (le Progrès, Lyon-Matin, Lyon-Figaro, la Tribune-Le Progrès de Saint-Etienne) ont paru presque normalement jeudi 4 juin, après la décision du syndicat du Livre CGT d'interrompre la grève lancée au sein du personnel technique des imprimeries de Lyon-Chassieu et Saint-Etienne. Mais le conflit entre la direction lyonnaise du groupe et le Livre CGT a empêché la parution de ces titres à six reprises depuis le 23 mai.

C'est l'affrontement le plus dur depuis l'été 1985, époque où M. Jean-Charles Lignel était propriétaire du groupe Le Progrès. L'origine du conflit est dans l'arrêt d'exploitation, envisagé par la direction, de l'une des trois usines de Lyon-Chassieu, qui comprend une quinzaine de postes de travail. Le programme de modernisation des imprimeries a envenimé. La direction du groupe a une quête d'économies d'échelle entre le Progrès et Lyon-Matin, en raison de fortes pertes d'exploitation et d'un endettement très lourd.

Le 3 juin, une réunion de conciliation entre la direction et le Livre CGT, organisée à Paris sous les auspices du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), a échoué. Le lendemain, au cours d'une réunion du comité central d'entreprise du Progrès à Lyon-Chassieu, le Livre CGT a estimé avoir obtenu suffisamment de garanties pour appeler à la reprise du travail : report de

## EN BREF

UNEDIC : ouverture des négociations le 15 juin. - Rendus à la fin de l'année 1992, le régime d'assurance-chômage (20 milliards à la fin de 1992), les négociations entre les partenaires sociaux pionnières de l'UNEDIC vont s'ouvrir le 15 juin. Trois autres séances, au moins, sont prévues, les 19 et 21 juin ainsi que le 3 juillet.

Stagnation persistante du marché français de l'automobile. - Selon les chiffres provisoires publiés par le Comité des constructeurs français (CCFA), les immatriculations de voitures neuves ont progressé, à jours ouvrables comparables, de 2,7 % en mai 1992 par rapport à mai 1991 pour s'établir à 130 900. Mais en chiffres bruts, les immatriculations ont baissé de 2,7 %.

Sur les cinq premiers mois de 1992, les immatriculations de voitures particulières ont approché les 851 100 unités (- 1 % par rapport à la même période de 1991). La pénétration des marques françaises se situe au-dessus des étrangères et a atteint 61,3 % en mai et 60,8 % pour les cinq premiers mois de 1992, au lieu de 50 % en mai 1991 et 38,8 % sur la période janvier-mai de 1991. Depuis le début de l'année, Renault s'est adjoint 30,1 % du marché français avec 256 400 unités (-14,9 %) et PSA, 30,6 % (Peugeot : 166 000 unités et Citroën 94 800).

Rectificatif. - C'est par erreur que nous avons écrit, à propos de la reconstruction du matériel des camions ZIL (le Monde du 3 juin), que l'Union européenne était la filiale du groupe CIC. L'Union européenne CIC est en fait la maison mère du groupe CIC, fruit de la fusion de la compagnie financière de CIC et de la Banque de l'Union européenne.

l'examen d'un plan social ; négociation, poste par poste, d'un nouveau plan ; trente départs en préretraite, à l'initiative du Fonds national pour l'emploi (FNE) ; application entre septembre 1992 et octobre 1993 ; négociations sur une nouvelle répartition des tâches ; les ateliers devront avoir abouti avant le 30 juin.

Pour sa part, le syndicat du Livre CGT - présent de façon minoritaire dans les imprimeries du Progrès - a refusé le conflit dès le 28 mai. Il semble toutefois avoir fait cause commune avec la CGT, lors du comité central d'entreprise

du 3 juin, pour émettre un vote de principe, à bulletin secret, contre l'ouverture des démarches administratives du FNE.

Le conflit a coûté cher aux quotidiens lyonnais en les privant de recettes de vente et de recettes publicitaires, à l'approche de la Fête des mères. Dans une aux locaux, le 28 mai, lors de la précédente réunion, le Progrès avait souligné qu'il recherche des économies indispensables à sa vie.

GÉRARD BUÉTAS

## INDICATEURS

### ALLEMAGNE

● Croissance : hausse du PNB estimée à 3 % pour 1993. - Le (PNB) produit national brut pourrait augmenter en termes réels de 3 % en 1993 contre un peu plus de 2 % en 1992, selon les estimations du ministère allemand de l'économie. La progression s'élèverait à 11 % dans l'ex-RDA et 2,5 % dans la partie ouest de l'Allemagne.

### ÉTATS-UNIS

● Marché du travail : 2,2 millions d'emplois perdus en huit mois. - L'économie américaine a perdu 2,2 millions d'emplois entre juin 1990 - début de la stagnation de l'économie - et janvier 1992, selon les statistiques publiées mercredi 3 juin par le département du travail. Un chiffre nettement supérieur aux précédentes estimations, qui faisaient état d'une perte de 1,68 million d'emplois.

● Commandes industrielles : + 1 % en avril. - Les commandes passées aux industries américaines ont enregistré une hausse de 1 % en avril par rapport au mois précédent, a indiqué mercredi 3 juin le département du commerce. Cette quatrième hausse mensuelle consécutive s'explique surtout par la hausse de 20,4 % des achats d'équipements militaires et l'augmentation de 5,9 % des commandes de matériel de transport.

### SUISSE

● Produit intérieur brut : - 0,9 % au premier trimestre. - Le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une baisse de 0,9 % au premier trimestre 1992 par rapport au dernier trimestre 1991, a annoncé mercredi 3 juin l'Office fédéral des questions conjoncturelles. Le PIB avait baissé de 0,5 % en 1991 par rapport à 1990. L'office table pour 1992 sur une croissance économique annuelle comprise entre 0,5 % et 0,8 %.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGÈRE 75001 PARIS CEDEX 18  
Tél : (1) 40-85-25-26  
Télécopieur : (1) 40-85-28-89  
Télax : 208.808F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél : (1) 40-85-25-26  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10  
Télax : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Date de la société : 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Éditions, M. Jacques Lacombe, gérant.

Imprimé en France par la Société d'Édition du Monde, 12, rue M. Gershwin 94852 IVRY CEDEX 18

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Reproductions sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-28-89

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lacombe, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avry 75002 PARIS CEDEX 12  
Tél : (1) 46-62-72-73  
Télax MONDUPUB 634 128 F  
Télax : 46-62-99-71 - Société Rôle de la BNP, Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composée 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél : (1) 40-85-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse effectués ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris 18 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Abonnés de notre Groupe se sentent nous avons l'ambition de participer



## Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire du 2 juin 1992.

**"Actionnaires de TOTAL,  
votre Groupe se situe désormais parmi les sociétés pétrolières les plus performantes.  
Nous avons l'ambition de poursuivre son développement et la volonté de vous y faire  
participer"** Le Président, Serge Tchuruk.

Réunie le 2 juin 1992, la présidence M. Serge Tchuruk, Président-Directeur Général, l'Assemblée Générale Ordinaire de TOTAL a adopté les résolutions qui lui étaient proposées. En particulier, les comptes de l'exercice 1991 ont été approuvés, et il a été décidé la mise en paiement le 17 juin 1992 d'un dividende de 7 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 3,50 F par action. Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé les quatre résolutions qui lui ont été soumises.

### ALLOCUTION DU PRÉSIDENT.

Madame, Monsieur, cher actionnaire,

Je voudrais tout d'abord vous remercier d'être venus nombreux à notre Assemblée Générale, témoignant ainsi de l'intérêt que vous prenez à la marche de votre Groupe. Il m'est d'autant plus agréable de vous accueillir que TOTAL a confirmé en 1991 les bonnes performances qu'il avait enregistrées en 1990.

Le résultat net du Groupe atteint en effet 5,8 GF en 1991, en hausse de 43 % par rapport à l'année précédente. Compte tenu de l'augmentation de 15 % du nombre d'actions émises, et des opérations réalisées sur l'OPF et Hutchinson et de l'augmentation du capital en numéraire intervenue en octobre 1991, le bénéfice net par action s'inscrit en hausse de 24 %. J'ai donc proposé au Conseil d'Administration d'augmenter le dividende par action, pour la seconde année consécutive, portant à 7,57 F, après division par quatre du titre, à 7 F, soit une hausse de 21,7 %. En deux ans, l'augmentation du dividende a été ainsi de +40 %.

L'année 1991 a été marquée à tous égards par une évolution très satisfaisante des résultats et des ratios financiers de votre Groupe. En particulier, la rentabilité des fonds propres atteint un niveau de près de 15 % et le ratio de dettes nettes sur fonds propres fait de TOTAL l'un des groupes pétroliers les moins endettés. Le dynamisme de ses équipes, les gains de productivité réalisés dans tous les secteurs à la faveur de la nouvelle organisation mise en place, un accroissement des productions d'hydrocarbures, une conjoncture pétrolière favorable au niveau des marges de raffinage, sont les principaux facteurs explicatifs de cette progression.

DONNÉES FINANCIÈRES	1991	1990
Chiffre d'affaires	143 019	128 445
Résultat opérationnel des secteurs d'activités	10 332	7 936
Résultat (part du Groupe)	5 810	4 064
Résultat par action*	110	89
Résultat par ADS** (US \$)	2,65	2,18
Dividende par action (F/action)*	28	23
Capitaux propres	427 44	33 124
Dettes nettes/Fonds propres	25 %	36 %
Rentabilité des Fonds Propres	14,9 %	14,3 %
Marge brute d'autofinancement	13 654	11 533
Investissements bruts	15 321	20 060

\* Avant impôt sur les sociétés, calculé le 10 février 1992.

\*\* Pour 1990, calculé pour faciliter la comparaison avec l'ADS (American Depositary Share) et l'ADN (American Depositary Note).

Les premiers éléments disponibles concernant l'exercice 1992 marquent toutefois une inflexion des résultats dans le secteur du raffinage, conséquence de la stagnation économique dans les grands pays industrialisés. Les résultats publiés par des grandes compagnies pétrolières début 1992 accusent ainsi tous, à des degrés divers, un infléchissement de cela, de façon d'autant plus marquée, que le premier trimestre 1991 avait connu des marges élevées du fait des tensions issues de la guerre du Golfe. Dans ce contexte conjoncturel peu porteur, il faut se réjouir de ce que votre Groupe ait de nouveau confirmé sa bonne compétitivité d'ensemble, en continuant d'élargir ses positions de marché dans la distribution, notamment en Europe, et en enregistrant de remarquables progrès à l'amont de son activité par un accroissement de sa production d'hydrocarbures.

La relative volatilité de la conjoncture pétrolière démontre également l'intérêt pour le Groupe de disposer d'un pôle chimique de spécialités de dimension internationale, moins exposé aux fluctuations des prix pétroliers et aux cycles pluri-annuels de la chimie de base.

Sur la lancée de 1991, le début de l'année 1992 reste riche en développements importants pour TOTAL : confirmation des perspectives de croissance de la production de brut et de produits hors Moyen-Orient à 50 % à horizon de cinq ans avec doublement à dix ans ; accroissement du portefeuille de chimie de spécialités par acquisition dans les encres en Italie et dans les résines de synthèse en Allemagne ; élargissement de notre assise internationale en Europe du Sud, région à forte croissance, avec la prise d'intérêt dans Petrogal, le groupe pétrolier portugais que le gouvernement de ce pays a décidé de privatiser.

Parallèlement, votre Groupe poursuit une action intensive dans le domaine de la protection de l'environnement. Ainsi, dans le cadre de la distribution, ont été récemment introduits de nouveaux produits : carburant oxygéné pour réduire les émissions polluantes, gazole désulfuré sans odeur, lubrifiants à emballage recyclable. Mais, sur un tel sujet, il importait que votre société fasse connaître clairement son éthique. Une charte pour la sécurité et l'environnement, définissant les responsabilités de l'entreprise collectivement, mais aussi de chacun de ses collaborateurs, a été rendue publique. Elle vous est remise aujourd'hui en témoignage de son engagement.

Je ne saurais terminer ce tour d'horizon des événements récents sans évoquer deux événements importants d'actualité immédiate pour la vie du Groupe.

S'agissant du premier, nous saluons aujourd'hui le départ du Conseil de M. René Granier de Lilliac, Président d'Honneur et le départ prochain du Directeur Général, M. Pierre Vailland. M. René Granier de Lilliac, dont le mandat d'administrateur est venu à échéance, quitte en effet un Conseil où il a siégé un peu plus de 20 ans. Je voudrais rendre hommage à l'œuvre qu'il a accomplie en tant que Président de la société de 1971 à 1984. Votre Conseil propose de nommer en remplacement M. René Granier de Lilliac, M. Bernard Esambert, Président-Directeur Général de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild. M. Pierre Vailland a pour sa part consacré une large part de sa carrière à TOTAL où il est entré en 1968. Il est actuellement pressenti pour prendre la direction de la société Technip. Les qualités professionnelles et humaines reconnues qui sont les siennes bénéficieront, j'en suis sûr, à Technip comme à TOTAL jusqu'ici.

Le second événement d'actualité concerne le désengagement envisagé de l'Etat français du capital TOTAL. A cet égard, il convient de rappeler que TOTAL a toujours été une entreprise privée, gérée comme telle depuis sa création. La décision du gouvernement français, prise le 15 mai dernier, de réduire à 15 % la participation du secteur public dans TOTAL, dont il détient actuellement 34 %, l'Etat français en direct 5 % du capital, fait logiquement évoluer la situation dont l'origine remonte à plusieurs décennies, dans un contexte pétrolier très différent de celui d'aujourd'hui. La décision du gouvernement de favoriser le développement du Groupe par son dynamisme industriel, tout en préservant sa contribution à l'indépendance énergétique et la sécurité des approvisionnements de notre pays.

Sur le plan juridique, selon les termes des conventions de 1924 et de 1930 liant TOTAL à l'Etat, rien ne s'oppose à des cessions en dehors du secteur public des actions détenues par l'Etat. Il convient cependant d'adapter les dispositions de TOTAL de manière à appliquer, à la cession par l'Etat de ces actions, les principes et modalités applicables à la cession de droits de souscription qui seuls sont prévus actuellement par les statuts. Tel est l'objet de la quatrième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire, soumise à votre approbation. Le vote de cette résolution permettra également au Conseil d'intervenir sur le choix des tiers acquéreurs et donnant son agrément.

Il me faut conclure. TOTAL, au-delà des variations de conjoncture, affiche des éléments fondamentaux réellement positifs : sa rentabilité situe désormais votre Groupe parmi les sociétés pétrolières les plus performantes. Son redéploiement a consolidé ses positions industrielles. Sa situation financière est solide. Nous sommes ambitieux et agissons avec détermination en vue de faire de TOTAL un groupe de toute première importance à l'échelle mondiale, avec la volonté de faire pleinement participer ses actionnaires à son développement.

Une volonté consciente, méthodique d'aller de l'avant anime toutes nos équipes. Je vous remercie, Madame, Monsieur et cher actionnaire, de participer à la construction de cet avenir.

Le "Rapport Annuel 1991 TOTAL" et la synthèse de la discussion sont disponibles sur demande à la Direction de la Communication, Tour TOTAL, 24 rue Michélet cedex 47, 92069 Paris La Défense.



ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD







## BOURSE DU 4 JUIN

Cours relevés à 10 h 30

Règlement mensuel

Compan- ies	VALUES	Cross points	Prema- ries	Domes- tic	%	Compan- ies	VALUES	Cross points	Prema- ries	Domes- tic	%	Compan- ies	VALUES	Cross points	Prema- ries	Domes- tic	%	Compan- ies	VALUES	Cross points	Prema- ries	Domes- tic	%	
4770	CAL SW	4631	4631	4631		210	San. Motors	222	227	228	228	210	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	210	San. Motors	222	227	228	228
916	B.A.P. T.P.	826	826	826		211	San. Motors	222	227	228	228	211	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	211	San. Motors	222	227	228	228
1009	Cal. Edison T.P.	900	900	900		212	San. Motors	222	227	228	228	212	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	212	San. Motors	222	227	228	228
1178	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		213	San. Motors	222	227	228	228	213	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	213	San. Motors	222	227	228	228
1179	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		214	San. Motors	222	227	228	228	214	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	214	San. Motors	222	227	228	228
1200	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		215	San. Motors	222	227	228	228	215	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	215	San. Motors	222	227	228	228
1201	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		216	San. Motors	222	227	228	228	216	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	216	San. Motors	222	227	228	228
1202	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		217	San. Motors	222	227	228	228	217	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	217	San. Motors	222	227	228	228
1203	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		218	San. Motors	222	227	228	228	218	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	218	San. Motors	222	227	228	228
1204	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		219	San. Motors	222	227	228	228	219	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	219	San. Motors	222	227	228	228
1205	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		220	San. Motors	222	227	228	228	220	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	220	San. Motors	222	227	228	228
1206	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		221	San. Motors	222	227	228	228	221	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	221	San. Motors	222	227	228	228
1207	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		222	San. Motors	222	227	228	228	222	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	222	San. Motors	222	227	228	228
1208	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		223	San. Motors	222	227	228	228	223	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	223	San. Motors	222	227	228	228
1209	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		224	San. Motors	222	227	228	228	224	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	224	San. Motors	222	227	228	228
1210	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		225	San. Motors	222	227	228	228	225	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	225	San. Motors	222	227	228	228
1211	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		226	San. Motors	222	227	228	228	226	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	226	San. Motors	222	227	228	228
1212	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		227	San. Motors	222	227	228	228	227	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	227	San. Motors	222	227	228	228
1213	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		228	San. Motors	222	227	228	228	228	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	228	San. Motors	222	227	228	228
1214	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		229	San. Motors	222	227	228	228	229	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	229	San. Motors	222	227	228	228
1215	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		230	San. Motors	222	227	228	228	230	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	230	San. Motors	222	227	228	228
1216	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		231	San. Motors	222	227	228	228	231	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	231	San. Motors	222	227	228	228
1217	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		232	San. Motors	222	227	228	228	232	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	232	San. Motors	222	227	228	228
1218	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		233	San. Motors	222	227	228	228	233	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	233	San. Motors	222	227	228	228
1219	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		234	San. Motors	222	227	228	228	234	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	234	San. Motors	222	227	228	228
1220	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		235	San. Motors	222	227	228	228	235	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	235	San. Motors	222	227	228	228
1221	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		236	San. Motors	222	227	228	228	236	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	236	San. Motors	222	227	228	228
1222	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		237	San. Motors	222	227	228	228	237	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	237	San. Motors	222	227	228	228
1223	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		238	San. Motors	222	227	228	228	238	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	238	San. Motors	222	227	228	228
1224	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		239	San. Motors	222	227	228	228	239	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	239	San. Motors	222	227	228	228
1225	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		240	San. Motors	222	227	228	228	240	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	240	San. Motors	222	227	228	228
1226	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		241	San. Motors	222	227	228	228	241	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	241	San. Motors	222	227	228	228
1227	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		242	San. Motors	222	227	228	228	242	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	242	San. Motors	222	227	228	228
1228	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		243	San. Motors	222	227	228	228	243	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	243	San. Motors	222	227	228	228
1229	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		244	San. Motors	222	227	228	228	244	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	244	San. Motors	222	227	228	228
1230	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		245	San. Motors	222	227	228	228	245	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	245	San. Motors	222	227	228	228
1231	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		246	San. Motors	222	227	228	228	246	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	246	San. Motors	222	227	228	228
1232	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		247	San. Motors	222	227	228	228	247	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	247	San. Motors	222	227	228	228
1233	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		248	San. Motors	222	227	228	228	248	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	248	San. Motors	222	227	228	228
1234	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		249	San. Motors	222	227	228	228	249	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	249	San. Motors	222	227	228	228
1235	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		250	San. Motors	222	227	228	228	250	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	250	San. Motors	222	227	228	228
1236	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		251	San. Motors	222	227	228	228	251	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	251	San. Motors	222	227	228	228
1237	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		252	San. Motors	222	227	228	228	252	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	252	San. Motors	222	227	228	228
1238	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		253	San. Motors	222	227	228	228	253	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	253	San. Motors	222	227	228	228
1239	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		254	San. Motors	222	227	228	228	254	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	254	San. Motors	222	227	228	228
1240	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		255	San. Motors	222	227	228	228	255	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	255	San. Motors	222	227	228	228
1241	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		256	San. Motors	222	227	228	228	256	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	256	San. Motors	222	227	228	228
1242	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		257	San. Motors	222	227	228	228	257	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	257	San. Motors	222	227	228	228
1243	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		258	San. Motors	222	227	228	228	258	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	258	San. Motors	222	227	228	228
1244	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		259	San. Motors	222	227	228	228	259	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	259	San. Motors	222	227	228	228
1245	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		260	San. Motors	222	227	228	228	260	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	260	San. Motors	222	227	228	228
1246	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		261	San. Motors	222	227	228	228	261	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	261	San. Motors	222	227	228	228
1247	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		262	San. Motors	222	227	228	228	262	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	262	San. Motors	222	227	228	228
1248	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		263	San. Motors	222	227	228	228	263	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	263	San. Motors	222	227	228	228
1249	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		264	San. Motors	222	227	228	228	264	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	264	San. Motors	222	227	228	228
1250	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		265	San. Motors	222	227	228	228	265	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	265	San. Motors	222	227	228	228
1251	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		266	San. Motors	222	227	228	228	266	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	266	San. Motors	222	227	228	228
1252	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		267	San. Motors	222	227	228	228	267	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	267	San. Motors	222	227	228	228
1253	Cal. Edison T.P.	1786	1786	1786		268	San. Motors	222	227	228	228	268	San. Motors	222	227	228	228	+ 1	268	San. Motors	222	227	228	228
1254																								

**COMPTANT** (reflected)

**SICAV** (collection)

3/6

[illegible]

a : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demande - e : prix précédent - m : marché continu



## AGENDA

## Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée, mercredi 3 juin 1992. À l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

■ **Zone d'attente des ports et des aéroports** (Le Monde du 4 juin.)

■ **Colombophilie** — Le ministre de l'Intérieur et de la Justice a présenté un projet de loi relatif à la colombophilie.

La colombophilie n'est pratiquement plus un sport qu'une activité de loisir. Il est donc possible d'alléger sensiblement les obligations imposées aux possesseurs de pigeons voyageurs. Ces personnes n'auront plus à souscrire une déclaration préalable auprès du préfet. Celui-ci ne

pourra plus prononcer la fermeture des colombiers. Cependant, les associations de pigeons voyageurs devront continuer d'appartenir à une association colombophile affiliée à une fédération nationale. Les prérogatives de cette fédération sont allégées.

■ **réponses judiciaires** — **délinquance urbaine** (Le Monde du 4 juin, et lire page 11.)

■ **La distribution française dans la compétition européenne** — Le ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie a présenté une communication sur la distribution française dans la compétition européenne. Dans la perspective du marché unique, la distribution française est relativement bien placée en raison de la taille de ses groupes, de leur efficacité économique, et de la

dimension internationale que certains d'entre eux ont déjà acquise. Notre appareil commercial s'est modernisé dans un marché ouvert à une concurrence et dans lequel les différentes formes de distribution ont pu connaître une croissance équilibrée.

Les structures de la distribution française doivent évoluer en préservant cette concurrence et cet équilibre. L'adaptation de ses modes de financement, permettant un rapprochement des pratiques viguer dans les principaux pays européens, doit être menée de manière progressive.

Il incombe à l'État de veiller à ce que l'harmonisation communautaire des réglementations touchant l'activité commerciale garantisse l'égal accès aux marchés de tous les États membres.

■ **Traité de Maastricht** (Nos dernières éditions du 4 juin et lire page 1 à 8.)

## Le général Gilbert Forray devient grand chancelier de la Légion d'honneur

La proposition du ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Michel Vauzelle, de nommer le général Gilbert Forray grand chancelier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, a été adoptée par le conseil des ministres, mercredi 3 juin 1992.

Le général Forray, ancien chef d'état-major de l'Armée de l'air, a été nommé grand chancelier de la Légion d'honneur en remplacement de l'ancien grand chancelier, M. André Bizard, qui occupait cette fonction depuis 1981 (nos éditions du 4 juin).

[Né le 12 février 1930 à Paris, ancien chef d'état-major de l'Armée de l'air, le général Forray a été nommé grand chancelier de la Légion d'honneur en remplacement de l'ancien grand chancelier, M. André Bizard, qui occupait cette fonction depuis 1981 (nos éditions du 4 juin).

## Nominations de présidents d'université

## M. Jean-Marc Montell à Clermont-Ferrand

M. Jean-Marc Montell, professeur de psychologie, a été élu le 19 mai président de l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand par 88 voix sur 108 suffrages exprimés. Il succède à M. Christian Boulton.

[Né le 18 juin 1947 à Labenne (Puy-de-Dôme), M. Jean-Marc Montell est docteur en sciences sociales de l'École des hautes études en sciences sociales et docteur d'État. Nommé professeur à l'université Blaise-Pascal en 1983, il y assure les fonctions de directeur de la formation et de recherche de psychologie depuis 1986 et assume la charge de vice-président chargé de la recherche depuis 1990. Il est membre du conseil national CNRS depuis 1989 et expert auprès du ministère de la Recherche et des études doctorales (DREED) du ministère de l'Éducation nationale.]

## M. Didier Billard à Orléans

M. Didier Billard, professeur de physique, a été élu le 3 avril président de l'université d'Orléans par 106 voix sur 106 suffrages exprimés. Il succède à M. William Marois.

[Né le 3 janvier 1931 à Orléans (Loiret), M. Didier Billard est docteur en sciences physiques de l'École des hautes études en sciences sociales et docteur d'État. Nommé professeur à l'université d'Orléans en 1968, et a conduit entre 1984 et 1986 la rénovation des cycles scientifiques. Il est membre de la faculté de sciences et siège au conseil d'administration de l'université depuis 1990. Il est membre du conseil d'administration de l'université d'Orléans et de la promotion des premiers cycles scientifiques.]

## M. Marc Penouil à Bordeaux-I

M. Marc Penouil, professeur de sciences économiques, a été élu le 27 mai président de l'université Bordeaux-I par 100 voix sur 100 suffrages exprimés. Il succède à M. Jean Lascombe.

[Né le 10 décembre 1929 à Bordeaux, agrégé de sciences économiques, M. Marc Penouil a été enseignant à l'université d'Abidjan (Côte d'Ivoire) avant de rejoindre l'université de Bordeaux-I. Spécialiste des questions régionales, il effectue de nombreuses missions en France et à l'étranger. Vice-président chargé de la faculté de sciences économiques, il contribue à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur à Bordeaux-I.]

## BENNETTON

Graveur-Héraldiste

Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Carnets de gravures

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 42.57.57

## CARNET DU Monde

## Décès

On nous prie d'annoncer le décès de

M. René BOITEL, ingénieur ECP.

survenu le 2 juin dans sa quatre-vingt-deuxième année.

De la part de M. et Mme Pierre Boitel et leurs enfants, M. et Mme Louis Boitel, leurs enfants et petits-enfants, M. Claude Boitel, M. Jean-René Boitel, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu, le vendredi 5 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Martin de Charente (Charente), 70, rue Bonaparte, Paris.

M. Pierre Bour, son épouse, Jean-Louis et Véronique Bour, François et Gérard Souman, Marie-Claude et Remy Jaumotte, Geneviève et Jacques Jaudou, Brigitte et Pierre Mouchet, Pierre-Yves, Jean-Marc et Isabelle Bour, Béatrice et Michel Monard, Agnès et Paul Laporte, ses enfants, Charles-Henri, Camille, Jérôme, Olivier, Matthieu, Thomas, Martin, Arthur, Nicolas, Julien, Antoine, Marie-Philippe, Clément, Étienne, Julie, Alice, Raphaëlle, Yann, Clémence, Pauline, Eve-Marie, Emilie et Margot, ses petits-enfants, Elise et Paul Poullard, Joseph et Hugues Bour, Claude et Marguerite Chaumont, sa sœur, son frère, ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre BOUR, agent de l'Université, professeur honoraire du lycée Janson-de-Sailly, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, survenu le 2 juin 1992, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu, le 5 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 12, rue de l'Église.

Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière d'Issy (Seine), dans l'urne n° 10.

6, rue Mirabeau, 75016 Paris.

Le prévoyant, Les pensionnés et les élèves, ont l'immense regret de faire part du décès de

M. Pierre BOUR, professeur honoraire.

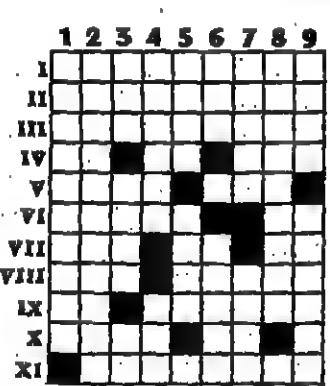
La cérémonie religieuse aura lieu, vendredi 5 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.

Toutes les communautés scolaires s'associent, avec respect et affection, à la douleur de M. Bour et des siens.

M. Pierre Bour est resté pendant quinze ans à la tête de l'enseignement de la physique et de la chimie, aujourd'hui profondément affectés et reconnaissants.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5786



HORIZONTALEMENT

1. Est bien compromis lorsque la météo était étonnée. — 2. A une vue sur la cour. — 3. Exclut toute défection. — 4. Symbole. Conjonction. — 5. Se promène à poil, même en hiver. Tombent et se ramassent. — 6. Sont dépourvus de margelle. Fleuve. — 7. Marin d'origine. Instrument à touches (épée). — 8. Fait eau. Souvenir d'une blessure. — 9. Préposition. Paraissent plus légères quand on peut les partager. — 10. Fait en sorte de ne pas être dépourvu lorsque la bise sera venue. Fractionne le temps. — 11. Élément d'un service.

VERTICALEMENT

1. Ce n'est guère par humanité qu'on les tire du ruisseau. — 2. Pas

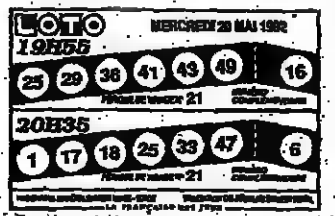
nécessairement ternissantes. — 3. Eventuellement oubliés. Cher au cœur d'Enée. Possessif. — 4. Agent de la circulation. Ne saurait satisfaire une personne exigeante. — 5. Lieu d'un certain sens. 7 a son franc-parler. Se laisse aborder plus ou moins facilement. — 6. Compagnon éventuel. Passé aux choses. — 7. Comme une certaine race. Scrutait vainement l'horizon. — 8. Futur chef. — 9. Héros. Ne quitte pas ses sabots pour dormir.

Solution du problème n° 5784

Horizontalement — 1. Clairière. — 2. Ravin. — 3. In. Sa. — 4. P. P. Rom. — 5. Opale. P. — 6. Bahut. — 7. L. N. Acné. — 8. E. A. Aer. (réa). — 9. Oser. — 10. On. Sévère.

Verticalement — 1. Acrimoine. — 2. Flan. Ton. — 3. U. — 4. L. Plantes. — 5. U. — 6. E. — 7. N. — 8. Crinoline. — 9. E. — 10. Merve.

GUY BROUTY



M. Yvonne Colmart, son épouse. Les familles Dorguiz, Messard, Billaud et Buisson, et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul COLMART, professeur honoraire.

survenu le 2 juin 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu, le vendredi 5 juin, à 14 h 45, en l'église du Sacré-Cœur, rue d'Estienne-d'Orves, Nanterre (Seine-Saint-Denis).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Plouha (Côtes-d'Armor), le 6 juin, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. 4, avenue Samson-Davillier, 95600 Nanterre.

Bernard et Marie-Josée Gaultier, Yves et Eliane Lestang, René et Claude Gaultier, et leurs enfants, Les familles Gaultier, Lancereaux, Beaumes, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Michel GAULTIER, professeur à la faculté de médecine de Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée le mercredi 10 juin 1992, à 18 heures, en la crypte de Saint-Augustin, Paris-8.

Francis Mer, président du Conservatoire national des arts et métiers, Guy Fleury, administrateur général du CNAM, Les enseignants, chercheurs, ingénieurs, Et tout le personnel du CNAM, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GRIVET,

membre de l'Académie des sciences, président du bureau du Conservatoire national des arts et métiers, professeur émérite à l'université Paris-Sud-Orsay, survenu le 1er juin 1992.

(Le Monde du 4 juin.)

M. Raymond Allard, président en exercice de l'Union française de la jeunesse, M. et Mme les membres du conseil d'administration, M. et Mme les professeurs, M. le docteur en lettres, Les unités de l'ALPFA, ont la tristesse d'annoncer la disparition de

M. Jeanne INGLESBERT, secrétaire général de l'UJF, secrétaire général honoraire de la ville de Lille, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques.

Les condra de M. Inglesbert ont été dispersées au cimetière de Wailreux (Nord), le vendredi 29 mai 1992, à 16 heures.

1, rue Marquart (ancien cercle des officiers), 59800 Lille.

Le président Michel Meunier, ses collègues et amis de l'université Paris-IV-Sorbonne, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Rémy JULIEN, professeur à l'université Lyon-II-Lumière, chargé de cours à l'UFR de musique et musicologie de l'université Paris-IV-Sorbonne.

M. Nicolas Kalai, et son fils Yann Tsal Kalai, ont la douleur de faire part du décès de

M. Adam KASSY, survenu le 29 mai 1992.

La cérémonie funéraire a eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. René Loya, son épouse, M. et Mme Bertrand Dérubach, et leurs enfants, M. et Mme Pascal Loya, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Yvonne Cochard, M. et Mme André Loya, M. Henri Soulier et ses enfants, ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Et tout le famille, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Madeleine LOYE, née Cochard, survenu le 1er juin 1992, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale au Vendoué, 15, rue de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les intérieurs de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

M. Marcelle Pujade-Renaud, Claude Pujade-Renaud et Daniel Zimmermann, Jean-Marc et Marie-Paule Pujade-Renaud et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Charles PUJADE-RENAUD, ancien élève de l'École polytechnique, officier de la Légion d'honneur.

survenu le 2 juin dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 6 juin, à 8 h 45, en l'église Saint-Martin de Louveciennes (Yvelines).

Martine et Christian Allard-Thuriot, Eric et Catherine Thuriot, Florent, Estelle et Aurélien Allard, Antoine et Clément Thuriot, ses petits-enfants, M. et Mme Solange, sa belle-sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri THURIOT, le 2 juin 1992, dans sa soixante-huitième année, en son domicile, 11 Saint-Maur (Val-de-Marne).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juin, en l'église Saint-François-de-Sales, place J.-F. Kennedy, à Saint-Maur-des-Fossés, où il reposera à 14 heures.

31, avenue Barbès, 94100 Saint-Maur-des-Fossés.

Michel et Danièle Zebrowski, leurs enfants et petits-enfants, Claude et Nicole Zebrowski, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur Anne Zebrowski, M. Yvonne Bonalot, M. et Mme Zebrowski, M. Yvonne Zebrowski, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Serge ZEBROWSKI, ancien élève de l'École polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à La Rochelle, le 28 mai 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Prière pour lui.

Anniversaires

La famille et les amis du docteur Jean-Louis MOUSSARON rappellent son souvenir en ce dixième anniversaire de son décès.

Le 12 juin 1991.

Rosette PÉGELATTE, née Favard, nous a quittés.

Sa famille et ses amis ne l'oublient pas.

Une pensée est...

Jean FUCELLE, 5 juin 1991.

Le 5 juin 1982, il l'aube de ses dix-sept ans, la route nous a enlevé.

François VAREILLES.

Tu es là près de nous, ombre toujours présente. A chaque heure du jour, plus encore le soir. Nous t'embrassons tous deux dans les chemins.

81000 Albi.

Soutenances de thèses

M. Selim Naguib, spécialiste des questions du Moyen-Orient, soutiendra sa thèse de doctorat d'État : « Les droits de l'homme en Égypte : le cas des copistes », le jeudi 11 juin 1992, à 14 heures, salle des conseils, université Panthéon-Assas (Paris-II), 12, place du Panthéon, Paris-5. Directeur de thèse : M. J. Pierre Farrier.

Irène Fernández soutiendra sa thèse de doctorat d'État : « Le mythe de la rationalité dans l'œuvre de C.S. Lewis », le samedi 13 juin 1992, à 14 heures, à l'université Paris-III (Sorbonne nouvelle), salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, Paris.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINITEL par le 11







**Partez !**

Voyagez malin ! Les trucs pour voyager léger et  
à bon prix, les meilleures tarifs aériens sur 30 destinations :  
c'est dans **VOYAGE PRATIQUE**.

Voyagez autrement ! Les gens, les émotions, les couleurs,  
une vivante... **Écrivez, dessinez, partez** la découverte de  
la France centrale. **VOYAGE PRATIQUE** y consacre un grand  
numéro un **GUIDE POCKET** détachable rempli d'adresses  
utiles pour dormir, manger, sortir, visiter..

**1**  
**PÉCIAL**  
**MENT**  
**F**  
de **35€**

**VOYAGE  
PRATIQUE**

**UNE NOUVELLE PRATIQUE DU VOYAGE**







(1) *Consolation à l'adresse des malheureux qui sont nés un 29 février*, José Corti, 1990.



هكذا من رايه

LE MONDE DES LIVRES  
LITTÉRATURE FRANÇAISE

## Un provocateur tranquille

Une rencontre avec Marcelin Pleyne, poète, essayiste et romancier

LA VIE À DEUX OU TROIS  
de Marcelin Pleyne.  
Gallimard, 198 p., 95 F.

Marcelin Pleyne écrit depuis plus de trente ans. J'avais proposé des nouvelles à Sartre, souvent-il, il m'a fait venir pour m'expliquer pourquoi elles étaient mauvaises. Il a ensuite été, comme tant de sa génération, encouragé par Jean Cayrol et a publié ses premiers poèmes au Seuil, puis des essais, sur la littérature (Lautréamont) et la peinture. La Vie à deux ou trois, qui paraît ce printemps, est son vingt-troisième livre. Et son dernier roman.

Dans le premier, *Prise d'otage* (1), Pleyne s'était un peu « englué » dans la critique, pour tant bienvenue, des « post-soixantehuitards ». L'accueil à ce livre fut pourtant « honnête » et son audience convenable, pour un premier roman. En revanche, ce deuxième roman, plus abouti, sort dans l'indifférence quasi totale. Étrange, à propos d'un homme qui n'est pas de ces comédiens ou autres célébrités (dont la presse parle immédiatement) se réveillant un beau matin « hommes de lettres », et qu'on devrait donc se prononcer sur ce qu'il a fait.

### Folie de consommation

Quand on aura précisé que le premier chapitre de la Vie à deux ou trois est lent, déconcertant, avec des phrases très courtes, une atmosphère à la Sagan qui ne sied guère à l'image de Pleyne, la question deviendra plus nette : les écrivains doivent-ils désormais « calibrer » leurs premiers chapitres pour les adapter à cette époque « zapping » ? Et c'est justement des années 80 et 90, de leur folie de consommation tous azimuts que traite le roman de Pleyne. Curieuse coïncidence qui

semble amuser cet homme aussi provocateur que placide, persuadé que « le roman est toujours une critique sociale », s'affirmant « faiblement affecté » par le fait que son livre n'est pas lu, se sentant « cohérent, dans l'ensemble », et concluant : « Je n'ai pas de projet de représentation sociale, sinon je ne ferais que des poèmes. »

Elle est pourtant bien intéressante l'histoire du trio de la Vie à deux ou trois : Carl, un jeune homme, et leur ami d'enfance, le narrateur, qui devient le mari d'Hélène. Mais il ne faut pas craindre d'être dérangé dans ses conformismes pour s'intéresser à l'aventure de ces trois personnages : d'un fin d'adolescence oisive, aisée, incestueuse, centrée sur la consommation joyeuse d'eux-mêmes - avec des sous-entendus permanents, refus des stéréotypes sexuels - à une existence d'adultes désemparés - drogue, folie, suicide. La morale de l'histoire, que personne ne souhaite entendre : « La consommation n'implique pas la jouissance. »

Le seul des trois à trouver l'issue est le narrateur. Parce qu'il écrit. La Vie à deux ou trois donne à lire - et qu'il le narrateur écrit - une existence d'adultes désemparés : « Je perçois confusément, et d'abord à travers ces lignes, que les troubles, les agitations, les désordres qui nous habitent, les considérables solitudes, n'en font pas moins réels. » Le personnage qui se perd totalement, qui s'engloutit dans la folie, est, fatalement, la femme, piégée par elle-même et par les hommes, cette Hélène qui n'a pas su se penser, et derrière laquelle on devine le fantôme pathétique de Zelda Fitzgerald.

Ce roman est si emblématique qu'il a été adapté en film par un riche producteur - vivant depuis plus d'une décennie qu'on le voudrait, bien sûr, invisible. « Il y a de plus en plus de choses à vendre et à

consommer. Je ne puis que constater que ça pourrait s'arrêter, mais Marcelin Pleyne, lui, ne peut pas se dispenser de constater les richesses de ce monde. On n'arrive plus à écrire, à lire, à penser, à jouer. Tout demeure dans l'abstrait. Comment se donner les moyens de jouer ? Si l'on n'a pas un minimum de distance avec ce que la société met en scène, on n'échappe pas à cette trilogie : folie-drogue-suicide. Il suffit de regarder autour de soi.

### Collages littéraires

Il faut peut-être s'entraîner à cette « distance » pour goûter le roman de cet écrivain raffiné, qui parle volontiers de son « hétéroclitisme ». Il faut que le lecteur se laisse aller à une vision assez noire de New-York, même si on a toujours la passion de cette ville, et se plaise aux promenades dans Paris, « une ville qui n'est pas la moins de nos villes, mais la plus de nos villes ». Le livre du jour, elle brille comme une aube d'émancipation, d'intelligence, de disposition à la nouveauté. À Paris, ne riez pas, c'est tout français, c'est tout français. Mais ceux qui veulent remettre les choses à leur place, il reste cette ville et cette civilisation, qui n'a pas encore complètement oublié les Lumières.

Josyane Savigneau

(1) Denoël, 1986.

## La ville imaginée de Bailly

DESCRIPTION D'OLONNE  
de Jean-Christophe Bailly.  
Bourgois, 200 p., 100 F.

Une rivière, un pont, le quadrilatère des rues : sur la couverture du livre, un plan de la ville d'Olonne, dont le titre promet une description topographique. Mais la forme d'une ville - allusion explicite à Gracq - n'est qu'un prétexte. L'écriture de la ville, c'est la ville elle-même. La distance du souvenir, cette ville n'est pas, comme bibliothèque, un lieu, mais une sorte de parenthèse solitaire, qui impose sa présence. Il y a, dans la ville de Bailly, un peu de la ville de Rimbaud : « J'y suis / J'y suis toujours. »

Olonne est une ville portuaire, une ville maritime, ancrée dans l'immobilité, entre deux tourbillons. « Passant, souviens-toi » : la narration se joue sur l'inventaire méticuleux des bâtiments, des places, des jardins. Au gré de ces « promenades rétrospectives », le toponyme met en place un fin réseau de réminiscences littéraires : Olonne est baignée par la Seine et la Vienne, c'est le nom évoqué à la fois la Vienne et les « passages » du Pagan de Paris. Des citations apocryphes de Baudelaire et Stendhal contribuent à un miroitement : « L'homme qui des lignes de ceux qui y vécut et y passèrent, les villes se souviennent des lignes de ceux qu'on y a lus, ou plus que ça, remémorant... »

Maquette vivante, fabrique d'échos, l'œuvre du narrateur n'est ni plus ni moins vraie que celle qui se joue dans les « compositions » du peintre du siècle dernier, Corbin, avec une même tension entre le réel et le rêve. Olonne, rêve de pierre, étrangement juste et vibrant, confirme « l'élégance absolue » de ses architectes, Carver, puis Ferrier. Mais c'est surtout dans l'écriture de la ville que se joue la « poésie » de Bailly, autre



J.-C. Bailly : un lyrisme lucide.

de la ville, qu'Olonne se révèle, à travers la « puissance fictionnelle » de la photographie.

Pau le peu, le livre se métamorphose. Olonne, c'est cliché et poésie, c'est aussi un lieu qu'un médium de Chirico, tandis que s'esquissent « des personnages » : Sam, l'ami américain qui photographie des jeux d'ombres, Félix, le capitaine de la remorqueur Tintin, celle-ci - « dévoué, sûr, solitaire » - qui, avec sa complicité, permet une rencontre amoureuse. Ce n'est plus la parodie de la Description d'Olonne entreprise jadis par un notable, le docteur Blondelet, c'est le roman.

Ainsi s'affirme, dans Description d'Olonne, l'illustre « moi » de Bailly, le « moi » hors du champ,

Monique Petitillon

## Le mondain et le poète

Marcel Schneider, à l'instar de Proust, poursuit son autobiographie rêvée

L'ÉTÉRITÉ FRAGILE  
tome III : le Palais des mirages  
de Marcel Schneider.  
Grasset, 290 p., 110 F.

Avec le troisième tome de L'Éternité fragile, les Mémoires de Marcel Schneider, rare représentant en France de la littérature fantastique, accroissent leur singularité : multiplient leurs richesses. Ils contiennent ce qu'on attend du genre : d'une vie, l'air d'une épo-

que, des portraits, et même, ici, des récits de voyages en Yougoslavie, en Espagne, qui ne sont pas des attractions. Mais ils possèdent une ambition plus haute : rendre le réel, sa finitude, sa complexité, sa férocité, en fête.

Le Palais des mirages suit la vie de Marcel Schneider de 1950 à 1968. Celui que nous avons vu dans les tomes précédents découvrir sa vocation dès l'enfance, plonger dans les mythes avec son maître, Georges Dumézil, vivre la guerre à Rouen dans la terreur du diable, s'enflammer pour un

étudiant allemand, Martin, que la mort lui a ravi, puis sa solitude change soudain de vie. Il vient de publier son premier roman, *Le Chasseur*. Mais ce n'est pas la littérature, c'est la critique musicale, que lui confie le Journal *Combat*, qui lui ouvre les portes du monde. Les premières de l'Opéra, les premières aux galas, la ronde des *Traviata* l'introduisent dans la haute société, « cercle restreint où, à Paris, des noms de la noblesse ancienne côtoient ceux des écrivains et des artistes ». L'argent y compte moins que le talent ou l'esprit.

Marcel Schneider s'y lance à corps perdu tout en menant sa triple activité de professeur, d'écrivain et de critique. Un rythme d'enfer, oui, mais qui le conduit au paradis. Les fêtes, les bijoux étincellent, les amours sont vives, à travers les héros des opéras et des ballets ; bientôt les fêtes en ville. Pourraient s'y éveiller la jalousie, la méfiance, la non-acceptation. Non, on s'aime, rit Marcel Schneider à rencontré dans ce beau monde plus sûres amitiés. Elles participent à la fête.

Trois femmes sont peintes en pied dans le livre. La première est une romancière anglaise, fille de lord, Nancy Mitford, qui s'installe en France pour l'amour de Gaston Palewski. Elle devient plus gaillarde que lui, tandis qu'une de ses sœurs épouse le chef des fascistes anglais, qu'une autre, aux États-Unis, s'inscrit au Parti communiste, que la troisième tombait amoureuse de Hitler et sombrait dans la neurasthénie. La deuxième est Suzy Mantes-Proust, nièce de l'écrivain. Elle était si ferrée sur son mariage que Saugnet, le musicien, l'appelaient Suzy Dément-Proust. Vient enfin Denise Bourdet qui, même après la mort de son mari, l'abandon de sa vie électrique et scintillante, demeura une des reines de Paris.

Du côté des hommes, figure un excellent portrait de Francis Pou-

jeau : Paul Morand, à qui pourtant le livre est dédié, est moins bien servi. Une suite de notes le présentent comme un sphinx dont l'énigme n'a jamais été résolue, mais ici, Marcel Schneider a droit qu'il lui-même n'a pas résolu. Il n'est pas peu Marcel Schneider et n'aimait pas beaucoup ses livres. Il lui disait : « Ce goût que j'ai pour les rêves, les fantômes, les choses spectrales, les gens : ça veut dire que vous vendez vos livres de pareilles balivernes ! »

Le Palais des mirages, en effet, n'est pas hanté que d'un monde de chair et de sang. S'y glisse Martin, cet amour avec lequel Marcel Schneider a vu former un couple magique qui l'aurait préservé des tentations, des faiblesses. Mais lesquelles ? Celles du désespoir ? De la chair ? Celles que Martin fait lui-même. Mais moins pudiques. Du moins, s'il n'a nourri l'œuvre de fiction de Marcel Schneider, qui revendique le rêve, l'ailleurs, l'au-delà de l'authenticité terroir de sa création solitaire. Une contradiction semble jaillir entre les deux images ici données, entre ce mondain et ce poète halluciné. C'est à l'art de la résorption, qui fait si bien, dans les Mémoires, communiquer les mondes, la littérature avec la musique, le tableau avec l'objet contemplé, le présent avec le passé.

Quand Marcel Schneider parle de Proust, guidé par Suzy, il voit dans la Recherche une « pure construction rêvée ». Le Palais des mirages où se produisent tant de signes, tant d'événements merveilleux, où nos semblables embellissent les métamorphoses, n'est pas Proust. Il provoque la magie alchimique.

Jacqueline Platier

La peinture, la médecine, les origines de l'impressionnisme, la mélancolie et la société provinciale...



Grasset



Père Jean-Michel di Falco  
Le Garri

242 p., 99 F.

Un livre émuant de sincérité, de vie, son espérance, son attachement à l'Eglise.

Fidelin Le Pélerin

Un livre particulièrement riche.

Jean-Claude Larivière RTL

On y verra, selon propres convictions, le doigt de Dieu ou le combat exemplaire d'un homme.

Jean Contrucci Le Provençal

Profondément croyant et humain.

Robert Serrou Paris-Match

Un livre émuant de sincérité, de vie, son espérance, son attachement à l'Eglise.

Fidelin Le Pélerin

Un livre particulièrement riche.

Jean-Claude Larivière RTL



## ROMANS

## Pierre d'Irlande

L'AGE DE PIERRE

Guimard, Grasset, 161 p., 15 F.

On ne choisit pas toujours sa réputation. Paul Guimard a bien un jour démentir la sienne, mais en vain. « J'ai le goût du roman », confessa-t-il dans un mouvement de lassitude, « mais je suis moins sûr qu'on le fasse pour en tirer ce qu'on veut ». La rumeur de ce timide plaidoyer avec une froideur proche de la grossièreté. Car si Paul Morand fut « l'homme pressé » de la littérature française, l'autre Paul en est manifestement « l'homme nonchalant ».

On peut imaginer quelque raison à cette légende impérieuse. On ne pardonne sans doute pas à M. Guimard de céder avec trop de légèreté à ses engouements. C'est d'ailleurs un curriculum vitae allures de filon. Et la filonerie, comme chacun sait, n'est pas la vertu de cette époque.

Encore ignorant sa réputation future, Paul Guimard commença sa promenade du côté du journalisme. De la presse écrite à la radio, il toucha les deux et de gauche, puis tard, il entra dans les hautes sphères de l'Élysée. François Mitterrand en fit, en 1981, son conseiller de la culture et de l'information. Puis il devint, pour un temps, directeur de la Bibliothèque de la Sorbonne.

Parallèlement, son goût de l'écriture le conduisit à explorer les souterrains. Finalement l'excursion : un ou deux essais, quelques romans et des romans qui prirent courtisamment la route de leur place au suivant. Le septième roman, justement, le voici. Il s'appelle l'Age de Pierre. La balade, cette fois, est intermédiaire : tragédie, malgré la désolée apparence de son rythme. Le Pierre des Choses de la vie n'est pas mort, mais il est vieilli. Le Pierre du Temps aussi.

Tous deux se retrouvent aujourd'hui dans le roman d'un autre Pierre, qui, avec une amertume excessive, s'emploie à redéfinir

« vie » depuis qu'un jour il fit ce roman : « Je ne me suis jamais senti du monde, j'ai toujours été sur une arête ». La biologie, mais l'existence, la conscience de ma vie, c'est tout. Tout cela me quitte par touches indolores, implacablement. » L'ère de la clairvoyance, l'ère de la fortune et de la vie parisienne, l'ère s'est installée dans un coin perdu de l'Irlande. En ce pays gaël retranché dans une manière de monde imperméable aux modes, il compte l'apprentissage du métier.

## Une marche vers l'indifférence

Les personnages de Guimard sont des personnages orgueilleux. Celui-ci n'admet pas à la règle. Les autres ne l'attrapent pas. Il veut prendre le temps de la vie, mais le temps ne lui donne pas. Cette marche vers l'indifférence s'accompagne de métamorphoses physiques, auxquelles la plume magique de l'écrivain parvient à nous faire croire : au fil de ses adieux à la vie, Pierre voit son corps se transformer peu à peu en pierre.

Paul Guimard vient d'écrire la chronique d'une mort annoncée. Le style en est, selon son habitude, vif, élégant, précis, un brin féroce. Et puis, comme il faut, toujours cette voix qui progressivement, et avec une douceur d'une phrase légère, fait l'aveu de sa solitude, de sa fragilité.

Comme dans les romans de la vie, comme dans le roman de la mort, l'Age de Pierre vient encore nous murmurer l'indéfectible : tout destin humain. Seulement, cette fois, il ne sera laissé aux caprices du hasard. À l'heure de l'ultime bataille, la nécessité reprend le dessus et commande que l'on conserve le secret jusqu'au bout. N'est-ce pas le pied au nez que l'on puisse faire à la mort ?

Florence Serro

Pour ses lectures, l'Académie importante éditeur recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie Théâtre Les œuvres manuscrites seront publiées et diffusées et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à notre Prix Littéraire annuel (montant : 50 000 francs) (pour les manuscrits : 10 000 francs) L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEUR 17, rue Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 06 - Membre de l'UNESCO

Jacques Darcanges

## Contre le chômage : l'écologie au pouvoir

L'alternative : Redéploiement mondial d'Industries nouvelles et d'Agricultures propres

Les Éditions de l'Unité

Tous les objets inanimés auraient donc une âme ? Plusieurs théologiens allemands s'obstinent à le nier. Il est assuré pourtant que la « soupe au pistou », par exemple, n'est pas dépourvue de certaines qualités propres à provoquer l'enthousiasme. La preuve devrait s'administrer la louche à la main, si on reprend la définition de M. Philippon (la Cuisine provençale) : « La soupe au pistou est une soupe aux légumes à laquelle on ajoute, au dernier moment, une garniture odorante - le pistou - qui donne mieux que de l'esprit à la soupe ». On voit bien qu'il s'agit d'un plat digne des dieux.

Qui sera surpris qu'un tel « objet » ait pu susciter l'intérêt d'un sémioticien comme Algirdas Julien Greimas ? Le curieux, c'est que l'analyse a excité une « grosse querelle » entre linguistes, cuisiniers, et linguistes-cuisiniers. Voici les faits, dans le plus simple appareil.

Pour Greimas, la recette de M. Philippon se présente d'abord comme une proposition de contrat : ainsi formulable : « Si vous exécutez les indications, alors vous obtiendrez la soupe au pistou ». Ni le génie du plat ni la recette ne sont en cause. Autrement dit, le débat porte sur la pertinence de l'article défini « la » dans le dernier syntagme : la soupe au pistou.

André Joly (2) apporte quelques ingrédients en faveur de l'indéfinité. On sait que dans les langues celtiques, l'article défini pour produire au moins un effet d'emphase : « La bisque au homard ». « Plus profondément », il serait fait « référence à un modèle, c'est-à-dire à une idéalisation » ou à une généralité. Un objet singulier, une bisque, acquiert alors une valeur universelle, la bisque.

Or, à suivre une recette, ce qu'on obtient, c'est un bout de compte, c'est un objet singulier, l'instanciation - parfois ratée - d'un modèle : une soupe au pistou (ou au poulet au pot). Conclusion : jamais, « semble-t-il », une cuisinière ne défendra l'article défini dans ce cas, à la différence de Greimas.

Dans le doute, Georges Kleiber (3) convoque l'oiseau rare, « une cuisinière non linguiste », pour qui l'emploi de l'article indéfini serait « plus étrange » : il donnerait à imaginer plusieurs variétés de soupe au pistou. Hlas plus, il serait oublier que la recette proposée est unique et que les instructions doivent être « fidèlement » ou « correctement » exécutées : pas question de « créer ». Naguère, un vrai chef ne servirait jamais un plat manqué. L'article le s'impose donc, et marque que l'objet concocté, « de valeur », répond au modèle de la soupe au pistou.

Au vrai, c'est la sublime soulevée d'autres questions. D'abord, un mot sur le pistou soi-même. Il est et Gérard Walter (4) note l'origine provençale de l'objet, par le latin pistare signifiant « broyer », « piler ». Du verbe latin, l'italien a fait pistone, qui engendre notre pistou si bien illustré par Boscquet, avec la bénédiction de Littré : « Pour sucer quelque liqueur, les livres servent de nuyau et la laponne sert de pistou ». Quant au pistou, ou pilon, il en vient par métonymie à désigner la divine pommade élaborée par le pilant le bœuf. La parure populaire achève le travail : selon Colette Guillemin (5), le bœuf est le pistou.

L'article « la » combiné à la préposition « au » pistou mérite attention, puisque c'est ainsi que le français de cuisine constitue d'admirables paradigmes : la soupe aux choux, au pistou : le

## LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



## Menu complet

brochet au beurre blanc ; le canard à l'orange. Un maître d'autrefois, Léon Clédat (6), avait avancé quelques explications. Dans un syntagme complexe, l'article indéfini entraînait l'absence d'article devant : « On a pu dire un marché à blé ». Clédat ajoutait : « Comme on a beaucoup plus souvent l'occasion de parler du marché au blé que d'un marché à blé, on est arrivé à dire aussi un marché au ».

Par là, on peut comprendre que les vêtements et les souliers des chemins opposés. Comme on voyait plus souvent un chapeau à plumes que le chapeau aux plumes, les élégants ont fait adopter le chapeau à plumes, les dames la robe à pois et la reine d'Angleterre le chapeau à fleurs. Inversement, on regrettait avec la soupe aux choux plutôt qu'avec une simple soupe aux choux. Dès lors, « que choisir », puisque les deux syntagmes sont possibles, une soupe ou la soupe au pistou ?

Le choix de l'indéfinité pourrait se justifier. En effet, dès le début, M. Philippon admet qu'il n'existe pas une seule et unique recette de soupe au pistou (...). On peut même citer une bonne douzaine. Le cuisinier appliqué n'obtiendra pas une simple soupe au pistou, mais une vraie soupe au pistou : c'est-à-dire un objet qui a toutes les qualités requises pour être dit soupe au pistou. Simple antéposé mentionnerait seules les qualités acquises. Pour la soupe, il est possible d'omettre

ments les débats depuis un bon lustre (7). Voici la thèse. On sait que les noms se répartissent en massif (le vin ; le pain) et en comptable (un œuf ; deux veaux ; un pigeon). Des syntagmes comme les veaux, les pigeons, les chats sauvegardent quelque individualité des objets nommés, en même temps que leurs différences. L'article singulier découvre un autre point de vue : le syntagme construit donne à voir les individus sous un aspect massif et homogène, « broyant » les différences : le veau ; la santé ; je reprendrai du veau. Sans trouble notable, Damourrette et Pichon parlaient de « poutation massive ».

Une question « curieuse » surgit alors : « Pourquoi j'aime le chat peut-il sembler de prime abord plus étrange que j'aime les chats ? » Pour répondre, faut-il évoquer d'obscurs « processus cognitifs » ? La gourmandise suffit bien, soutenue par la lecture de Damourrette et Pichon qui citent Remy de Gourmont. Lequel déclarait « qu'aimer les pigeons n'était pas tant à faire la même chose qu'aimer le pigeon ». Dieu soit loué, nous ne mangeons pas du chat, comme nous dégoûtons du pigeon ou du curé. Et il n'est pas d'aimer le porc et le veau, tout en détestant les veaux et les porcs ; au propre et au figuré.

Le français est une langue délicate. Le pluriel préserve le bonheur des individus, que le singulier massif assure le savoir de leur chair - sans qu'il soit besoin de la « broyer » : j'aime l'agneau, les merlan, c'est autre chose ; je ne le connais vraiment que « la queue dans la bouche et couvert de chapelure ». Comme Alice, l'amie de Lewis Carroll. Mais tout bien pesé, j'aime que les chats.

Contrairement à ce que Georges Kleiber affirme, il s'agit bel et bien d'une règle : lorsque LE, véritable pour gourmet, précède le nom d'un animal en position objet, aimer signifie aimer manger.

Voici donc le menu complet pour apaiser les querelles : soupe au pistou, pigeon aux petits pois ; et naturellement fromage ou fromages. Pas d'apéritif pour commencer ? Ferdinand Brunot (8) plutôt réticent : « À quel point, on ne prend jamais d'apéritif, on ne prend jamais que « la queue dans la bouche et couvert de chapelure ». Comme Alice, l'amie de Lewis Carroll. Mais tout bien pesé, j'aime que les chats.

(1) Algirdas Julien Greimas : « La soupe au pistou ou la construction d'un objet de valeur », in *Diogenes* II, Le Seuil.

(2) André Joly : « La détermination nominale et la question des universaux », in *Déterminants : syntaxe et sémantique. Recherches linguistiques* II, Klincksieck.

(3) Georges Kleiber : *L'article LE grammatical. La généralité sur le mode massif*, Librairie Droz, Genève, Paris.

(4) Henriette et Gérard Walter : *Dictionnaire des mots d'origine étrangère*, Larousse, 1991.

(5) Léon Clédat : *Grammaire classique de la langue française*, Librairie H. Le Soudier, Paris.

(6) Voir aussi Francis Corbin, *Indéfinit, défini et démonstratif*, Droz, Genève, Paris.

(7) Pour Clédat, Damourrette et Pichon, Brunot, voir la *Grammaire française entre comparatisme et structuralisme (1870-1960)*, de Håkan Huot, Armand Colin, 1991, Paris.

## On nous a volé nos vies

Lettres des lectrices soviétiques à leurs journaux 1990-1991

Ces témoignages bruts font voler en éclats les images pieuses diffusées par le régime et les clichés entassés par les journalistes occidentaux trop pressés.

Anne Brunswic / LIRE.



Editions du Griot

## 500 ans d'histoire séfarade

Un livre superbe, une somme... un très beau travail. J.-P. Elkabach - Europe 1

Une synthèse magistrale sur l'odyssée des communautés séfarades. A. Burgière - Le Nouvel Observateur

LES JUIFS D'ESPAGNE ÉDITIONS LIANA LEVI

724 Pages - 350 F.

diffusion HARMONIA MUNDI







LE MONDE DES LIVRES  
ACTUALITÉS

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## LITTÉRATURE

**MAURICE NADEAU** : *Le Roman français depuis la guerre*. — Réédition d'un ouvrage paru pour la première fois en 1970, qui illustre dans l'histoire la critique. Pour Maurice Nadeau, éditeur et critique, témoin d'un demi-siècle de littérature, le roman doit être le reflet singulier d'un pays, d'une histoire (Le Passer, 7, rue des Cadéniers, 44000 Nantes, 280 p., 82 F).

**FRANÇOIS TROTET** : *Henri Michaux ou la Sagesse du vide*. — Quels outils conceptuels, quelles grilles de lecture peuvent permettre d'approcher l'écriture nue, « dévastatrice », d'Henri Michaux, cette « poésie cinglée et de combat » ? Dans une étude précise, F. Trotet suit le poète du poète en rapprochant ses textes d'une tradition étrangère : la pensée hindoue ; les textes fondateurs de l'hindouisme, du bouddhisme et du taoïsme. L'auteur accorde ainsi une attention particulière à la notion de « vide » dans l'œuvre de Michaux (Albin Michel, 337 p., 140 F).

**MICHEL LEIRIS** : *Un génie sans piedestal*. — La pensée de Michel Leiris sur Picasso sont rassemblées ici, dans l'ordre chronologique. Textes suscités par l'occasion, mais riches d'une réflexion qui interroge le regard de l'artiste porte à port, les relations de l'écriture et de la figuration plastique, et qui donnent à Picasso l'image d'un « fabuleux inventeur », toujours renaissant (Ed. Fata Morgana, 163 p., 135 F). Dans *Brisées*, un recueil de textes inédits en Folio, la réflexion de Leiris embrasse des thèmes plus divers : Fred Astaire y voisine avec Rimbaud, et Leiris écrit à son tour d'ethnologie et de critique (« Folio-essais », n° 188).

**JULIEN GREEN** : *La fin d'un monde*. — Le récit inédit de ce que vécut Julien Green durant le mois de juin 1940. Ces pages, que l'auteur croyait perdues, ont été retrouvées en 1987 : elles restituent admirablement l'agonie d'une société (Seuil, 117 p., 65 F). Ou même amour, poème, un poème de nouvelles, *Histoires de vertige* (Points-Seuil).

**FREDÉRIC NIETZSCHE** : *Poses*. — La présentation au public français de l'œuvre proprement poétique du penseur allemand est restée jusqu'ici lacunaire, fragmentée. La présente édition, dans une nouvelle traduction due à Jean-Jacques Briu, regroupe l'ensemble des poèmes de Nietzsche en s'efforçant de mettre en lumière la part obscure, ou ignorée, de celui que Bachelard tenait, avant tout, pour « un poète de l'action, un arien » (Traduit de l'allemand et présenté par J.-J. Briu, Ed. Éole, 171, 111 Saint-Jacques, 111 bilingue, 201 p., 120 F).

## HISTOIRE

**DANIEL TOLLET** : *Histoire des juifs en Pologne du seizième siècle à nos jours*. — Une histoire capitale : celle de la communauté juive de Pologne, du « régime de tolérance » — qui prit fin à la fin du dix-septième siècle — jusqu'à la « fin d'un monde » (PUF, 111 « Histoires », 111 p., 178 F).

## SOUVENIRS

**MAURICE RAJSFUS** : *Un juif letton et républicain*. — « Il n'y avait guère de pittoresque dans la rue des Juifs à Auberjiville... ». Du petit écolier, fils de juifs polonais émigrés en France, les 20, témoin et victime de l'antisémitisme de Vichy, au jeune homme engagé, joyeux compagnon des lettristes, puis militant contre la guerre d'Algérie, 20 années de la vie d'un homme qui a tranquillement revêtu et défilé (Mare, 368 p., 139 F).

Nicolas Bréhal  
prix Valéry Larbaud

Le 11<sup>er</sup> prix Valéry-Larbaud, dont le jury est présidé par Roger Grenier, a été attribué, dimanche 31 mai à Vichy, à Nicolas Bréhal pour son roman *Sonate au clair de lune* (Mercure de France).

Cette *Sonate au clair de lune*, cinquième roman de Nicolas Bréhal, nous entraîne dans une demeure du Midi où trois générations d'une même famille entourent un vieil homme luttant contre la mort, Laurent Kreutzer, qui fut, jadis, un pianiste célèbre. Il tente de tenir à distance l'angoisse en écoutant les bruits de la maison ou en se laissant aller vers de Louise Labé. Laurent Kreutzer veut finir l'année. Avec l'énergie du désespoir, il s'accroche au passé symbolique d'un siècle à l'autre.

Le roman de Nicolas Bréhal est un récit étonnant, baigné de mélancolie. Dans l'attente de cette fin de vie, la famille soudain rapprochée écoute, le cœur battant, l'ultime sonate du 31 mai (voir « Le Monde » du 11 mai 1991).

Dans le même temps, jusqu'au 31 juillet, la bibliothèque municipale de Vichy, sous la direction de Monique Kuntz, rend hommage à Jean Bazaine avec la première exposition de ses livres illustrés : textes d'écrivains illustrés par le peintre, portraits de Marcel Arland, Jean Tardieu, André Breton, Proust, Guillemin, ainsi que de nombreuses lithographies en noir ou en couleur illustrant l'œuvre de Pierre Oster, Jean-Claude Schneider ou Jean Baptiste de Seynes. Enfin, une aquarelle pour *Images de l'univers*, de Roger Callois.

Simone Carrier  
Un colloque Valéry Larbaud, intitulé « Tradition française et modernité européenne », se déroulera à Strasbourg les 22, 23 et 24 octobre 1992 avec la participation d'écrivains et d'universitaires français et étrangers.

## Livres qui roulent...

Un nouveau centre de tri devrait réduire de moitié les délais d'acheminement vers les libraires

Le transport des livres est, de l'avis de tous les professionnels, l'un des points noirs de l'édition française. Régi par une organisation artisanale dont les principes remontent au dix-neuvième siècle, ce transport, lent et coûteux, il faut souvent attendre trois semaines pour qu'un livre parvienne à un libraire d'Hyères, par exemple, parvienne à un destinataire, « à porteur », jusqu'à présent, résisté aux tentatives de modernisation. Les professionnels, fortement individualistes, certains libéraux veulent, en effet, continuer à travailler avec « leurs » transporteurs plutôt que de faire confiance à une structure évidemment moins personnalisée.

Les choses pourtant sont en train de changer. Un nouveau centre de tri du livre, Servilivre, vient d'être mis en service à Alfortville (Val-de-Marne). Cette nouvelle « plate-forme » va

doit permettre de diminuer les coûts de transport et de réduire les délais d'acheminement : d'une moyenne de dix jours et demi, on devrait passer à cinq jours. Outre la baisse immédiate de plus de 25 % des frais de tri au bénéfice des éditeurs, distributeurs et libraires, ce système doit permettre, à terme, de regagner de 300 à 800 millions de francs en diminuant les ventes perdues, estime François Gèze, PDG de La Découverte et président de la Commission de liaison interprofessionnelle du livre, qui réunit (Syndicat national de l'édition) les libraires (une douzaine de syndicats et associations).

Actuellement, 3 500 libraires environ ont donné leur accord. La Fédération française des syndicats de libraires — 135 adhérents — réagit en revanche hostile au nouveau système.

La gestion de Servilivre a été

confiée à la Mory-TNTE. Un flux annuel de 20 000 à 30 000 tonnes doit basculer instantanément de la plate-forme du DCI (Dépôt central du livre), qui assurait jusqu'ici le tri, vers Servilivre.

Par ailleurs, treize transporteurs (au lieu de cinquante auparavant) devraient habilités à enlever des expéditions à cette plate-forme, une diminution qui permettra une réduction sensible des coûts de transport. Un système informatique permettra, enfin, un meilleur contrôle de l'efficacité : « On saura quand un livre sort de chez le distributeur et quand il arrive dans les librairies », précise François Gèze, en attendant une connexion future avec Electretransmission, système informatique de commande des libraires.

## EN BREF

La première sélection du prix Goncourt... Les éditions du Goncourt ont rendu publique leur première sélection en vue du plus célèbre des prix littéraires qui sera décerné, cette année, le lundi 9 novembre. Quatorze œuvres sont ainsi en lice : *Le Bar de la mer*, de Jacques Almy (Gallimard) ; *Le traqueur d'ombres*, d'Yves Berger (Grasset) ; *Ce qui n'est pas au jour*, d'Henri Bianchiotti (Grasset) ; *Le Livre de John*, de Michel Brabant (Seuil) ; *Le Maître d'Esch*, d'Yves Dangereux (Grasset) ; *Mère justice*, d'Augustin Gomez-Arcos (Stock) ; *À l'âge de Pierre*, de Paul Guimard (Grasset) ; *Odile de chenal*, d'Henri Grasset ; *Souvenir indécis*, d'Augustin Izquierdo (POL) ; *Le Miroir aux algues*, de Michel Louyot (Grasset) ; *Le Séjour à Hollywood*, de Françoise de Mauthe (Gallimard) ; *Le Quercet de Dieu*, de Charles Le Quintrec (Albin Michel) ; *La Marmite d'Eros*, d'Alain Nadand (Seuil) ; *Le Tarbouche*, de Robert Solé (Seuil).

Les prochaines sélections seront publiées les mardi 1<sup>er</sup> septembre et 6 octobre.

Prix littéraires. — Le prix Herminet 92 a été attribué à David Di Notta pour son premier roman, *Festivité locale* (Gallimard). Le prix Antigone 92 vient de récompenser *l'Horizon rompu*, d'André Barilari (Julliard) ; le prix Antigone pour la langue occitane est revenu à Serge Bec pour *Sesoun de Guero* (Ed. Les Cahiers de Garlaban). Le prix Carillon littéraire et cinématographique a récompensé un roman susceptible d'être adapté à l'écran. Décerné par des personnalités du monde littéraire et du monde cinématographique, il vient d'être attribué à Max Gallo pour *La Fontaine des Innocents* (Fayard). Enfin, le prix Lotée du témoignage a été décerné à Annette Muller pour son récit autobiographique, *La Petite Fille du Val d'Ivry* (Denoël).

« Dieu et la science » : condamnation maintenue. — La cour d'appel de Paris a débouté, le 11 mai, Igor et Grigori Bogdanov de l'appel qu'ils avaient interjeté contre l'ordonnance qui leur avait fait verser 30 000 F de dommages et intérêts aux éditions Fayard. Après la parution chez Grasset, en 1991, de l'ouvrage de vulgarisation scientifique *Dieu et la science*, dialogue entre le philosophe catholique Jean Guilton et les frères Bogdanov, les éditions Fayard et l'astrophysicien Trinh Xuan Thuan, auteur de *La Méthode Secrète*, avaient porté plainte pour plagiat. Un premier arrêt, prononcé le 21 août 1991, donnait raison aux éditions Fayard, constatant que « des emprunts avaient été faits par Igor et Grigori Bogdanov à des passages de la Méthode Secrète » (Le Monde, du 23 août 1991).

De Walter Benjamin à Hannah Arendt. — À l'occasion du centième anniversaire de Walter Benjamin (1892-1940), le Goethe Institut organise une série de manifestations autour du thème du « passage » dans l'œuvre de l'écrivain. Le centre culturel de l'avenue d'Iéna réunira, jusqu'au 17 juillet, des personnalités aussi

diverses que Robert Doisneau, Georges Aperghis (pour un concert en hommage à Kafka) ou Uwe Rasch (17, rue d'Iéna, 75116 Paris, tél. : 47-23-61-21).

D'autre part, un colloque organisé par le Collège international de philosophie sur le thème de Hannah Arendt, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, récemment traduit au Seuil, se tiendra samedi 13 juin, de 9 h 30 à 12 heures, en présence de Myriam Hevran d'Alon, de Philippe Lacoue-Labarthe, d'Alain Badier et de H. Arendt (USIC, 18, rue de Varenne, 75007 Paris. Entrée libre).

L'Art à la page. — Dans le domaine du livre d'artiste illustré ou du livre-objet, le Salon du Cagnes-sur-Mer est en train de s'imposer. La troisième édition de cet Art à la page se déroulera du 6 au 8 juin au Château-Musée de la ville.

Festival de poésie à Lille. — Depuis le 9 mai et jusqu'au 11 juillet prochain, se tient au Théâtre de poche des Nuits blanches à Lille (30, rue Brûle-Maison, 59000 Lille, tél. : 20-57-94-94) le festival Poésie sur scène. Il s'agit d'une entreprise originale destinée à promouvoir la diffusion des poètes régionaux du Nord-Pas-de-Calais et de la Belgique voisine en menant la poésie contemporaine à la rencontre du public. Une vingtaine de soirées-spectacles ponctuent cette manifestation.

Françoise Cibiel  
quitte Hachette

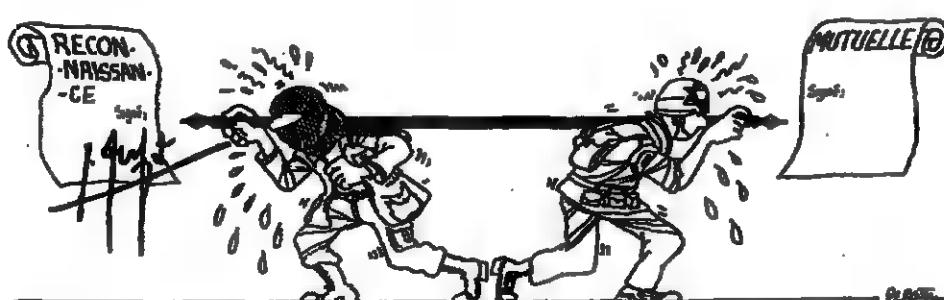
Françoise Cibiel, directrice littéraire d'Hachette-Littérature, quitte la maison d'édition qui a pris le nom d'Hachette-Références. Sous la tutelle des nombreux directeurs d'Hachette-Littérature qui se sont succédés alors qu'elle restait à son poste, Françoise Cibiel avait publié, dans les dizaines d'ouvrages de la célèbre collection « La vie quotidienne », de très nombreux documents, quelques-uns des plus prestigieux fleurons d'Hachette dans ce domaine. Elle a une connaissance, comme l'*Histoire de France* en cinq volumes de Pierre Vidal-Naquet, des restructurations entreprises chez Hachette et le champ éditorial qu'il lui était désormais proposé ont amené Françoise Cibiel à quitter une entreprise où elle était entrée il y a plus de vingt ans.

OÙ TROUVER UN  
LIVRE ÉPUISE ?

Ecrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE (service 18)  
LE MONDE DU LIVRE  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
(1) 43.25.77.04  
Code Minitel : 3615 MDL

PLANTU / ARAFAT  
RENCONTRE AU SOMMET

EN VENTE EN VIDÉOCASSETTE



YASSER ARAFAT, à Tunis, répondant à ses questions sur le Proche-Orient et le terrorisme, et prenant à son tour un moment pour dessiner le drapeau de l'État hébreu... Une interview étonnante et décapante, suivie d'un « commentaire » sur le terrorisme avec GUY BEDOS, WOLINSKI, CABU, CHENEZ et PLANTU, et la participation d'Yves Martin et Luc Rosenzweig.

Réalisé par : Philippe Dugowson  
Production : L'Écran

Édition : LA SEPT/VIDÉO

Ce document a été obtenu par le prix du document au dernier festival international du scoop et du journalisme d'Angers.

En vente par correspondance

BON DE COMMANDE : PLANTU / ARAFAT - Le film (77 minutes)

NOM

PRÉNOM

CODE

LOCALITÉ

FRANCE ( ) ÉTRANGER ( )

Bon à retourner avec votre règlement par chèque bancaire ou postal à :

LA SEPT/VIDÉO, 111 rue Traversière, 75006 PARIS

NOUVELLE REVUE DE  
PSYCHANALYSE  
DIRIGÉE PAR J.-B. HATTAIS

NUMÉRO 1992

Les  
Mères

GALLIMARD



LE MONDE DES LIVRES  
ACTUALITÉS

# Perverse « déconstruction »

L'« affaire Derrida », à Cambridge, pose la question du devenir d'une œuvre subversive lorsqu'elle est saisie par l'institution

On a présenté la polémique qui a entouré l'élection de Jacques Derrida au titre de docteur *honoris causa* comme un nouvel épisode de l'éternelle querelle des anciens et des modernes, le célèbre affrontement Barthes/Picard se répétant, un quart de siècle plus tard, en d'autres lieux, Cambridge succédant à la Sorbonne comme nouveau bastion du conservatisme et de l'intolérance intellectuelle. Une telle vision des choses porte en elle une part de vérité. A l'origine de l'affaire, on trouve bien les sentiments francophobes d'un certain nombre d'universitaires anglais, leur méfiance vis-à-vis d'une philosophie « continentale » si différente de celles qu'ils pratiquent, et, plus simplement, le réflexe stupide et facile qui consiste à présenter comme une imposture toute pensée dont la complexité vous dépayse.

A ce tableau, il manque cependant l'essentiel : loin d'être un penseur marginal qui porterait, de l'extérieur, la contestation dans le système universitaire, Derrida — ou plutôt ce que ce nom a fini par signifier — triomphe dans presque toutes les sections de la littérature de Grande-Bretagne. Ce triomphe a même toutes les allures d'un raz-de-marée dont il faut rappeler le contexte. L'enjeu n'est pas seulement intellectuel ; il est aussi institutionnel.

## Absurdités pédagogiques

Même si des résistances se manifestent ici ou là, la référence au « déconstructionnisme » — et à toute la pensée floue qui gravite autour de ce terme — n'est imposée avec la rapidité d'une mode et la bonne conscience d'une idéologie. Elle est, du coup, devenue, dans certaines universités, un tremplin particulièrement efficace pour tous les jeunes enseignants en quête d'une carrière brillante. Dans la course aux places, au prestige et à la légitimité, c'est à qui « déconstruit » le plus loin. On ne s'étonnera donc pas que, de cette surenchère, naissent les analyses les plus sophistiquées de la pensée de Derrida mais aussi les délices théoriques les plus incontrôlées.

Une telle situation entraîne de véritables absurdités pédagogiques. On propose aux *undergraduates* de la plupart des universités — et Cambridge ne fait pas exception à la règle — des cours consacrés à la pensée française contemporaine — ce qui ne saurait signifier, dans un tel contexte, que le structuralisme et ses marges. L'ambition est positive mais se heurte à un obstacle de taille : la philosophie n'est pas enseignée dans les lycées anglais et les étudiants les plus brillants, lorsqu'ils rentrent à l'université, peuvent ignorer jusqu'aux noms de Hobbes, Hume ou Locke. Peu importe.

Bref rappel des faits : le titre de docteur *honoris causa* de l'université de Cambridge devait être décerné au philosophe français Jacques Derrida. Ce qui n'est usuellement qu'un rituel paisible de la vie académique s'est transformé soudain en une vaste polémique, dont se sont fait l'écho de nombreux journaux, de *Times* à *Newsweek*, en passant par la quasi-totalité de la presse française (*le Monde* daté 17-18 mai et du 19 mai). Des professeurs se refusaient à décerner ce titre à un penseur taxé par eux de « charlatanisme » et jugé carrément inintelligible autant que néfaste. Si le vote du 18 mai a vu finalement les défenseurs de Derrida l'emporter par 336 voix contre 204, on aurait tort de croire l'affaire close ou de n'y voir qu'une manifestation isolée du folklore britannique. Cette polémique intense entre adversaires et partisans de Jacques Derrida, et, plus généralement, de la « déconstruction », mêle, en effet, aux ambiguïtés réelles de cette pensée des réactions suscitées par son emprise dans les départements de littérature où les théoriciens français sont d'ailleurs fort en vogue, en Grande-Bretagne comme aux Etats-Unis, alors que les départements de philosophie demeurent pour le moins réservés. Nous publions une analyse de Philippe Forest, jeune universitaire français spécialiste de la littérature du vingtième siècle, travaillant en Angleterre, qui éclaire certains de ces points.

R.-P. D.

On étudiera donc Lacan sans avoir rien lu de Freud, on discutera Althusser sans rien connaître de Marx. Forçons un peu le trait : il y a tout à parier qu'un terme de son *curriculum*, un diplômé d'Oxford sera davantage familier avec la notion de *pharmakon* — au centre de l'un des textes les plus commentés de Derrida — qu'avec tout le reste de la philosophie platonicienne. Vicié à sa base, le système produit des effets pervers qui se font sentir jusqu'à son sommet : la charlatanerie et l'ignorance marchent main dans la main, se soutiennent et s'engendrent.

Entendons-nous bien. La question n'est pas celle de l'importance ou de la valeur de l'œuvre de Derrida : celle-ci compte parmi les contributions les plus décisives de la pensée contemporaine et nul ne devrait la contester. La véritable question qui est

soulevée est celle du devenir d'une œuvre lorsque celle-ci est saisie par l'institution, du sort d'une pensée subversive qui, dans les mains d'autrui, se fige en une nouvelle doxa.

Les explications de ce phénomène sont nombreuses. Elles appelleraient une étude plus complète. Examinons les principales. Il ne fait pas de doute, tout d'abord, que l'introduction de la *modern critical theory*, et, tout particulièrement, l'apport de Derrida, ont été positifs en ceci qu'ils ont permis de rompre avec une approche un peu naïve de la littérature. Le texte est apparu comme le lieu d'un fonctionnement complexe et retors dans lequel, pris dans un système de renvois et de glissements, le sens se marque et s'efface tour à tour. Le passage de la théorie à la pratique a été quelquefois discuté. Alors que Derrida prend bien soin de distinguer la « *déconstruction* » de la polysémie, déconstruire une œuvre revient bien souvent à rabâcher que, selon la célèbre formule de Valéry, « il n'y a pas de vrai sens d'un texte ». Est-il nécessaire de faire autant de bruit pour si peu ?

Le succès de la déconstruction s'explique encore par l'alliance qui s'est nouée entre certains de ses partisans et le mouvement féministe particulièrement influent dans l'université. La critique, du « phallogocentrisme » menée par Derrida sert de caution théorique à une rudimentaire et brutale croisade contre un machisme dont les étudiants doivent traquer les traces et condamner les marques dans les œuvres les plus importantes de la littérature mondiale.

Une pensée caution ? On risquera enfin cette dernière explication. Contestataires dans les années 70, certains universitaires anglais, au cours de la décennie suivante, se sont retrouvés, par une loi quasi mécanique, à la tête des institutions qu'ils combattaient. La « déconstruction » pourrait bien avoir constitué le besoin pour faire l'économie du sens et de l'histoire : idéologie proprement réactionnaire et nihiliste qui vise à se perdre dans les méandres d'une signification toujours différée pour mieux éluder les questions d'une autre urgence dans le contexte du désastre Thatcherien.

Jacques Derrida a formellement condamné certains de ceux qui font de sa pensée la caution d'un conservatisme politique et social. Il n'a jamais manqué de souligner la portée subversive de son projet. Son attitude, cependant, ne manque pas d'être ambiguë. D'un côté, il joue de son statut de « pourvoyeur de la déconstruction ». De l'autre, il s'amuse à prendre à contre-pied les plus fanatiques de ses admirateurs, s'engageant dans une subtile stratégie de fascination et de déception. Il est peut-être le dernier intellectuel français dont le nom soit aujourd'hui un emblème. La remarque semblera sans doute naïve et aisément « déconstructible », mais lorsque Derrida se rendra à Cambridge, lorsqu'il parlera devant une assemblée composée d'adversaires acharnés mais surtout de partisans à l'enthousiasme aussi aveugle que compromettant, on aimerait savoir quel sera le fond de sa pensée.

Philippe Forest



144 P. 80 Dess. 120 Frs.

# « Magazine littéraire » : numéro 300

Vingt-six ans — trois cents numéros, 95 000 exemplaires de tirage mensuel, 25 000 abonnés, 10 000 exemplaires d'anciens numéros revendus chaque mois : un bel anniversaire pour montrer que la littérature se porte plutôt bien, ceux qui la défendent aussi, et que, comme le dit Jean-Jacques Brochier, rédacteur en chef du *Magazine littéraire* depuis 1967, « il y a plus de gens qui lisent qu'on ne le croit ».

Le *Magazine littéraire* est une aventure réussie, entreprise,

dans l'édition du n° 300, était consacrée à Philippe Sollers (juin 1972, n° 65). En 1982, Emmanuel de Roux quitta la rédaction et Jean-Louis Hue devint rédacteur en chef adjoint. Aujourd'hui, le *Magazine littéraire*, c'est, autour d'une passion, celle de l'écrit, une petite équipe (sept personnes et une à mi-temps), une trentaine de pigistes réguliers, ainsi que, ponctuellement, des spécialistes qui collaborent aux dossiers.

Subtil alliage d'articles de fond et de comptes-rendus d'ac-



Jean-Jacques Brochier vu par Cognat

en 1966, par une petite équipe, autour de Guy Sibon et de François Bort. Une équipe qui se sépara après deux numéros. C'est alors, en mars 1967, que Jean-Jacques Brochier arrive au *Magazine*. La formule du dossier principal, consacré à un écrivain, un penseur, un mouvement d'idées ou un genre littéraire, est déjà en place. Le grand entretien, en fin de journal, ne verra le jour qu'au début des années 80.

En 1970, Guy Sibon vend le *Magazine littéraire* à Nicky et Jean-Claude Fasquelle. La rédaction — Emmanuel de Roux, Simone Arous et Jean-Jacques Brochier — s'installe 40, rue des Saints-Pères, dans des locaux qu'elle occupe encore. A partir de 1972, par amitié, Raymond Moretti accepte de réaliser toutes les couvertures du *Magazine* : la première, reproduite

lit, le *Magazine* (55 % de son lectorat a entre dix-huit et trente-cinq ans) pratique avec bonheur l'éclectisme et l'ouverture et sait doser consécration et découvertes. Quant à Jean-Jacques Brochier, il est toujours réconforté de le rencontrer : son amour de la vie, des bons vins et des mets délicats combat vigoureusement la sinistrose ambiante. Sa conversation est la preuve toujours renouvelée qu'il existe encore des journalistes littéraires cultivés. Sa culture, sans la moindre trace de cuistrerie ou de pédantisme, devrait nous inciter tous, nous ses confrères, à la modestie.

Jo. S.

★ Au sommaire du n° 300 (juin 1992, 30 F) le dossier « L'âge du baroque » : quatre portraits d'écrivains, par Raymond Moretti ; un entretien avec Ernst Jünger.

# Passage en revues

Idees, histoire, sociétés

Les Temps modernes publient leur cinq cent cinquantième numéro. Cela fait donc quarante-huit ans que Sartre a lancé cette revue qui allait lui assurer longtemps une manière d'hégémonie sur le territoire intellectuel. Les Temps modernes ont changé, leur empire s'est fait plus modeste, des rivaux puissants se sont installés sur le terrain. Mais, sous l'impulsion de Claude Lanzmann, la revue a retrouvé, ces dernières années, sa vocation traditionnelle au carrefour de la philosophie, de la littérature et de l'histoire.

En témoigne cette livraison dont la première partie est constituée par de larges extraits d'un document exceptionnel : le journal du ghetto de Varsovie écrit par Adam Czerniakow, président du « conseil juif » de la capitale polonaise entre le 6 septembre 1939 et son suicide le 23 juillet 1942. Czerniakow parle de l'enfer, de ses efforts désespérés pour sauver sa communauté, de la vie quotidienne du ghetto, avec l'acrobatie d'une réalité effroyable. Le 22 juillet 1942, les nazis décident de faire « évacuer » le ghetto. Czerniakow doit leur livrer six mille personnes par jour : « Quand j'ai demandé combien de jours par semaine durerait l'action, on m'a répondu sept jours sur sept. » Une heure après avoir noté ces mots, Czerniakow se suicide. Il laisse un mot à sa femme : « On veut que je tue de mes propres mains les enfants de mon peuple. »

Dans la seconde partie de ce numéro, un remarquable ensemble de contributions sur « Symbolique et identité nationale dans l'Europe contemporaine » : « La reconquête de la mémoire collective ne doit pas faire oublier que

les représentations restaurées sont précisément des symboles, c'est-à-dire peuvent être l'objet de manipulations », écrit Claude Reichler en préface à ces articles d'une pressante actualité (*Les Temps modernes*, mai 1992, 220 p., 54 F).

Actes de la recherche, la revue que dirige Pierre Bourdieu, porte ses regards sur différents aspects du politique. Louis Pinto s'intéresse à la consommation comme « gestion d'un label politique ». Comment le « consommateur » est né et s'est développé comme entité politique — malgré l'hybridité de son statut social : il est à la fois tout le monde et personne — à travers les associations, le militantisme ; mais comment, également, il éprouve des difficultés à exister politiquement, autrement qu'en tant que groupe de pression à efficacité très variable, face aux producteurs et à l'administration.

Rémi Lenoir enquête sur le rôle de l'Etat dans la construction de la famille et, donc, sur les effets d'une politique publique dans un domaine qui ressortit traditionnellement du privé ; Anne-Marie Waser évoque, à travers le tennis, la genèse d'une politique sportive et Michel Villette étudie l'« ingénierie sociale », ces nouvelles techniques de management du personnel qui tentent de gérer de manière « raisonnable » la socialité d'entreprise pour faire de celle-ci le lieu d'un engagement complet de l'individu dans la vie professionnelle. Autant de manières, toujours subtiles et précises, souvent décapantes, de mettre à nu les mécanismes sociaux et de mesurer l'étroitesse et les déterminations de nos « choix » individuels.

Inscrite dans ce numéro, *Librairie*, la revue européenne des livres, présente, notamment, un excellent article de Bernard Comment sur les flammes de violence dans les stades (*Actes de la recherche*, 1991-1992, diffusé par les éditions de Minuit, 106 p., 85 F).

Terrain, sous le titre « Le corps en morceaux », présente un très intéressant ensemble sur la manière dont différentes lectures du monde peuvent être révélées à partir de la conscience morcelée que les groupes, les ethnies, les civilisations peuvent avoir du corps humain. Cela va des représentations de moitié d'hommes ou de pieds déchaussés que François Héritier-Angé repère aussi bien en Australie qu'en Allemagne, chez les indiens du Pacifique et chez les Irlandais, aux représentations déchirées du corps chez les enfants en hémophilie ou encore aux corps morcelés représentés dans les pèlerinages portugais, aux hommes de verre, aux mutilations rituelles et aux corps saignants des images pieuses. Un éclairage précis, souvent surprenant sur nos relations tumultueuses avec notre réalité corporelle (*Terrain*, n° 18, mission du patrimoine ethnologique, ministère de la culture, 65, rue de Richelieu, 75002 Paris, 162 p., 70 F).

Signalons encore un numéro de la *Revue de synthèse* sur les fondations juridiques et les outils symboliques de l'Etat (Albin Michel, 275 p., 150 F) et la livraison d'été de la *Revue d'études palestiniennes*, qui présente, notamment, une traduction du « Projet palestinien d'autogouvernement » présenté à la délégation israélienne lors des négociations de Washington (Editions de Minuit, 228 p., 70 F).

Pierre Lepape

# JEAN-MARC FERRY LES PUISSANCES DE L'EXPERIENCE

"Il est grand temps de dire que le livre de J.-M. Ferry, est l'une des œuvres les plus importantes récemment publiées dans le champ de la philosophie..."

PAUL RICŒUR

Tome 1 : Le sujet et le verbe  
Tome 2 : Les autres de la reconnaissance.

coll. "Passages" - 195F les deux vol.

# Carole DAGHER LES PARIS DU GENERAL

Les secrets des deux « années Aoun » qui ont passionné la France et bouleversé le Liban

FMA

Principaux points de vente en France : FNAC (Etoile, Montparnasse, Forum), PUF, Salon du livre de l'IMA, Librairie La Hune, Fontaine, La Procure, Edifra, La Compagnie, L'Harmattan, Tiers Mythe, Al-Manar, Avicenne. En vente également au Canada.



# Permanence et métaphores roumaines

Comment changer tout en restant soi-même ? Des écrivains et des historiens répondent

**L'ÉTOILE LA PLUS TRISTE**  
poèmes de Lucian Blaga.  
Traduits du roumain  
et présentés par Sanda Stolojan,  
éditions bilingues,  
Orphée-La Différence,  
126 p., 29 F.

**BYZANCE APRÈS BYZANCE**  
de Nicolae Iorga.  
Avant-propos  
d'Alexandre Paleologu,  
Balland, 310 p., 119 F.

**LES ANNÉES VOLÉES**  
(dans le goulot roumain  
à 16 ans)  
de Oana Orlea.  
Seuil, 160 p., 85 F.

**LE RÊVE**  
de Mircea Cartarescu.  
Traduit du roumain  
par Hélène Lenz,  
avec le concours  
du Centre national des lettres,  
Climat, 342 p., 150 F.

Lucian Blaga (1895-1961)  
demeure sans doute le plus  
important poète et philosophe  
roumain de ce siècle. Heureuse-  
ment, ses cantilènes trouvent  
davantage d'écho au sein des har-  
monies françaises que celles de  
son grand contemporain Arghezi  
et de son prédécesseur Mihai  
Eminescu (1). Nous devons déjà  
au critique Virgil Ierunca la tra-  
duction de six poèmes de Blaga  
(NRF, septembre 1975) ainsi

qu'une contribution dans le  
second volume de l'*Histoire des  
littératures de « La Pléiade »*.  
Rappelons également la parution  
en France de plusieurs de ses  
essais (2). Aujourd'hui, avec un  
choix de poèmes dans une tra-  
duction heureuse, dont les scan-  
sions respectent l'ineffable musi-  
que de la parole, Sanda Stolojan  
nous présente ce poète encore  
trop peu connu.

Blaga incarne tous les para-  
doxes et les pouvoirs de séduc-  
tion intellectuelle de la culture  
roumaine, certainement la plus  
étonnante au croisement de l'Eu-  
rope centrale et des Balkans. Né  
en Transylvanie, ce fils de pope  
et d'une paysanne doit sa forma-  
tion aux grandes écoles austro-  
hongroises de Sébes et de Vienne,  
mais aussi à un lycée roumain  
qui fonctionnait à Brasov, Kron-  
stadt, du temps de la domination  
des Habsbourg. Son appartenance  
au monde villageois roumain sur  
les deux versants des Carpates,  
l'exquise sensibilité de ses  
poèmes et leur grandeur incontestable  
charpentent ainsi son éduca-  
tion centre-européenne qui n'a  
jamais cessé de stimuler sa pen-  
sée.

Attentif à l'appel du sacré,  
Blaga s'inscrit, en 1914, à la  
faculté de théologie orthodoxe de  
Sibiu, Hermandstadt autrefois,  
où enseignait aussi le père d'un cer-  
tain Cioran. Après la Grande  
Guerre, la Transylvanie, où les  
Roumains sont majoritaires,  
rejoint la Roumanie. Le poète,  
d'abord proche d'un courant

d'inspiration chrétienne ortho-  
doxe (Gândirea, « la Pensée »),  
prend par la suite des distances  
avec ses orientations dogmati-  
ques. Blaga reste surtout un  
grand mystique, tourmenté par  
l'énigme des origines, haïté par  
l'absence d'un Dieu caché qui  
« s'est enfoncé dans son ciel  
comme dans un cercueil ». Con-  
trairement à certains des plus  
brillants poètes et écrivains entre  
les deux guerres — âgés d'or de la  
culture roumaine — il se tient à  
l'écart de toute idéologie qui pré-  
conise l'exclusion, la haine, la  
violence : « Je ne foule pas la  
corolle des merveilles du  
monde/Je ne tue pas/Avec ma raison  
les mystères rencontrés/En  
chemin/D'ailleurs avec leur  
lumière/Enluminant le charme  
caché dans l'insondable/Obscurité  
des profondeurs/Mais moi/Avec  
ma clarté je fais croître l'incon-  
naissable ».

Loin des rumeurs sauvages de  
la ville, rétif à la tentation du  
néant des philosophes allemands  
qu'il aime, Blaga, « muet comme  
un cygne », élabore son essai sur  
« l'espace mioritique » (ainsi  
nommé d'après Mioritza, célèbre  
ballade pastorale roumaine),  
« matrice stylistique » d'une rou-  
manité qui se cherche et se  
trouve dans le rythme des alpages  
parcourus par les bergers ance-  
traux. Depuis l'instauration du  
régime communiste jusqu'en  
1961, année de la mort du poète,  
son silence s'est métamorphosé  
en poème qui interpelle le sacré :  
« Elohim ! Où es-tu ? Le monde de  
tes mains s'est envolé/Comme la  
colombe de Noé/Se peut-il que tu  
l'attendes encore ? /Elohim où  
es-tu ? / (...) Nous flâmons les  
rues/Elohim ! ».

## Les labyrinthes magiques de Bucarest

Autant Blaga se réfugiait dans  
le silence mystique de l'Étré,  
autant Nicolae Iorga selon cer-  
tains, le Voltaire roumain, se  
montrait assoiffé de mots. Auteur  
aussi polyglotte que prolifique —  
il laisse derrière lui plus de mille  
volumes et quelque douze mille  
articles écrits en plusieurs lan-  
gues —, Iorga demeure, pour la  
culture roumaine, un véritable  
monument. Né en 1870 à Boto-  
sani, sur le versant moldave de  
ces Carpates chères à Blaga, il fut  
surtout un historien génial qui a  
marqué, avant sa fin tragique, la  
culture roumaine au long des pre-  
mières quatre décennies du siècle.

Byzance après Byzance, l'une  
de ses œuvres magistrales, écrite  
directement en français, devait  
paraître en 1935, cinq ans avant  
sa mort. L'idée d'une continuité  
byzantine après la chute de  
Constantinople hantait l'esprit de  
l'historien, alimentant sa verve de  
polémiste. En effet, les prolonge-  
ments durables de la civilisation  
hellénique et latine, source de la spi-  
ritualité européenne, s'affirment  
toujours sous la domination otto-  
mane, au sein des communautés  
groupées autour de la Méditerranée  
orientale, par les hiérarchies  
religieuses, l'éducation et une cer-  
taine manière de vivre. C'est  
pourtant dans les structures éti-  
quées des principautés dani-  
ubiennes dirigées par des aristoc-  
rates grecs et chrétiens, les Phanariotes, que cette perma-  
nence se manifeste le plus.  
Byzance après Byzance ouvre  
ainsi le pays à l'Europe des  
Lumières.

Au fil des ans, la vision de  
Iorga, nationaliste ombrageux, se  
modifie. A partir de 1937, il  
alerte l'opinion publique du péril  
nazi qui déstabilise l'Europe des  
patries et sa Roumanie. Les  
hommes de la Garde de fer (3),  
ses admirateurs de jadis, le tuent  
pour le « punir ». Avec sa dispari-  
tion, la décennie où la littérature  
roumaine a connu un épanouisse-  
ment jamais atteint depuis prend  
fin. Mais le bouillonnement de  
cette époque a survécu au fond  
des catacombes ou en exil. Les  
années 30 roumaines nous ont  
donné Cioran, Ionesco et Eliade ;  
elles stimuleront aussi les écri-  
vains du pays mais c'est aujour-  
d'hui seulement que leurs eupho-  
ries, joyeuses, périlleuses ou  
funébres, peuvent enfin ressusciter  
à la faveur d'une liberté  
conquise après plus de quarante  
ans de dictature.

Les *Années volées*, le sobre et  
beau récit de la romancière Oana  
Orlea (4) — princesse Cantacu-



Lucian Blaga : un grand mystique

zène de cette lignée byzantine  
toujours présente dans l'ouvrage  
de Iorga — témoigne du règne de  
la peur vaincue et d'une adoles-  
cence volée, du temps où les fil-  
lettes de seize ans faisaient déjà  
connaissance avec l'enfer des  
goullas roumains où sévissaient  
la torture et la faim. Ce livre  
devra faire réfléchir tous ceux qui  
s'échangent encore à comparer la  
Roumanie qui sort d'un long cau-  
chemar à cette prison lugubre  
d'autrefois, si bien décrite par  
Oana Orlea.

Sur la courbe d'une oscilla-  
tion entre l'avant-garde et la tra-  
dition, où s'écrit le texte de  
Mircea Cartarescu, âgé de trente-  
six ans, maître-étudiant à la  
faculté des lettres, poète et prosa-  
teur, qui nous arrive tout droit  
de Bucarest ? Certainement nulle  
part, car, grâce à la bonne tra-  
duction de Hélène Lenz, les proses  
de ce jeune homme se situent  
d'emblée au long d'une trajecto-  
ire qui prouve que la vraie lit-  
térature, traditionnelle ou fantas-

tique, expérimentale ou réaliste,  
roumaine, française ou japonaise,  
a encore de beaux jours devant  
elle, bien sûr, si l'exigence de  
l'auteur répond à ses ambitions.  
Celles de Cartarescu sont  
immenses : la « trilogie » de  
couverture de l'édition fran-  
çaise n'égare pas le lecteur lors-  
qu'elle compare cet écrivain à  
Kafka et Borges.

Il se passe des événements  
étranges au plus profond des  
caves bucarestines mais aussi  
dans les souterrains de l'âme des  
personnages qui surgissent de  
trois brèves romans réunis en un  
seul livre mais liés d'une manière  
organique, foisonnant confondus en  
une seule fulgurance par le regard  
qui sait poser l'auteur sur les  
choses, les lieux, les jeux et soi-  
même. Devant un public hilare,  
un pauvre être affamé joue sa  
vie, pour la gagner, à la roulette  
russe, caché dans le sous-sol d'un  
immeuble. Vainqueur chaque  
fois, il augmente sa mise jusqu'à  
ce que tous les trous du barillet

de l'arme soient remplis de  
balles. Lorsqu'il appuie la der-  
nière fois sur la gâchette, un  
tremblement de terre déplace le  
bras du suicidaire et lui épargne,  
une fois encore, cette mort qui ne  
venait pas de lui. C'est le *Joueur de  
roulette russe*, ouverture d'une  
symphonie en prose nommée le  
Rêve.

A l'instar de Dante qui rencon-  
tra Béatrice à neuf ans pour la  
retrouver à dix-huit, le narrateur  
de *Nostalgie*, après des jeux  
cruels, superbes, croise le regard  
d'une enfant, Gina. Beaucoup  
plus tard, elle le rejoint sur les  
bancs du lycée et devient son  
obsession majeure. Ce n'est pas à  
travers les sphères célestes que la  
Béatrice roumaine conduira  
l'écolier tourmenté vers l'empyrée ;  
depuis sa chambre de jeune  
fille pas sage, par le labyrinthe  
des canalisations fétides, elle  
l'amène dans les salles désertes  
du Musée des sciences naturelles  
de Bucarest. Sous le regard miné-  
ral des bêtes qui y sont exposées,  
entre les bocaux remplis d'embryons  
monstrueux, ils s'aime-  
ront alors que le visage de l'un se  
métamorphosera en celui de l'autre.  
Ce n'est pas le Paradis qui  
accueillera l'amoureux mais l'en-  
fer de la folie et du dédoublement.

De Gogol à Eliade, le fantas-  
tique a toujours été censuré du réel  
par l'intrusion d'un événement  
impossible et insupportable  
dans l'existence quotidienne, « un  
scandale » selon Roger Caillois.  
Chez Cartarescu, ce scandale est  
grandiose : un petit architecte  
mène une existence banale,  
décrite avec minutie et réalisme,  
avant de découvrir une combi-  
naison mélodique correspondant  
au mystérieux « nombre d'or ». Il  
quitte femme et travail, devient  
compositeur de musique, com-  
mence à grandir démesurément  
jusqu'à ce que son corps, éclaté  
en une infinité de particules,  
remplisse la galaxie qui impose  
pour faire place à une autre.  
L'architecte est le point d'orgue  
de ces trois récits, métamor-  
phoses d'un être éveillé. Au-delà  
de leur beauté incontestable, les  
textes de Cartarescu nous dévoil-  
ent un Bucarest secret, replié  
dans ses souterrains, loin des  
appels impérieux de l'histoire qui  
ne cesse de nous solliciter.

Edgar Reichmann

- (1) Voir le Monde du 19 juin 1991.  
(2) Dans l'*Œuvre dogmatique*, Paris, en  
1988, aux éditions L'Age d'homme.  
(3) Mouvement terroriste d'extrême  
droite, responsable du massacre de six  
cents juifs à Bucarest en janvier 1941.  
(4) Auteur de *Un soir en exil*, Seuil,  
1988. Voir le Monde des livres du  
7 novembre 1988.

## Le juif dans la cité

**L'ÉMANCIPATION  
DES JUIFS  
EN ROUMANIE  
(1913-1919)**

de Carol Iancu.  
Centre de recherches  
et d'études juives et hébraïques,  
Université de Montpellier,  
BP 5043,  
325 p., 140 F.

L'intelligentsia roumaine, qui a  
cherché, avant tout, son identité  
dans ses origines, aux sources  
d'une mémoire collective, a égale-  
ment donné naissance à un  
mouvement d'avant-garde d'où  
ont émergé des écrivains qui ont  
pionnié parmi lesquels le plus  
célèbre demeure Eugène Ionesco.  
A l'exception de ce  
dernier, la plupart de ces ambas-  
sadeurs de l'avant-garde rouma-  
ine en France étaient juifs, de  
Tristan Tzara et Ghersam Luca à  
Benjamin Fondane ou Ilarie  
Voronica, sans oublier le poète  
de langue allemande Paul Celan  
et le lettré laïdore Isou. Bien  
avant eux, au début du siècle,  
d'autres lettrés, tels Lazar Sa-  
neanu et Moses Gaster, tradi-  
tionnels ceux-là, durent s'expa-  
trier en Occident car la  
Roumanie, État jeune, conserva-  
teur et fragile, refusait leurs  
droits légitimes.

Carol Iancu, maître de confé-  
rences à l'université Paul-Va-  
dré de Montpellier, auteur de plu-  
sieurs ouvrages consacrés à  
l'histoire juive contemporaine,  
analyse, dans son dernier travail,  
le long combat qui devait aboutir  
à l'émancipation de la dernière  
grande communauté juive d'Eu-  
rope, privée, jusqu'à la fin de la  
première guerre mondiale, de la

plénitude de ses droits civils et  
politiques, ce qui s'appelle, Lyliu  
Sebraanu, le plus important  
romancier roumain de l'époque.  
C'est seulement en 1919 que le  
traité de Paris, signé par la Rou-  
manie — suite aux pressions  
occidentales, — reconnaît aux  
juifs roumains et aux autres  
populations d'un territoire enfin  
réunifié la totalité de leurs droits  
d'hommes et de citoyens.

A travers son étude, Carol  
Iancu souligne surtout la nais-  
sance, à cette occasion, d'un  
nouveau concept couvrant les  
droits de toutes les minorités.  
Car, en défendant, à la confé-  
rence de paix de Paris, leurs  
communautés en Europe de l'Est  
et du Centre, les organisations  
juives internationales ont permis  
aux minorités non juives (Alle-  
mands en Pologne, Hongrois en  
Tchécoslovaquie et en Rouma-  
nie, Roumains en Hongrie et en  
Serbie...) de bénéficier de l'éga-  
lité des droits avec les popula-  
tions majoritaires et de défendre  
leurs droits culturels et culturels  
spécifiques. On sent ce qu'a per-  
du de la fin des années 30 (1) le  
pouvoir nazi et ses alliés ont fait  
de ces garanties...

Aujourd'hui, alors que des  
troubles ethniques embrasent,  
une fois encore, le terroir mécon-  
nu des Balkans, l'actualité et l'ur-  
gence de la recherche érudite  
entreprise par Carol Iancu s'im-  
posent à tous les publics.

E. R.

- (1) Voir à ce sujet *Nationalist Ideology and Antisemitism: The Case of  
Romanian Intellectuals in the 1930s*,  
de Leon Volovici, qui vient de paraître  
chez Pergamon Press (Oxford et New-  
York).

## Autres parutions roumaines

*Les Bêtes*, de Horia Liman : la  
dénonciation des méfaits des  
idéologies par un journaliste rou-  
main qui vit depuis 1970 en  
Suisse (éditions Canevas).

*Le Chemin interdit*, d'Alfred  
Victor : récit d'aventures en Rou-  
manie pendant et après la

deuxième guerre mondiale par un  
Canadien francophone d'origine  
roumaine (éditions VLB).

*Les Ateliers*, de Mariana  
Maria : poèmes en édition bilingue  
français-roumain ; Mariana  
Maria est une des plus intéres-  
santes poétesses de la jeune gé-  
nération (éditions Est-Samuel-Tastet).

*Diotima*, tome I, de Miron  
Kiropol : un exercice littéraire  
peu commun où se retrouvent  
Tristan et Isou, Eminescu, Sla-  
line, la Roumanie, Bandelaire et  
Tolstoï (La Bartavelle éditeur).

## Les désarrois de l'élève Eliade

**LE ROMAN  
DE L'ADOLESCENT MYOPE**  
de Mircea Eliade.  
Traduit du roumain  
par Irina Mavrodin,  
Actes Sud, 250 p., 118 F.

« J'avais vingt ans. Je ne lais-  
sais personne dire que c'est le  
plus bel âge de la vie. » Ce début  
célèbre d'Aden Arabie pourrait  
bien servir d'exergue au texte  
d'Eliade, qui nous est proposé  
aujourd'hui dans la belle traduc-  
tion d'Irina Mavrodin. Le futur his-  
torien des religions commence à  
écrire tôt. Déjà à l'âge de qua-  
torze ans, il voit un de ses pre-  
miers récits de science-fiction  
publié par une revue de vulgarisa-  
tion. Nous sommes en 1921.  
Dans le journal qu'il commence à  
tenir le même année, il note ses  
lectures, crayonne les portraits  
de ses camarades de classe et de  
ses professeurs, s'efforce enfin à  
l'interrogation, fin de mieux  
affirmer son altérité. A partir de  
1923, cependant, ces griffon-  
nages prennent forme, s'affinent  
et s'affirment pour devenir un  
témoignage bouleversant sur  
l'adolescence et ses désarrois.  
Le charmant myope de l'écolier  
mal dans sa peau n'a pas encore

décliné vers l'aveuglement politi-  
que de l'adulte.

Avec cet Eliade d'avant Eliade,  
nous retrouvons la fièvre du  
corps qui ravageait à l'époque  
Régis, le vieillesse pessimiste  
d'un certain Krut Pedersen, dit  
Hamsun, et aussi le nihilisme dés-  
espéré de Giovanni Papini, que  
l'élève Eliade Mircea vient tout  
juste de découvrir. Pessimisme,  
nihilisme, désespoir n'expliquent-  
ils pas sans les justifier leurs  
futurs égarements ? Le *Roman de  
l'adolescent myope* n'a de sujet  
que lui-même, c'est le journal  
d'un roman, réplique sauvage et  
naïve de celui des *Feux-Mon-  
taignes*.

## Amour et métaphysique

Il n'est pas plus d'adolescence  
pure que d'enfance innocente.  
Nous surprenons ainsi le lycéen  
fasciné par l'énigme des jeunes  
filles en fleurs qu'il méprise  
autant que le foule de ses petits  
camarades médiocres. Nous le  
suivons muré et mûr dans une  
solitude fièvre, interrompue par  
fois par le dialogue avec son ami  
juif Marcu, contradicteur éthou-  
siste qui lui parle de socialisme,  
après que Mircea lui ait envoyé

les splendeurs de l'Orient et les  
mystères de l'achéménien. Devant  
la maison de M<sup>me</sup> Rozza, rue de la  
Croix-de-Pierre, depuis long-  
temps disparue, avec ses bor-  
dels, du paysage bucarestois, le  
s'interroge sur l'amour et sur le  
métaphysique, loin de la joie  
Agrippa du plaisir infini.

Au-delà de cette confession  
rédigée avec la force qui annonce  
un grand écrivain, une autre ré-  
sulte cependant à l'impression. Dans  
un pays ayant plus que doublé de  
taille et de population après la  
Grande Guerre, les premiers  
appels haineux du rejet se fai-  
saient déjà entendre dans la rue  
et à l'université. Malgré les stric-  
tances inhérentes à tout change-  
ment historique brutal, les  
enfants, qu'ils fussent roumains  
ou grecs, arméniens ou juifs, y  
restaient « encore » indifférents.  
Nous dirons, il est vrai, à peine le  
début des années 20.

E. R.

- \* A signaler également la publication  
de deux textes de Mircea Eliade, le  
*Mythe de l'achéménien* et *l'Éthique*, édi-  
tés par Irina Mavrodin, chez Actes Sud.  
Les deux textes ont été traduits par  
Jean Tournier et André Pommès, sous le  
titre de *Jeune et vieux*, Actes Sud, 1991.  
L'Éthique, n° 4157.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
LITTÉRAIRE  
Renseignements : 46-62-74-43



هكذا من الامم

• Le Monde • Vendredi 5 juin 1992 33

## LE MONDE DES LIVRES Lettres Étrangères

# Le punch de Crumley

Deux GI entre haine et amour sur fond de guerre du Vietnam : un roman qui laisse le lecteur au bord du K-O.

**UN POUR MARQUER LA CADENCE**  
(One to Count Cadence)  
de James Crumley.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Nicolas Richard.  
Gallimard, 442 p., 125 F.

Philippines, années 60. Dans une rue d'Angeles, un soir, à la lumière tremblotante des bougies, un cortège de GI avinés transporte un cercueil : « On défila au rythme cadencé d'un chant funèbre, tels des palans portant celui qui est tombé au bâcher funéraire... J'établis la cadence comme à l'habitude, et le chant funèbre devint un grondement, un cri de colère, une crise de fou rire, un carnaval, la mort. Mes hommes chantaient : C'est nous les pillards de Krummel, c'est nous les violeurs de la nuit. On est des crades, des enfoirés. Plutôt tirer son coup qu'aller bastonner. »

Ainsi parle Jacob Slagsted Krummel, sergent de l'armée des États-Unis et narrateur d'*Un pour marquer la cadence*. Mais c'est Falstaff plutôt que Nietzsche. Car, dans le cercueil, repose son ami Joe Morning... ivre-mort : « Il apparut l'espace d'un instant que nous étions aussi affligés que si Morning était réellement décédé, comme si nous comprenions qu'il avait été le meilleur d'entre nous, le damné et le meilleur. » Damné, Joe Morning ? Sans doute. Et Krummel avec lui. Car ces deux-là sont inséparables. Dès leur première rencontre, ils se sont reconnus, d'instinct ils se sont jugés dignes l'un de l'autre : « C'était certainement aussi simple que deux types qui aiment bien l'allure de l'autre, ou bien aussi

complexe que de recouvrir la haine d'une couche d'amour. »

Prévenons le lecteur, qui l'aura peut-être déjà compris : s'il décide d'entrer dans *Un pour marquer la cadence*, qu'il dépose, à l'orée de ce livre, son bagage d'homme civilisé, son prêt-à-penser cartésien, qu'il quitte ses bourgeoiseries. Car il va pénétrer dans un monde où le sublime se mêle au grotesque, le trivial au sacré, un univers où l'enfer personnel côtoie le tumulte de l'Histoire, un monde du bout du monde.

### Frères ennemis

L'Histoire ? Elle se fait - ou se défait - tout près, de l'autre côté de la mer de Chine, et se résume d'un mot-cauchemar pour l'Amérique et ses boys : Vietnam. L'ombre du conflit, dans lequel Kennedy commence à enliser son pays, s'étend jusqu'à l'archipel, base arrière stratégique, mais aussi gigantesque bordel pour GI, qui balancent entre la sourde peur d'être envoyés « là-bas » et un mortel ennui.

L'enfer ? Il sera pour Morning et Krummel, les frères ennemis, en guerre contre le monde entier et d'abord contre eux-mêmes, portés, l'un et l'autre, par une éthique intrinsèque qui leur intime de ne jamais piler, jamais cesser de combattre. Qu'ils se soient engagés dans l'armée n'est qu'un apparent paradoxe : c'est un monde gras et vide des classes moyennes auquel les destinaient leur passé, leurs études, qu'ils veulent échapper.

L'armée, son ordre et sa servilité, c'est, pour eux, le ventre de la Bête, mais aussi ce cadre nécessaire hors duquel leur rage pour



James Crumley : un monde du bout du monde

rait exploser en d'incontrôlables conséquences.

Un mot, ici, des patronymes. Morning, c'est, à l'évidence, l'homme du matin, de tous les matins du monde, le pur, l'innocent, l'écorché vif, celui qui refuse : « [Il était] chargé d'une lettre sur laquelle on pouvait lire ces deux mots que Morning n'a cessé de répéter depuis : JE PROTESTE, ce qui essentiellement signifiait qu'il protestait contre le traitement que lui infligeait le monde. » Krummel, qui ne pense pas que le monde mérite d'être sauvé et préfère « la guerre éter-

nelle à la paix », Krummel, le « cynique au cœur d'or », n'est pas si loin, jusqu'à la panse gorgée de bêtise, de Crumley, qui disait cet été, dans un entretien au *Monde* : « Les années 60 sont vraiment importantes pour moi. J'ai quitté l'armée, j'étais aux Philippines en 1961, et la plupart des choses importantes que j'ai vécues viennent de ces années. (1) »

On boit d'abondance dans les romans de Crumley - et, dans celui-ci, qui est chronologiquement son premier (2), l'alcool coule comme jamais. Mais ce n'est pas pour oublier. C'est, à

l'inverse, pour se connaître, aller jusqu'au bout de la lucidité quoi qu'il pût en coûter, se dépouiller de tous ses masques pour dire enfin sa vérité. Alors apparaissent les ombres du passé et les démons familiers, ces cohortes de fantômes enfouis au plus profond de chacun de nous et qu'on refoule, ordinairement, à coups d'artifices. Alors, Joe Morning se confie et révèle l'image qui le hante : comment, amoureux d'un travesti, il se réveille, un lendemain de beuverie, habillé en femme, maquillé, une perruque de longs cheveux blonds sur la tête et, dans les brouillards de l'alcool, s'aperçut ainsi dans une glace. De peur et de désir mêlés, il ne s'en est jamais remis.

### Chemin de croix

« La prochaine fois que je verrais Morning, il me haïrait à nouveau, constate Krummel. J'en savais trop sur son compte. » Avant de noter, dans son journal-confession : « Je voulais lui dire tant de choses : « Tu ne peux pas ajuster le monde à ta mesure, c'est à toi de l'ajuster, et tu le feras broyer sinon. Je ne te demande pas d'arrêter le combat ; montre-toi seulement raisonnable dans ta manière de combattre. » Mais je me doute bien que je n'ai en aucun cas le droit de lui demander de se montrer raisonnable ; je ne l'ai moi-même non plus jamais été. Voilà ce que j'aurais dû lui dire : « D'accord mec, tu es en tort, en tort, mais je suis à tes côtés car tu es le seul à épouser cette cause. » Mais je ne pouvais pas dire cela ; je ne pouvais pas le faire, ni continuer à le faire jusqu'à la fin des temps. »

Les voici donc, Slag Krummel et Joe Morning, si semblables qu'ils ne peuvent que se heurter, se défier sans jamais pouvoir se rejoindre, qui ne cessent de mettre à l'épreuve cette amitié qui les lie comme le garrot du condamné à mort à son poteau, les voici entraînés dans un impitoyable chemin de croix, dont les stations seront autant de gigantesques et rituelles bordées dans la ville-dé-fouloir, et le Golgotha un piton vietnamien, où, rencontrant la guerre, la vraie, ils trouveront aussi, dans le fracas dement d'un jour et d'une nuit de combat, leur vérité.

De cette impossibilité de deux hommes à s'avouer qu'ils s'aiment, de leur commune incapacité à se situer dans un monde indifférent et peureux, James Crumley a fait un roman dévastateur, d'une absolue sincérité, qui inaugure la nouvelle collection « noire » de Gallimard sous le signe de la démesure. Portée par un souffle torrentiel - la prière d'insérer signale, dans une délicate antiphrase, que le style de Crumley « n'avait pas encore fait l'expérience de la retenue », cette rencontre-affrontement jongle avec le temps et la mémoire, fouille jusqu'au plus intime des ambiguïtés humaines et vous laisse abasourdi, sonné comme un boxeur au bord du K-O. Avant que vous ne repreniez le bagage déposé à l'entrée. Parce qu'il faut bien vivre.

Bertrand Andrusse

(1) « Le Monde des livres » du 2 août 1991.

(2) Plusieurs livres de J. Crumley ont déjà été traduits en français : *Le Dôme de l'ours* (Albin Michel et Livre de poche) ; *Derrière la porte* (10/18) ; *Fausse Piste* (Christian Bourgois et 10/18) ; *Puces* (Rivages/Noir).

# Maradona, mon amour

Suite de la page 25

On s'occupera de ses affaires ; lui, le prodige, court sur patins et frisé comme aurait aimé le peintre ou le trucidé Caravage, joue comme un dieu ou comme un singe (Saviano écrit que c'est tout comme), au fond des cratères hurlants de lave humaine. Détesté à Bilbao, sifflé à Barcelone. C'est la tragédie grecque qui rebondit, sur son pied gauche, de stade en stade. Naples, enfin, pour le porter aux cieux, qu'il porte aux cieux, et qui l'abat en pleine gloire et le roule au bord des abîmes ; Naples, petit club à bourse plate, qui l'achète, du jour au lendemain, des milliards de lires... On blanchit beaucoup autour des boucles noires de Maradona... L'ingénu, le cœur simple manipulé, l'enfant qu'il est resté avec son diamant piqué dans son lobe et ses piroquettes d'animal capricant, ne sait pas que les fées grimées qui l'entourent dans le berceau napolitain des origines, si elles sont mas-

quées de joie et de jeunesse, n'en demeurent pas moins les fameux Giuliano du quartier de Forcella - puisqu'il faut bien nommer ces anges noirs : au vrai, les plus dangereux des camorristes, sans foi ni loi, la lie de Naples, et que Naples a hérités de presque quatre siècles d'occupation, d'exploitation espagnole...

### Les mythiques Champs ardents

La Camorra, et c'est là une petite erreur dans une si juste radiographie de Naples à travers un personnage emblématique, ne vient pas de l'Unité ratée, ainsi que le suggère l'ex-maire communiste Maurizio Valenzi, mais c'est un phénomène espagnol, comme bien des maux enracinés dans l'Italie du Sud et dans l'Amérique du Sud. Les gants dorés de la Camorra valent les gants d'Espagne qu'on offrait, jadis, à ses nobles ennemis, imprégnés d'un poison toujours mortel et qui, d'abord, pouvait

rendre fou : comme il advint, sans doute, pour Masaniello, le rebelle de la révolution de 1647, qui fut successivement adoré par le peuple, sacrifié et, une fois assassiné, sanctifié.

Il y a davantage encore, dans ce livre. A travers la geste de Maradona, qui orie : ponce ! ce n'est plus du jeu, quand l'ordre de se débarrasser de lui, coûte que coûte, est probablement venu du nord de l'Italie - cette partie de l'enquête, qui n'affirme pas mais qui questionne, est tout à fait remarquable. - c'est l'histoire d'une Italie déchirée qu'on entrevoit. Cette haine du Nord pour le Sud, et Naples en particulier, éclate quand Naples l'emporte sur Milan et ne cesse d'aller de victoire en victoire aux yeux du monde. « Napolitains, peut-on lire dans les stades du Nord, bienvenue en Italie !... » « Vive les champions d'Afrique du Nord !... » « Non à la visière, utilisons les Napolitains !... » Certes, les passions mettent une loupe grandissante sur les faits - mais les

ligues lombardes, hélas !, ne sont-elles pas bien réelles et bien actuelles ? Mais le fait est que, depuis Cavour, l'Italie se cherche, se lacère, se désunit. Tout miracle, économique ou ludique, y est pris pour un mirage...

« Si c'est un rêve, ne me réveillez pas ! », implorait un Napolitain quand le lutin Maradona pirotait de but en but, au bord de l'Averne, là-bas, dans les mythiques Champs ardents où se trouve le stade San-Paolo : là où, à la sortie lente et bruyante des matches, on peut entendre, aujourd'hui, des chœurs chanter en silence un saturnien Te Diegum.

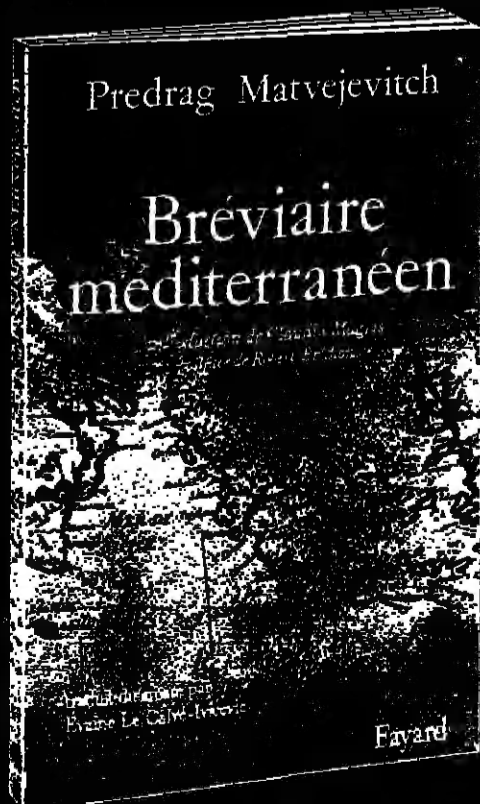
Jean-Noël Schifano

\* Signalez la nouvelle édition, revue et augmentée, de *Déjà d'Italie*, un recueil d'essais de Jean-Noël Schifano, « en parcourant l'Italie et haroqué à travers l'Italie d'aujourd'hui ». (« Falso essai », Gallimard, n° 61.)

## Bréviaire méditerranéen

Un livre génial, inattendu et fulgurant, qui enrichit tout autant l'historiographie culturelle que la littérature proprement dite de la mer, avec ses trésors poétiques millénaires aussi fabuleux que ceux qui ont sombré au fond des abîmes.

Claudio Magris



Un chant d'amour total pour une Méditerranée "qui, comme une immense éponge, s'est imbibée de toutes les connaissances."

Marc Semo, *Libération*

FAYARD

MANICAMP

MITTERRAND  
S'EN VA

La semaine sangante

"Une vacherie  
suave."  
*Figaro Magazine*

"Ce bouquin brillant,  
drôle et méchant,  
se dévore."  
*Sylvie Pierre-Brossollet, L'Express*

OLIVER ORBAN

"Un génocide."  
*Jérôme Guezennec, L'Événement du Jeudi*

"D'une extrême drôlerie.  
On s'amusera  
énormément  
à le lire."  
*Françoise Gireaud, Journal du Dimanche*



סדרה מן האמל

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

# L'autre « Terre promise »



Deux continents.

## LA PESTE SOIT DE L'AMÉRIQUE (ET DE QUELQUES AUTRES LIEUX)

de Cholem Aleikhem.  
Traduit du yiddish  
par Nadia Dahan.  
Liana Levi éd., 354 p., 130 F.

## AH ! SI J'ÉTAIS RICHE ET MORT

de Maxim Biller.  
Nouvelles traduites de l'allemand  
par Nicole Stephan-Gabriel.  
Flammarion, 240 p., 125 F.

## LE MONDE EST UN MARIAGE

de Delmore Schwartz.  
Nouvelles traduites de l'américain  
par Daniel Bismuth.  
Editions du Rocher, 210 p., 130 F.

## HÔTEL DELMORE

de Delmore Schwartz.  
Chroniques traduites de l'américain  
par Véronique Béghin.  
Ombres, 172 p., 96 F.

**A**u secours. Que faire ? Vous allez sûrement me demander ce que je fais là. Je l'ignore moi-même.

Voici, en abrégé, toute ma biographie : jusqu'à mon mariage, j'ai étudié au lycée le Talmud, la loi juive et tout ce qui s'ensuit. Il me semble que j'étais dans un petit bourg, je pourrais certainement faire cela ; à l'école, j'étais un bon élève, on m'a appris à lire et à écrire le yiddish, le russe, l'allemand, et à calculer, fractions incluses ; à mon avis, je ferais un bon maître d'école, ou un répétiteur, ou un écrivain... Cet appel au secours, Menahem Mendel l'adresse à son créateur, à son double, le grand écrivain yiddish Cholem Aleikhem, alors qu'il a décidé de quitter Yehoupetz (autrement dit Kiev) et de partir, via Ekaterinograd et Hambourg, pour Nouvelle-York.

« C'est un pays de bonheur et de liberté, dit-on, c'est-à-dire qu'on y est libre, débarrassé de tout, chacun peut faire ce qu'il veut, et les juifs y jouissent, à ce que l'on dit, de la considération générale. Mais l'enfer, c'est que là-bas, il faut travailler, tout le monde travaille et celui qui s'y refuse y est condamné par la communauté. Moi, cela me semble un peu fou, car enfin, qui cela regarde-t-il que je travaille ou non ? Il va revenir à Yehoupetz, via Hambourg et Varsovie, sans un dollar en poche, ayant traversé les sept cercles de l'enfer en cette terre d'Amérique, vaincu de son Christophe Colomb, de sa liberté, son oisiveté et ses misères.

Cholem Aleikhem (Russie 1859-New-York 1916), le grand rénovateur de la langue yiddish, représentant le vagabond débrouillard qu'il avait créé vingt-cinq ans plus tôt, compose, dans ce volume intitulé *La peste soit de l'Amérique*, une chronique cocasse et inquiétante, misérable et dépourvue de misérabilisme, à propos du bouleversement du monde à la veille de la première guerre mondiale. Une chronique racontée d'un point de vue juif par un homme qui a échappé aux pogroms de 1905, émaille de citations talmudiques, d'expressions yiddish intransposables, de vocabulaire américain ou russe, d'écritures écroulées par celui qui, de Yehoupetz à Yehoupetz, en passant par New-York, Varsovie et Vienne, connaît tout du monde.

Sous la forme d'une correspondance entre Menahem Mendel et sa « chère épouse, la sage et vertueuse dame Sheine-Sheindl », demeurée dans son shtetl campagnard, le feuilletonniste de 1913, sans avoir l'air d'y toucher, avec l'art de parler

légèrement des choses importantes et terribles, fait défiler dans ces lettres conjugales (« Ma chère épouse, je t'informe que je suis, grâce à Dieu, en bonne vie et santé ») l'histoire de la grande politique : Slaves de toutes tribus et Turcs à calotte rouge qui s'étripent dans les Balkans, « jusqu'à ce que le grain de sel » et qui ne lui dit rien qui vaille ; Serbes et Bulgares qui ont trop de vieux comptes à régler ; et aussi la crainte que François-Joseph, « ce trésor de roi, ce véritable ami d'Israël », n'abdique. Emotions qui ne semblent pas toucher sa femme, qui ne comprend pas qu'on puisse se ronger les sangs pour des choses pareilles : « Qu'est-ce que cela peut bien te faire Dringole, Sivestopol, Mikita, Rikita ?... On te paie pour écrire. Écris ! »

Comment continuer à vivre là où on s'attend au pire, où l'antisémitisme est le seul ciment de tous ces peuples si divers ? Faut-il s'alarmer devant les accusations de meurtre rituel contre Mendel Beilis (« un parent à toi... »), demande Sheine-Sheindl. Menahem Mendel, le sage-bouffon, observe aussi, circospect, plutôt goguenard, le mouvement pour ce nouveau pays juif qu'on lui promet (« Un petit coin de Palestine, mais là aussi, si tu regardes bien, ce ne sont que soucis, clans, factions, chamalleries, charivari, intrigues, provocations, querelles ! Depuis que Hersh, béni soit sa mémoire, est mort, on ne peut plus s'arranger... »).

Une première partie de la correspondance de Menahem Mendel à sa femme, écrite entre 1892 et 1910, avait paru en français sous le titre de *Menahem Mendel le rêveur* (Albin Michel, 1975). En 1913, Cholem Aleikhem va renouer avec les aventures de ce personnage dans

un quotidien yiddish de Varsovie, *Der Hain*, dont la parution s'échelonna sur sept mois, du 25 avril au 10 novembre 1913. Le procs Beilis, qui monopolisait alors toute la place dans les journaux juifs, entraîna la suspension de la série, nous précise Nadia Dahan, qui a fait un remarquable et savoureux travail de traduction, triomphant

de difficultés innombrables : « Dilemmes d'autant plus insolubles qu'on aura affaire non seulement aux mots et aux noms yiddish mais aussi hébreux (dans leurs différentes prononciations), russes, polonais, espagnols... elle. Préférez-vous Cholem, Scholem, Sholem, Chalom, voire Szalom, et pourquoi pas Szalom, - Moïshe ou Moyshe, de difficultés innombrables : qu'on aura affaire non seulement aux mots et aux noms yiddish mais aussi hébreux (dans leurs différentes prononciations), russes, polonais, espagnols... elle. Préférez-vous Cholem, Scholem, Sholem, Chalom, voire Szalom, et pourquoi pas Szalom, - Moïshe ou Moyshe,

# Les tribulations de Philaron Fofanov

Avec le concours involontaire de Marx et Dostoïevski, un roman farfêlé de Vassili Axionov

## LE JAUNE DE L'ŒUF

de Vassili Axionov.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Alexandra Pleinoff-Boutin.  
Denoël, 274 p., 125 F.

Soit un ancien dissident soviétique, réfugié depuis plus de dix ans aux États-Unis, connu — comme le souligne la prière d'insérer — pour son esprit frondeur, qui s'essaye pour la première fois à écrire directement en anglais et choisit pour cela le genre du roman d'espionnage. Cela donne une sorte de canular, totalement farfêlé, d'autant plus « éblouissant » que le héros principal, Philaron Fofanov, éminent linguiste, pèse, selon les chapitres, entre 160 et 170 kilos. Ce personnage, fondamentalement innocent, promène sa silhouette éblouissante mais sympathique à travers les architectures réelles ou imaginaires de Washington, accom-

pagné d'une nuée d'agents spéciaux plus ou moins déclarés, russes et américains bien sûr, mais aussi japonais, argentins, etc., pour ne rien dire de possibles extraterrestres.

Le fil conducteur est la recherche d'un manuscrit de Dostoïevski, enfoui dans les réserves de « l'Œuf », siège de la « Ligue des Legs Lincoln » (triple L.), dans lequel l'auteur des *Russes* raconte une conversation qu'il aurait eu avec Karl Marx autour du casino de Wiesbaden. Ce n'est bien entendu qu'un prétexte et l'on cherchera en vain l'explication, les suites des innombrables incidents étranges qui émaillent ce récit. Nous savons tout, en revanche, sur les liens, anciens ou nouveaux, noués entre les divers protagonistes de ce conte moderne dont quelques-unes des fées évoquent irrésistiblement les superbes créatures des films de James Bond. Cela justifie

que l'on couche souvent au fil de ces pages, aimablement d'ailleurs et sans vice, comme un hommage répété rendu aux forces plutôt qu'aux faiblesses humaines.

L'auteur joue abondamment sur les mots et sur les noms pour égarer la sauce — un certain professeur « Abajour » et son épouse figurent parmi les invités à un « barbeque de cuisines de grenouilles » sur les pelouses de la résidence « Bel Mondo » — et se permet même une discrète référence à l'une des mésaventures qu'il a connues avant de quitter l'URSS en évoquant « une association d'audacieux écrivains dont le groupe avait pris le nom de *Métropole* » (1). On ne saurait s'étonner, dans ce contexte, que référence explicite soit faite à Mikhaïl Boulgakov, dont l'art du fantastique provocateur semble bien inspirer aujourd'hui toute une pléiade d'auteurs contemporains de l'ex-URSS.

N'allons pas trop loin et le dernier roman de Vassili Axionov est sans prétention philosophique. A condition de ne pas trop chercher à comprendre ou à dénouer les innombrables intrigues qui s'y mêlent, sa lecture est néanmoins plaisante et distrayante et c'est sans surprise que l'on y voit les personnages se libérer des lois de la gravitation ou se transformer en oiseaux. Délirant, mais drôle... même si l'on regrette un peu le plus subtil humour de *Recherche d'un genre* (2).

Alain Jacob

(1) Nom donné en 1979 à un « almanach littéraire » qu'Axionov et quelques autres écrivains soviétiques firent paraître à Moscou sans passer par la censure. L'hostilité des autorités mit rapidement un terme à l'entreprise. Axionov lui-même quitta l'URSS en juillet 1980.  
(2) Gallimard, 1979.

Il voudrait trouver autre chose, mais l'inspiration lui manque...

Peut-on vivre en Allemagne sans être obsédé par les juifs ? Peut-on revenir s'y établir et réussir à survivre malgré le sang qui clapote sous les pas ? *Messochisme ? Antimessochisme ?* « Il y avait plus : ils vivaient dans ce pays pour se venger de leurs bourreaux et des enfants de leurs bourreaux, les tourmenter, les hanter par leur présence même. Et un beau jour, le torrent mugissant reflétait surface », nous dit Maxim Biller, juif de Prague et de mille part.

Brodski ou Brodsky ? Fasse le ciel que nous n'ayons pas de pire querelle. Amen. Ou omeyn, comme on dit en yiddish.

**FILIAISON** revendiquée avec l'auteur du *Violon sur le toit* ? Sous le titre alchimique *Ali et l'État*, Martin Biller, né en 1960 à Prague, vit en Allemagne depuis 1970 : il est journaliste à Munich où, paraît-il, il s'est fait une spécialité des tribunes d'humour, des dénonciations de scandales du monde de la finance et de la politique.

Son monde semble tout entier peuplé de juifs. Comme s'il se défiait de toutes les formes insidieuses d'assimilation. Rescapés, traumatisés, désastres, malices, revues de Sobibor ou de Birkenau avec, chacun, une histoire personnelle héroïque, honteuse ou dérangeante. Chaque fois, on retrouve une quête de racines, de racines plutôt, qui se sont répandues trop loin pour qu'on puisse les suivre : l'odeur du *lachout*, ce plat que les ménages d'Europe centrale faisaient cuire tout un jour la veille du shabbat. Il y a celui qui avait eu d'abord des problèmes avec ses caries qu'avec les nazis. Il y a le pique-assiette qui se dit écrivain et qui soutire de l'argent aux anti-juifs juifs à travers toute l'Allemagne en racontant qu'il travaille depuis trois ans à une saga familiale et qu'il tente de renouer les fils perdus entre Pologne, Russie, Argentine, Brésil, Inde et Singapour.

Il faut se laisser surprendre par la fausse frivolité des nouvelles et des chroniques du New-Yorkais Delmore Schwartz (1913-1966), fils d'émigrés roumains, acclamé en 1937 des ses premiers écrits, traducteur à vingt-six ans d'*Une saison en enfer*, admiré par Auden, I. S. Eliot, Nabokov, ami proche de Saul Bellow, dont il inspira le personnage du poète mort misérable et méconnu du *Don de Humboldt*. Oublié à quarante ans ; mort à cinquante-trois, de désespoir, d'alcool et de drogues. Un de ces intellectuels libéraux représentatifs d'une certaine gauche de l'époque rose-velvetienne. Dans le petit texte qui donne son titre au recueil de chroniques écrites au cours des années 40 et 50 et qui vient de paraître chez Ombres, *Hôtel Delmore*, il raconte drolatiquement combien il peut être dangereux d'être à la fois rédacteur en chef et critique littéraire et commercial, ayant refusé le manuscrit d'un écrivain qui deviendrait plus célèbre que lui, il retrouve son nom comme appellation d'une maison mal famée. « Je n'ai jamais pu par la suite lire les œuvres de fiction de cet auteur », confesse-t-il.

Fragments d'enfance et d'adolescence dans une série d'instants autobiographiques de ce gamin de Brooklyn, fan de l'équipe des « Giants », ce fil d'immigrés qui peut se permettre de toiser les nouveaux venus en Amérique, mais qui est resté européen dans l'âme. Hanté par le souvenir diffus des parents par leur espoir et leurs déconvenues (*America ! America !*), Rose et Harry Schwartz, trop tôt séparés, dont il raconte, avec une mélancolie communicative, dans cette première nouvelle écrite à vingt-deux ans, ce qu'il ne sait pas, dans un film muet dont il est le spectateur trop concupiscent : le retour, la genèse de son existence (« C'est dans les rêves que les responsabilités commencent », les espoirs et les déconvenues des jeunes générations de sa génération (*Le monde est un mariage*) (1).

Dans les chroniques d'*Hôtel Delmore*, il plonge, entre réalité et fiction, dans les clichés de la vie en Amérique, dissequant avec talent ce qui le frappe à travers les publicités, les films, les histoires des stars. Surtout, on le sent attentif aux couples, au mariage comme au divorce, thème qu'on retrouve dans les nouvelles qui fient sa célébrité. Une femme demande le divorce parce que son mari pousse par un bégaiement chaque tête de leur bébé ; l'actrice Shelley Winters déclare : « Il a fait si froid l'hiver dernier que j'ai failli me marier. » Deux psychanalystes envoient conjointement un faire-part pour annoncer l'heureux mariage de leurs patients respectifs. Ailleurs, il sur un titre qui le laisse perplexe sur la connaissance de la réalité des êtres humains : « *Agriculteur cherche femme, huit mille postulantes écrites* ». Un ton faussement naïf, où l'angoisse perce sous la ruelle.

(1) Alla de pouvoir apprécier Delmore Schwartz, il est à déconseiller de lire *l'Inde biographique, insolite et pittoresque*, de son traducteur, Daniel Bismuth, paru simultanément : Delmore Schwartz ou le démon de l'orgueil (éd. Rocher).

## ANNIE COHEN HISTOIRE D'UN PORTRAIT (LE PORTRAIT D'UN PRÉSIDENT)

« L'idée de lui proposer de poser pour moi est venue un matin, quelques heures avant de pénétrer pour la première fois dans son bureau (comme si le privilège d'être reçue par lui devait s'accompagner d'une idée singulière, unique, jamais imaginée). Les mots avaient surgi avec l'idée. »

## ACTES SUD

SILENCIEUX ET ÉLOQUENT COMME UN PORTRAIT DOIT L'ÊTRE



## VASSILI PESKOV ERMITES DANS LA TAÏGA

« Nous vous apprenons que nous sommes encore vivants mais guère bien portants, ensuite il en sera comme Dieu le voudra. La vie va doucement, nous avons moissonné le seigle, nous n'avons pas récolté tout le pois et la pomme de terre, la neige a tout enveloppé. »

## ACTES SUD

TERRES D'AVENTURE



## THÉODORE MONOD L'ÉMERAUDE DES GARAMANTES

« Au terme de mon séjour littoral, au lieu de prendre le bateau, je grimpai sur un dromadaire pour ma première « méharée » : le sort en avait décidé, le Sahara se refermait sur une proie que, soixante ans plus tard, il tient encore prisonnière. »

## ACTES SUD

TERRES D'AVENTURE

